

LA CONSERVATION IDENTITAIRE : UNE SOLUTION POUR CONTRER L'ÉTALEMENT URBAIN?

Par
Marie Durand

Essai présenté au Centre universitaire de formation
en environnement et développement durable en vue
de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Jean-François L. Vachon

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Avril 2019

SOMMAIRE

Mots clés : étalement urbain, milieux naturels, identité, paysage, aménagement du territoire, conservation, droit de propriété, zonage agricole, participation publique, levier politique, méthodologie

L'objectif de cet essai est d'évaluer le potentiel du sentiment d'appartenance identitaire des gens face aux milieux naturels pour favoriser la conservation de ceux-ci dans un contexte d'étalement urbain. Dans la situation actuelle de lutte au réchauffement climatique et de préservation de la biodiversité, la conservation des milieux naturels est un enjeu grandissant pour la gestion de l'aménagement du territoire. Le mouvement de la conservation des milieux naturels est à la croisée des chemins, car il doit réussir à développer des leviers d'action plus puissants que ceux dont il dispose actuellement pour réellement parvenir à préserver une quantité suffisante d'écosystèmes nécessaires au maintien des biens et services écologiques vitaux pour la société. La problématique de cet essai prend donc naissance dans les enjeux d'aménagement du territoire et se concentre sur la proposition d'un changement de paradigme dans la façon d'envisager la conservation des milieux naturels au Québec en considérant davantage l'opinion publique.

La définition du concept de conservation identitaire a permis d'illustrer comment la relation que les citoyens entretiennent avec les milieux naturels de leur territoire peut s'avérer un levier d'action efficace en faveur de leur conservation. Le fait de confier aux citoyens le soin de cibler eux-mêmes les milieux naturels qu'ils souhaitent conserver permet de démocratiser la conservation et d'obtenir un consensus social autour des questions d'aménagement du territoire. L'étude des méthodes disponibles dans la littérature pour cerner le sentiment identitaire d'une population montre que chacune possède des avantages et des inconvénients dans le contexte précis de la conservation. Les exemples d'application réelle de ces méthodes montrent qu'un groupe de citoyens représentatifs de la population est néanmoins en mesure de cibler des milieux naturels prioritaires pour la conservation en fonction de différentes valeurs. Les conclusions de l'élaboration de l'outil de conservation identitaire suggèrent que la combinaison de plusieurs méthodes de consultation publique s'avère appropriée pour obtenir des cibles de conservation identitaire précises, qui sont représentatives de l'opinion de la majorité des citoyens sans influence externe des experts. L'outil s'assure toutefois que les choix de conservation finaux sont pertinents scientifiquement. L'outil peut également être appliqué à plusieurs échelles territoriales, en fonction des pôles identitaires identifiés.

Parmi les principales recommandations émises, il est proposé des moyens de mise en œuvre de la vision de conservation des citoyens à l'aide des outils de gestion du territoire. Il est également recommandé de s'assurer que l'exercice de conservation identitaire inclut une gestion intégrée de la conservation des milieux naturels. Des modifications sont aussi suggérées pour augmenter la transparence du processus d'aménagement du territoire au Québec et bonifier la conservation en terres privées. Une meilleure considération de la volonté populaire de conservation de certains milieux naturels jumelée à une optimisation de l'utilisation des outils de gestion du territoire pourrait ainsi être la recette gagnante qui permettra au mouvement de conservation des milieux naturels de prendre l'ampleur nécessaire à son efficacité.

« *Conservation is a state of harmony between man and land.* »

Aldo Leopold

REMERCIEMENTS

La rédaction de cet essai fut une belle et grande aventure qui a été facilitée par l'aide de plusieurs personnes.

Je tiens d'abord à remercier mon directeur d'essai, Jean-François, qui a su me guider dans mon parcours en me laissant beaucoup de liberté, tout en me gardant dans le droit chemin lorsque nécessaire. Merci Jean-François pour tes conseils et ton support, et surtout, pour ta passion communicative envers les solutions innovantes en matière d'aménagement du territoire. Grâce à ton cours sur l'aménagement des collectivités durables, je suis sortie de mon moule d'écologiste, et je pense maintenant à la conservation des milieux naturels autrement.

Je voudrais aussi remercier l'ensemble des personnes que j'ai contactées pendant la rédaction de mon essai et qui ont pris le temps de répondre à mes questions. Je pense à M. Gingras de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, à Andréanne Blais du Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec et à Marilou Bourdages du Réseau de milieux naturels protégés du Québec. Un merci particulier à l'organisation du Congrès 2018 de l'Association des biologistes du Québec qui m'a permis de rencontrer Yoséline Leunens du Groupe de recherche appliquée sur les processus participatifs et collaboratifs. Cette rencontre a fortement bonifié mon essai, alors merci Yoséline d'avoir pris le temps de me rencontrer et de partager ton expérience avec moi, nos échanges m'ont inspirée et convaincue de la pertinence de ma démarche lorsque j'en doutais.

Finalement, je tiens à remercier mes amies et ma famille qui m'ont supportée à plusieurs égards au cours de ma rédaction. Merci à Stéphanie et Virginie, qui m'ont encouragée, rassurée et qui m'ont montré qu'il était tout à fait possible de rédiger un essai, ayant vécu l'expérience avant moi dans une relative sérénité. Merci à mes parents, Alain et Martine, qui ont joué leur rôle bien au-delà du délai prescrit en m'accueillant à nouveau sous leur toit, me fournissant gracieusement une nourriture de qualité et un support moral pendant ma rédaction. Cet essai fut thérapeutique, me permettant de faire le pont entre ma vie d'étudiante et ma vie de future professionnelle, une occasion en or de reprendre mon souffle avant de me lancer dans de nouveaux défis, qui assurément, seront nombreux!

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. PROBLÉMATIQUE DE L'ÉTALEMENT URBAIN	3
1.1 Portrait de l'urbanisation au Québec et à l'international	3
1.2 Causes historiques de l'étalement urbain au Québec	4
1.3 Moteurs actuels de l'étalement urbain au Québec	5
1.4 Conséquences socioéconomiques de l'étalement urbain	8
1.5 Conséquences environnementales de l'étalement urbain	9
1.5.1 Conséquences directes : la perte de milieux naturels et la diminution de la biodiversité	10
1.5.2 Conséquences de la perte de milieux naturels sur les sols, l'eau et les îlots de chaleur	12
1.5.3 Conséquences indirectes : la perturbation des cycles biogéochimiques et du climat	12
2. PORTRAIT DE LA CONSERVATION DES MILIEUX NATURELS	14
2.1 Conservation des milieux naturels au Québec et à l'international	14
2.2 Aires protégées	15
2.3 Territoire géré par la CPTAQ	20
2.4 Conservation à l'échelle municipale	21
3. CRITIQUE DES MOYENS DE CONSERVATION ACTUELS FACE À L'ÉTALEMENT URBAIN	24
3.1 Superficies et emplacements des aires protégées	24
3.2 Mise en place et gestion des aires protégées	28
3.3 Bilan de la CPTAQ	31
3.4 Outils de planification territoriale à l'échelle municipale	33
3.5 Obstacles rencontrés pour protéger les milieux naturels	35
3.6 Constat d'échec généralisé de la conservation des milieux naturels au sud du Québec	37
4. CONSERVATION IDENTITAIRE	39
4.1 Aspects théoriques	39
4.1.1 Naissance de « l'éthique de la terre »	39
4.1.2 Concepts à la base de la conservation identitaire	40
4.2 Définition, caractéristiques et avantages de la conservation identitaire	43
4.3 Exemples de conservation identitaire présents au Québec	44

4.4 Analyse des exemples de conservation identitaire	48
4.5 Parallèle entre le sentiment d'appartenance associé au territoire agricole et aux milieux naturels ..	49
5. OUTIL MÉTHODOLOGIQUE DE CONSERVATION IDENTITAIRE.....	52
5.1 Élaboration de l'outil méthodologique	52
5.1.1 Portée de l'outil.....	52
5.1.2 Objectifs et contraintes de l'outil	53
5.1.3 Étapes d'élaboration de l'outil	53
5.2 Revue de littérature des méthodologies existantes en lien avec la conservation identitaire	53
5.2.1 Méthode Lynch.....	54
5.2.2 Méthode de la consultation par consensus informé.....	57
5.2.3 Méthode « Pense ta ville »	64
5.2.4 Méthode « Paysages identitaires »	69
5.3 Méthodologie synthèse de conservation identitaire.....	72
5.3.1 Échelle d'application	73
5.3.2 Structure de l'outil méthodologique et analyse synthèse.....	74
5.3.3 Étapes de l'outil méthodologique de conservation identitaire	76
5.3.4 Analyse des avantages et des limites de l'outil méthodologique	78
6. RECOMMANDATIONS	80
6.1 Recommandations quant à l'utilisation de l'outil méthodologique	80
6.1.1 Critères à considérer pour effectuer un exercice de conservation identitaire	80
6.1.2 Alternative d'utilisation du questionnaire Lynch modifié	81
6.1.3 Utilisation de la désignation d'aire protégée « paysage humanisé »	81
6.1.4 Gestion intégrée de la conservation des milieux naturels	82
6.2 Recommandations pour le palier municipal.....	82
6.2.1 Précisions sur l'utilisation des outils de gestion du territoire	82
6.2.2 Opportunité de mise en œuvre : les PRMHH	83
6.2.3 Bonification de la transparence des informations publiques sur l'aménagement du territoire	83
6.3 Recommandations à la gouvernance	84
6.3.1 Uniformisation des efforts de conservation en terres privées et publiques	84

6.3.2 Analyse des possibilités de conservation au sein du zonage agricole	84
6.3.3 Uniformisation du contenu des SAD en lien avec les milieux naturels d'intérêt	85
6.3.4 Changement de paradigme dans la gestion de l'aménagement du territoire au Québec	85
CONCLUSION	86
RÉFÉRENCES	88
ANNEXE 1 : LES SIX CATÉGORIES DE CONSERVATION DE L'IUCN	98
ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE ORIGINAL DE LA MÉTHODE LYNCH.....	99

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1.1	Représentation de la croissance de la population urbaine à l'échelle mondiale et à l'échelle des États-Unis	3
Figure 1.2	Illustration du cercle vicieux de l'étalement urbain.....	8
Figure 2.1	Cartographie des aires protégées du Québec en septembre 2018.....	15
Figure 2.2	Cartographie du zonage agricole du Québec (en vert).....	20
Figure 3.1	Représentation des superficies d'aires protégées à travers le temps selon la région du Québec	26
Figure 3.2	Cartographie des aires protégées du Québec selon leur taille	28
Figure 3.3	Empreinte humaine à l'échelle du réseau d'aires protégées d'une partie du Québec ...	30
Figure 5.1	Représentation schématisée de l'approche <i>Natural Step</i>	66
Figure 5.2	Synthèse de la méthode « Paysages identitaires »	71
Tableau 1.1	Statistiques d'urbanisation des six régions métropolitaines de recensement (RMR) du Québec de 1971 à 2011	4
Tableau 1.2	Statistiques des superficies de terres arables et de milieux naturels perdues dans les six régions métropolitaines de recensement (RMR) du Québec de 1971 à 2011 en raison de l'urbanisation	10
Tableau 2.1	Description des 32 désignations d'aires protégées au Québec.....	18
Tableau 3.1	Représentation des superficies d'aires protégées terrestres et aquatiques d'eau douce dans les régions administratives du Québec en septembre 2018	25
Tableau 4.1	Exemples de conservation identitaire au Québec.....	45
Tableau 5.1	Définition des critères de réussite d'une participation publique	75
Tableau 5.2	Analyse synthèse des méthodologies à la base de l'outil de conservation identitaire ...	75

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

\$	Dollars
%	Pour cent
APP	Aire protégée polyvalente
CCI	Consultation par consensus informé
CCMRCS	Comité citoyen de la municipalité régionale de comté des Sources
CCMRCVO	Comité citoyen de la municipalité régionale de comté de La Vallée-de-l'Or
CMM	Communauté métropolitaine de Montréal
CPTAQ	Commission de protection du territoire agricole du Québec
CRECN	Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale
CRECQ	Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec
DD	Développement durable
ECCC	Environnement et Changement climatique Canada
EEA	<i>European Environment Agency</i>
EFE	Écosystème forestier exceptionnel
GES	Gaz à effet de serre
GRAPPC	Groupe de recherche appliquée sur les processus participatifs et collaboratifs
ISQ	Institut de la statistique du Québec
IUCN	<i>International Union for Conservation of Nature</i>
km ²	Kilomètre carré
LAU	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
LCPN	Loi sur la conservation du patrimoine naturel
LEMV	Loi sur les espèces menacées ou vulnérables
LPTAA	Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles
M	Millions
m ²	Mètre carré
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MAMOT	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
ME	Ministère de l'Environnement
MERN	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MFFP	Ministère de la Faune de la Forêt et des Parcs
MRC	Municipalité régionale de comté
MRCS	Municipalité régionale de comté des Sources
MRCVO	Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-l'Or

NAQ	Nature-Action Québec
ONU	Organisation des Nations Unies
OSBL	Organisme sans but lucratif
PPU	Programme particulier d'urbanisme
PRMHH	Plan régional des milieux humides et hydriques
RDDS	Regroupement pour un développement durable à Sutton
RMNP	Réseau de milieux naturels protégés
RMR	Région métropolitaine de recensement
SAD	Schéma d'aménagement et de développement
SCHL	Société canadienne d'hypothèques et de logement
SGA	<i>Smart Growth America</i>
SNAP	Société pour la nature et les parcs
UMQ	Union des municipalités du Québec
UNBC	Université de <i>Northern British Columbia</i>
UNEP	<i>United Nations Environment Programme</i>
UNE – WCMC	<i>United Nations Environment World Conservation Monitoring Centre</i>
UPA	Union des producteurs agricoles
ZSL	<i>Zoological Society of London</i>

LEXIQUE

Aire protégée	Un territoire, en milieu terrestre ou aquatique, géographiquement délimité, dont l'encadrement juridique et l'administration visent spécifiquement à assurer la protection et le maintien de la diversité biologique et des ressources naturelles et culturelles associées (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MDDELCC], 2018a).
Étalement urbain	Phénomène marqué par un éparpillement des activités et une suburbanisation résidentielle aux différentes échelles du territoire (Vivre en Ville, s. d.a).
Milieu naturel	Tout terrain couvert de végétation ou qui n'est pas artificialisé, ou sur lequel il y a un milieu humide ou un habitat faunique (inspiré de : MDDELCC, 2017).
Suburbanisation	Synonyme de banlieue, qui consiste en l'urbanisation de la périphérie d'une agglomération (ville ou village), où les résidents effectuent des déplacements quotidiens vers une centralité de l'agglomération, généralement aux fins du travail (Vivre en Ville, s. d.a).
Urbanisation	Conversion de terres à l'état naturel, cultivées ou non, en zones urbaines (Grand dictionnaire terminologique, s. d.).

INTRODUCTION

L'urbanisation du territoire est un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur à l'échelle mondiale. En effet, la population des villes est en forte croissance partout dans le monde, au détriment des villages et des campagnes. (Organisation des Nations Unies [ONU], 2018a) Le Québec n'échappe pas à cette tendance et de cette mouvance vers la ville est né un mode de développement du territoire rapide et efficace, qui a pour conséquence de favoriser l'étalement urbain. Cette façon de faire le développement a un prix, et ce sont les écosystèmes naturels qui en paient une large part. L'augmentation de l'étalement urbain dans les dernières années au Québec menace sérieusement l'intégrité des milieux naturels et la survie de la biodiversité, particulièrement au sud de la province. Ce sont ainsi plusieurs services écologiques importants pour la société qui sont en péril, tels que la filtration et la régulation des débits d'eau, le maintien de la qualité de l'air et le contrôle des espèces nuisibles. Cet étalement n'est donc pas viable dans un contexte de développement durable ni dans un contexte de lutte aux changements climatiques. (Vivre en Ville, s. d.a)

Il y a déjà plusieurs années que ce constat a été fait par divers acteurs de la gestion du territoire et des efforts ont été faits par le gouvernement provincial pour mieux gérer le développement des villes. Des lois et différents outils de gestion du territoire ont été élaborés, tels que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU) et les schémas d'aménagement et de développement (SAD). De plus, le Québec s'est engagé dans la *Convention des Nations Unies sur la diversité biologique*, qui vise à préserver un minimum de 17 % des superficies terrestres et 10 % des superficies marines du territoire (ONU, 1992; Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques [MDDELCC], 2018a). Cependant, après des années d'efforts, de mesures et d'initiatives, la situation de la conservation des milieux naturels demeure préoccupante au sud du Québec. Pour illustrer ce fait, seulement 10,2 % des superficies terrestres et 1,3 % des superficies marines sont protégées, et celles-ci sont majoritairement situées au nord de la province, en dehors des territoires d'intérêt pour le développement économique (Société pour la nature et les parcs [SNAP] Québec, 2018). Ce constat d'échec de la méthode actuelle de conservation des milieux naturels permet de s'interroger sur les solutions qui devraient être envisagées pour mieux protéger ces milieux. C'est à cette question que l'essai tente de répondre, en présentant une alternative de conservation du territoire basée sur la volonté de préservation des citoyens. Cette stratégie axée sur l'aspect social de la problématique se veut une réponse à l'inefficacité des arguments scientifiques et économiques pour éveiller la volonté de conservation des parties prenantes, principalement les élus. L'idée d'utiliser un sentiment d'attachement et de relier l'identité des gens aux milieux naturels qui les entourent pourrait alors s'avérer plus concluante pour permettre leur conservation, comme certains exemples tendent à le démontrer (Larrère, 2006; Ville de Lorraine, 2013).

Ainsi, l'objectif principal de l'essai est d'évaluer le potentiel du sentiment d'appartenance identitaire des gens face aux milieux naturels pour favoriser la conservation de ceux-ci dans un contexte d'étalement urbain. Pour ce faire, plusieurs objectifs spécifiques ont été définis afin de guider la rédaction, dont de cibler

les effets néfastes de l'étalement urbain sur l'environnement et de documenter, puis critiquer l'état de la conservation des milieux naturels au Québec. Il a aussi été prévu d'effectuer une recherche sur l'approche de conservation « identitaire » pour la définir à l'aide d'exemples concrets et de préciser comment l'aspect « identitaire » des milieux naturels peut favoriser leur conservation. Les derniers objectifs spécifiques de l'essai sont de construire une méthodologie pour cibler les milieux naturels identitaires sur un territoire donné et d'évaluer quelle est la meilleure échelle d'application pour celle-ci.

Pour ce faire, de nombreuses sources d'informations ont été utilisées. Dans un premier temps, les chapitres faisant état de la situation de l'étalement urbain et de la conservation des milieux naturels sont principalement appuyés par des publications gouvernementales et scientifiques récentes, qui fournissent une information neutre, fiable et à jour du portrait de la situation. Dans un deuxième temps, les chapitres concernant la conservation identitaire sont appuyés par des références variées, dont plusieurs articles spécialisés en sciences sociales et en urbanisme et des publications d'experts qui se sont penchés sur le concept d'identité en lien avec le territoire. Il s'agit de sources qui ne sont pas nécessairement récentes, mais qui permettent d'illustrer l'historique du concept de façon pertinente et rigoureuse. Plusieurs articles de journaux et sites web de regroupements citoyens ont été utilisés pour documenter les exemples de conservation identitaire au Québec. Bien que ces types de sources ne soient pas les plus fiables, il s'agissait de la meilleure information disponible sur ce sujet précis. Finalement, des documents synthèses concernant les exemples d'application des méthodes apparentées à la conservation identitaire ont été utilisés pour guider l'élaboration de l'outil de conservation. Ceux-ci sont récents et crédibles, car ils ont été rédigés en grande partie par les chargés de projet des exemples d'application. Un souci particulier a été apporté pendant la rédaction pour assurer la pertinence des références dans le contexte de l'essai.

La structure de l'essai est divisée en six chapitres qui permettent une compréhension graduelle de la problématique et des solutions à envisager. Le premier chapitre décrit ainsi la problématique de l'étalement urbain au Québec, ses causes, ses mécanismes et ses conséquences. Le deuxième chapitre présente le portrait de la conservation des milieux naturels de la province en terres publiques et privées en détaillant le rôle des parties prenantes impliquées, ainsi que les diverses désignations d'aires protégées. Le troisième chapitre est une critique du système de conservation des milieux naturels au Québec autant à l'échelle municipale que provinciale qui cible les aspects à améliorer et les obstacles rencontrés. Le quatrième chapitre est une revue de littérature sur la thématique de la conservation identitaire, qui décrit les concepts à la base de cette idéologie et la définit, le tout appuyé par des exemples concrets qui permettent de comprendre la pertinence de ce concept dans le contexte. Le cinquième chapitre comprend la synthèse des méthodes analogues à la conservation identitaire dans la littérature et leurs exemples d'application, puis l'élaboration et les étapes de l'outil de conservation identitaire inspiré de ces méthodes. Pour terminer, le sixième chapitre réunit des recommandations en lien avec l'application de l'outil et l'aménagement du territoire, plus spécifiquement pour le palier municipal et la gouvernance.

1. PROBLÉMATIQUE DE L'ÉTALEMENT URBAIN

Ce chapitre vise à décrire la problématique de l'étalement urbain, et pour ce faire, il est divisé en trois sections. D'abord, un portrait de l'urbanisation à l'échelle mondiale et plus spécifiquement au Québec est dressé, puis les mécanismes de l'étalement urbain sont définis. Pour finir, les conséquences socioéconomiques et environnementales de l'étalement sont présentées.

1.1 Portrait de l'urbanisation au Québec et à l'international

La gestion du territoire et de son urbanisation constitue une problématique grandissante pour tous les gouvernements et toutes les villes du monde. Les défis d'aménagement sont nombreux, notamment sur le plan des transports, de l'environnement et des services à la population, dans un contexte où la population mondiale ne cesse d'augmenter, et où la majeure partie de cette population se retrouve en milieu urbain (Statistique Canada, 2018a). En effet, le pourcentage d'individus vivant en milieu urbain est passé d'environ 30 % à 55 % entre 1950 et 2018 à l'échelle mondiale, alors qu'il atteint 82 % en Amérique du Nord en 2018 (voir figure 1.1). Ce pourcentage pourrait atteindre 68 % d'ici 2050 à l'échelle mondiale, ce qui représente un ajout à prévoir de 2,5 milliards d'individus supplémentaires dans les zones urbaines (ONU, 2018a). (ONU, 2018b) Cette augmentation démographique urbaine provoque l'utilisation de grandes superficies de territoire. Ainsi, entre 2 et 5 % des terres émergées de la planète étaient occupées par des milieux urbains en 2000 selon les études (Grimm et al., 2008; Schneider, Friedl et Potere, 2009; Seto, Sanchez-Rodriguez et Fragkias, 2010). Cependant, ce chiffre a 75 % de chance de tripler d'ici 2030, ce qui représente une augmentation de 1,2 million (M) de kilomètres carrés de surface urbaine depuis 2000 (Seto, Güneralp, et Hutya, 2012). Autrement dit, cela représente une perte de 110 km² de milieux naturels chaque jour à l'échelle mondiale, pendant trois décennies.

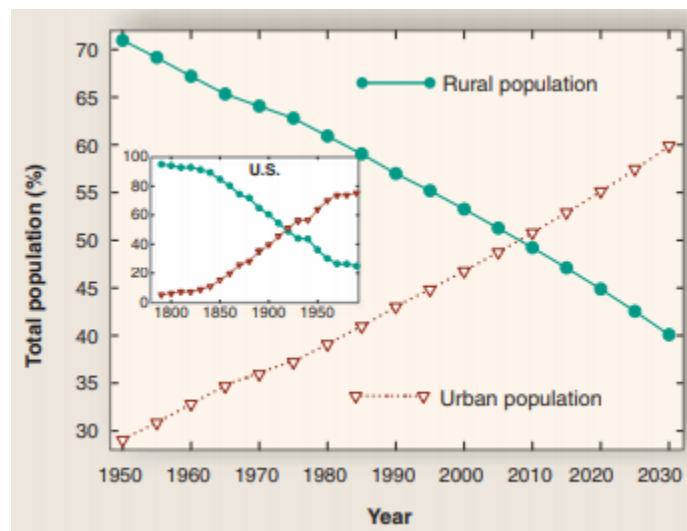


Figure 1.1 Représentation de la croissance de la population urbaine à l'échelle mondiale et à l'échelle des États-Unis (tiré de : Grimm et al., 2008)

Cependant, dans plusieurs villes à différents endroits dans le monde, l'urbanisation est une conséquence d'un mode de développement du territoire qui correspond à de l'étalement urbain (Seto, Fragkias, Güneralp

et Reilly, 2011; *Smart Growth America* [SGA], 2014; Statistique Canada, 2018a). Ce type de développement a lieu principalement en périphérie d'une agglomération lorsque l'urbanisation y progresse plus vite que la population (*European Environment Agency* [EEA], 2006; SGA, s. d.). Il apparaît donc que ce n'est pas nécessairement le manque d'espace qui est à l'origine de l'urbanisation, mais bien le mode de développement des agglomérations.

Le Canada et le Québec n'échappent pas à cette tendance mondiale et font face aux mêmes défis d'aménagement en raison de l'étalement de leur territoire urbain (Union des municipalités du Québec [UMQ], 2012). À ce titre, entre 2001 et 2006, la croissance des municipalités périphériques des 33 régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada était deux fois supérieure à la moyenne nationale (Statistique Canada, 2018a) et l'espace urbain du pays a augmenté de 96 % entre 1971 et 2001 (Statistique Canada, 2005). L'étalement urbain a pris son essor au Québec dès 1950 (Vivre en Ville, s. d.a), au moment où la population, alors jusqu'ici majoritairement rurale, quitte les campagnes pour s'installer en ville. Si le besoin d'espace est alors réel, les solutions mises de l'avant pour répondre à ce besoin ont impliqué l'utilisation de superficies bien supérieures à ce qui était nécessaire (Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale [CRECN], 2011). Ainsi, entre 1971 et 2011, les superficies occupées par les RMR du Québec ont augmenté beaucoup plus rapidement que leur population, comme illustré au tableau 1.1. À titre d'exemple, à Québec, entre 1971 et 1996, la population a augmenté de près de 40 %, alors que la superficie occupée a grandi de 248 % (Institut de la statistique du Québec [ISQ], 2000). Bien qu'aujourd'hui plus modeste, cette tendance à occuper de grandes superficies se poursuit au Québec, comme partout au Canada. (Statistique Canada, 2018a)

Tableau 1.1 Statistiques d'urbanisation des six régions métropolitaines de recensement (RMR) du Québec de 1971 à 2011 (compilation d'après : Statistique Canada, 2016b; 2018b)

RMR	Zone bâtie en 1971 (km ²)	Zone bâtie en 2011 (km ²)	Augmentation de la zone bâtie de 1971 à 2011 (%)	Augmentation de la zone bâtie de 2001 à 2011 (%)	Augmentation de la population de 1971 à 2011 (%)
Gatineau	67	328	391	30	93
Montréal	755	1 571	108	11	35
Québec	183	475	160	16	49
Sherbrooke	44	203	364	19	56
Trois-Rivières	36	147	310	12	28
Saguenay	63	188	201	12	4
Total des 6 villes	1148	2912	154	15	39

1.2 Causes historiques de l'étalement urbain au Québec

La naissance dès 1950 du phénomène de l'étalement urbain au Québec découle de plusieurs facteurs tant économiques que politiques (Vivre en Ville, s. d.a). Dans un premier temps, l'arrivée de nombreux ménages en milieu urbain a forcé les gestionnaires des villes à penser à une organisation optimale du territoire dans un contexte où il y avait une certaine augmentation du niveau de vie des individus. (Chahboub, 2012; CRECN, 2011) Ainsi, l'achat d'une automobile était envisageable pour la plupart des ménages du Québec

à cette époque, et cela a grandement augmenté la capacité de déplacement des familles (Bussière et Dallaire, 1994). À cela s'ajoutent les décisions politiques dans les années 1970 de favoriser le développement du réseau routier par la construction d'autoroutes (Statistique Canada, 2008). Ces choix ont cristallisé une utilisation étendue du territoire en favorisant l'accès à des régions jusque-là trop éloignées du milieu urbain d'origine. L'accès facile à une automobile et à un réseau de transport efficace a alors éliminé l'un des premiers obstacles à l'étalement urbain. (Chahboub, 2012; Vivre en Ville, 2013)

Par ailleurs, les idées d'aménagement en vogue à l'époque tendaient vers l'urbanisme fonctionnaliste, qui encourageait la ségrégation des activités sur le territoire urbain, c'est-à-dire la création de grandes unités de territoire uniquement dédiées à une fonction, telle que le résidentiel, le commercial ou l'industriel (Dunham-Jones et Williamson, 2009). Cette façon de faire favorisait naturellement l'éparpillement des activités urbaines sur de grandes superficies de territoire et avait pour conséquence la déstructuration de la ville, c'est-à-dire la disparition de la mixité des usages dans un quartier donné. (UMQ, 2012; Vivre en Ville, s. d.a) De plus, ce mode de planification du territoire correspondait bien aux aspirations personnelles des individus véhiculées à l'époque, à savoir que le bonheur se trouvait dans le rêve américain, où il fallait posséder une maison en banlieue, avec un jardin verdoyant, dans un quartier calme propice à l'élevage des enfants (Seto et al., 2010). Des politiques publiques ont également permis de mettre de l'avant ce mode de vie où il faut se déplacer sur de plus grandes distances pour passer de la maison au travail grâce à une automobile comme étant celui qui était souhaitable pour les familles du Québec. (Vivre en Ville, s. d.a) Par exemple, la création de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en 1946 a favorisé l'accès à la propriété individuelle pour les ménages (SCHL, 2018; UMQ, 2012), ce qui a encouragé l'étalement urbain, car les terrains alors accessibles financièrement aux familles se trouvaient éloignés du milieu urbain d'origine. Bref, les choix politiques de l'époque de favoriser l'automobile et la création de banlieues, jumelés à la soudaine accessibilité financière de ce mode de vie pour les ménages du Québec et au désir de réaliser le rêve américain ont mis la table au mécanisme d'étalement urbain toujours présent à l'heure actuelle dans la province. (Vivre en Ville, s. d.a)

1.3 Moteurs actuels de l'étalement urbain au Québec

Il est possible de croire que les causes historiques de l'étalement urbain ont évolué vers un ralentissement du phénomène. Or, il apparaît qu'il n'en est rien, et qu'au contraire, depuis 1950, non seulement le phénomène se poursuit, mais il s'accélère et se complexifie (Chahboub, 2012). En effet, l'étalement urbain est un processus qui forme une boucle de rétroaction, c'est-à-dire qu'il s'auto-entretient et qu'il prend de plus en plus d'ampleur dans les zones touchées. (Vivre en Ville, s. d.a)

De prime abord, la problématique initiale de l'utilisation individuelle de la voiture a non seulement progressé, mais elle a évolué vers des effets négatifs exponentiels qui participent encore aujourd'hui à l'accroissement de l'étalement urbain au Québec. En effet, la présence toujours grandissante de voitures dans le réseau routier est un cercle vicieux qui favorise l'étalement. D'un côté, l'État continue de favoriser l'agrandissement du réseau routier en payant en totalité pour la création de nouvelles autoroutes qui favorisent l'accès à

certaines municipalités, et qui ont pour objectif de réduire la congestion routière ailleurs. C'est donc l'ensemble des contribuables qui subventionnent ces constructions, car les municipalités concernées n'auraient pas les moyens de se payer ce réseau routier particulièrement coûteux. (Vivre en Ville, 2013) D'un autre côté, l'effet pervers des constructions routières est qu'elles permettent à davantage de gens d'accéder aux municipalités ainsi mieux connectées (EEA, 2006). Les gens et les commerces s'installent alors à ces nouveaux endroits maintenant facilement accessibles par leur proximité avec le réseau routier, créant ainsi de l'étalement, et la congestion routière devient inévitable à moyen terme. À ce titre, selon diverses études, il y a de 4,7 % à 12,2 % plus de congestion routière dans un délai variant de 10 à 15 ans pour chaque augmentation de 10 % de la capacité routière (Chahboub, 2012; Hansen et Huang, 1997; Noland et Lem, 2000; Vivre en Ville, 2013). Il faut alors construire à nouveau des routes pour décongestionner le réseau, et le mécanisme recommence.

Par ailleurs, il n'est pas étonnant que le nombre de véhicules sur les routes soit en constante augmentation, car l'étalement urbain a pour caractéristique d'entretenir une dépendance totale des individus à leur automobile. Ce qui était autrefois un luxe est maintenant une nécessité et la culture du véhicule individuel est si bien implantée dans la vie quotidienne qu'il est difficile d'envisager les choses autrement. (SGA, s. d.) D'une part, les quartiers créés en bordure du réseau routier sont organisés de façon à limiter la circulation automobile, si bien que le quartier est étendu dans l'espace et ses rues sont peu connectées entre elles. Les déplacements à pieds sont ainsi difficiles, car trop longs et peu sécuritaires, en raison du manque d'aménagements adéquats. (Vivre en Ville, s. d.a) De plus, les transports en commun n'arrivent pas à desservir ces quartiers de façon efficace, car le territoire à couvrir est trop important pour le nombre d'utilisateurs potentiels, ce qui crée un système non rentable (Vivre en Ville, 2013). D'autre part, l'héritage de l'urbanisme fonctionnaliste est toujours bien présent, et la mixité des usages à l'intérieur de ces quartiers demeure limitée. Les commerces nécessaires à la vie de tous les jours, tels que l'épicerie et la pharmacie se trouvent alors à plusieurs kilomètres du quartier, ce qui achève de décourager tout déplacement autrement que par l'automobile. (EEA, 2006)

Ainsi, si l'automobile a initialement permis à l'étalement de se produire, c'est aujourd'hui l'étalement et la longueur des distances à parcourir qui nécessitent l'utilisation d'une voiture (SGA, s. d.). Une fois que les individus sont dépendants à leur véhicule, ils ont besoin de plus en plus de structures pour pouvoir se déplacer efficacement, et ils font un usage excessif de ces structures, car ils ne peuvent faire autrement. Cela conduit à une usure prématurée du réseau routier et à des coûts d'entretien prohibitifs, qui ne sont toujours pas assumés par le milieu municipal, mais bien par l'État. À l'inverse, les coûts de transport en commun doivent être assumés par les villes, ce qui signifie qu'une agglomération qui choisit ce mode de transport est défavorisée par rapport à celles qui optent pour les autoroutes, qui sont alors payées par le gouvernement. (Vivre en Ville, 2013) Une ville a ainsi avantage à prévoir son développement en fonction des autoroutes, car elle retire alors de nouveaux revenus de taxe des développements domiciliaire, commercial et industriel, sans avoir à assumer les coûts de transport associés. Indirectement, le Ministère des Transports du Québec se retrouve donc à être un acteur de premier plan dans l'aménagement de

plusieurs municipalités par ses choix de constructions routières, alors que ce n'est pas son mandat et qu'il n'a pas nécessairement d'expertise en ce sens. Cet état des choses place les municipalités dans un contexte où elles doivent prévoir leur urbanisation de façon réactive plutôt que proactive, en fonction des décisions gouvernementales. (EEA, 2006; Vivre en Ville, 2013) Cette façon de procéder encourage l'étalement, car il n'y a pas de logique dans l'aménagement des développements, qui sont uniquement opportunistes.

Les véhicules ont aussi comme désavantage de nécessiter de l'espace pour pouvoir les stationner, si bien que l'étalement est renforcé par la création d'immenses stationnements en bordure des commerces, afin d'en permettre l'accès aux consommateurs, qui ne peuvent se déplacer autrement. (SGA, s. d.) L'étalement n'a alors pas lieu seulement en raison de la construction de banlieues, mais aussi en raison de la façon dont les structures socioéconomiques se développent autour en s'éloignant des centres urbains pour suivre ces nouveaux marchés, ce qui renforce le besoin d'utiliser une automobile. (Chahboub, 2012) Ainsi, les composantes résidentielles et socioéconomiques de l'étalement se complètent et s'encouragent mutuellement, elles sont donc responsables à égalité du mécanisme. Il ne faut pas non plus exclure les aspirations individuelles, qui continuent d'être un moteur pour l'étalement (UMQ, 2012). Pour bien des gens, la ville conserve une image négative, car elle est perçue comme un endroit trop peuplé, non sécuritaire, pollué et où les conditions de vie sont de façon générale moins bonnes qu'en banlieue. Le rêve américain demeure ainsi bien enraciné dans les esprits, car les gens ont toujours pour objectif de profiter d'un beau paysage naturel, de posséder un grand terrain dans un quartier tranquille, et ce, à un coût abordable. (EEA, 2006; Vivre en Ville, s. d.a)

Ce n'est pas seulement la dépendance à l'automobile qui favorise l'étalement, car un autre moteur important du phénomène est la volonté des milieux urbains de l'encourager. Cela s'explique par la structure actuelle du système fiscal municipal et par le marché économique qui dicte la valeur foncière des terrains. Il faut savoir que la majeure partie des revenus municipaux proviennent des taxes foncières, si bien que les villes ont un avantage financier important à court terme de favoriser l'étalement, car cela procure de nouveaux revenus de taxes pour chaque nouveau résident et commerce. (UMQ, 2012) L'avantage des municipalités où l'étalement a lieu est que la valeur des terrains est plus faible que dans les milieux urbains déjà bien établis et où la majorité des terrains sont déjà utilisés (EEA, 2006). Il est alors facile de compétitionner avec les grands centres urbains pour favoriser l'arrivée de nouveaux résidents et de commerces, car les terrains sont moins chers, plus grands et ils ont une certaine proximité avec la nature (Vivre en Ville, s. d.a). Cela encourage alors le déplacement des activités vers ces régions éloignées, mais plus abordables (Chahboub, 2012). Les gestionnaires municipaux ont donc avantage à faire miroiter ces bénéfices et à compétitionner pour attirer l'étalement dans leur propre ville, plutôt que de la laisser s'installer dans la ville voisine, et de perdre ainsi des revenus potentiels importants (EEA, 2006). La figure 1.2 montre le cercle vicieux créé par l'étalement urbain.

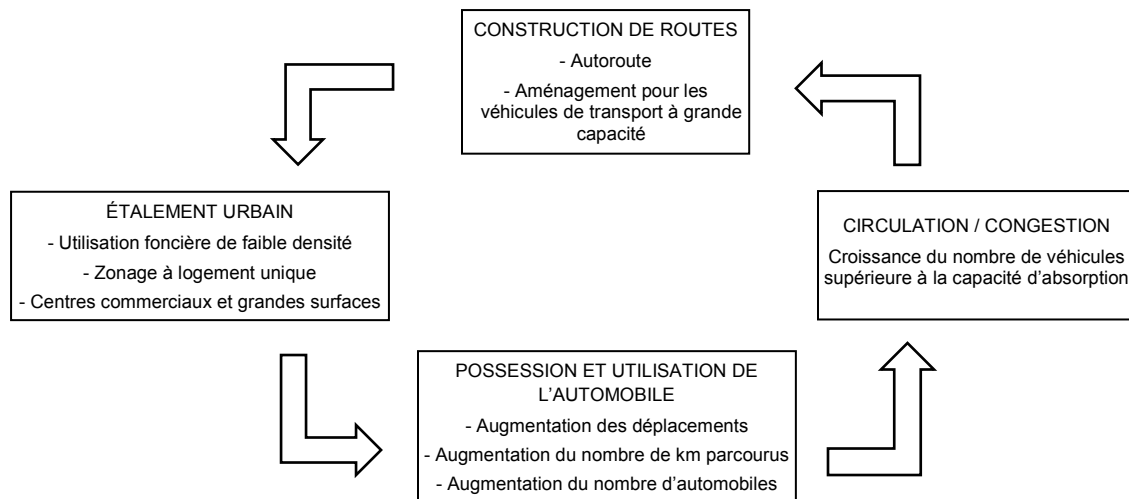


Figure 1.2 Illustration du cercle vicieux de l'étalement urbain (inspiré de : Chahboub, 2012, p. 41)

1.4 Conséquences socioéconomiques de l'étalement urbain

Longtemps, les gestionnaires de territoire ont laissé toute la place à l'étalement urbain et l'ont même encouragé. Dans un contexte où le développement durable prend de plus en plus de place dans tous les paliers de décisions de la société, il n'est plus possible de se contenter des avantages économiques pour encourager des projets. Il est maintenant nécessaire de s'interroger sur les aspects sociaux et environnementaux des développements urbains, en plus de considérer les impacts économiques afin d'assurer une viabilité à long terme des projets. Près de 70 ans après le début de l'étalement, il apparaît aujourd'hui que les impacts négatifs de ce type de développement sont possiblement plus importants que les avantages qu'il est possible d'en retirer (UMQ, 2012).

D'un côté, les principaux effets négatifs de l'étalement sur l'économie municipale sont le fardeau financier à long terme de l'entretien, de la réparation et du remplacement des infrastructures construites au moment de l'étalement, jumelé à la dépendance des milieux municipaux envers l'étalement urbain pour créer de nouvelles richesses (UMQ, 2012). Ainsi, l'étalement permet une augmentation des richesses municipales à court terme, mais il apparaît que ces bénéfices s'avèrent insuffisants à long terme pour couvrir les frais d'entretien très élevés des projets de construction, tels que les réparations du réseau routier, la rénovation des édifices et l'entretien d'un réseau d'égout et d'aqueduc. Cela force les municipalités à encourager davantage l'étalement urbain dont elles sont dépendantes pour obtenir de nouvelles rentrées d'argent afin de financer cet entretien, et le cercle vicieux se poursuit (UMQ, 2012). (CRECN, 2011) Or, la compétition pour attirer les commerces et les résidents est féroce, et il n'est pas garanti qu'elle soit toujours avantageuse pour les municipalités. Certaines villes pourraient alors se trouver déficitaires à long terme, car elles seraient incapables de couvrir leurs dépenses d'entretien par les gains de l'étalement qui s'avèreraient insuffisants. Il est aussi possible de s'interroger sur la situation d'une ville qui a déjà développé presque l'entièreté de ses terrains. À ce moment, malgré la volonté de poursuivre l'étalement, le manque d'espace place le milieu urbain dans un cul-de-sac économique. Cela montre à quel point l'étalement urbain sans limites rend les

municipalités vulnérables financièrement et comment ce modèle n'est pas viable économiquement en raison des coûts d'entretien à long terme qui ne sont pas internalisés au moment des développements urbains. (CRECN, 2011)

Du côté social, le portrait n'est guère plus positif. Si au départ, les gens quittent la ville pour la banlieue, c'est avant tout pour améliorer leur qualité de vie et celle de leurs enfants. Pourtant, il est possible de s'interroger sur les bénéfices réels de l'étalement sur la qualité de vie des citoyens (SGA, 2014). Dans un premier temps, la dépendance à l'automobile force une majorité d'individus à subir les impacts de la congestion routière, et ce, quotidiennement. Cela signifie du temps perdu dans les transports, des dépenses supplémentaires dans l'entretien du véhicule, un mode de vie plus sédentaire et l'augmentation du stress de façon générale. Dans un deuxième temps, les quartiers étalés procurent un accès limité aux activités sociales et aux services, tels que les bibliothèques et les centres sportifs, en raison de leur éloignement. De plus, la perméabilité de la trame urbaine est faible en raison des emprises routières, ce qui renforce l'enclavement des quartiers issus de l'étalement. Les jeunes et les aînés ont ainsi de la difficulté à se déplacer, car ils n'ont pas toujours accès à une voiture et les transports en commun sont limités, ils retirent alors moins de bénéfices à la vie en communauté. (SGA, 2014; Vivre en Ville, s. d.a) Le manque de mixité d'usage dans les quartiers résidentiels favorise le sentiment d'isolement, car il y a peu d'espaces communs et publics. Le mode de vie sédentaire et le stress des déplacements favorisent certains problèmes de santé qui s'ajoutent aux coûts sociaux de l'étalement urbain (Institut national de santé publique du Québec, 2009; UMQ, 2012). La proximité avec la nature, si attirante aux yeux de plusieurs, s'avère un mirage qui disparaît au rythme où l'étalement progresse. Au final, les milieux naturels se retrouvent relativement loin des développements, ils ne sont pas plus accessibles et jusqu'à un certain point, ils disparaissent du paysage, tout simplement. Ce qui apparaissait au départ comme un gain de qualité de vie peut sournoisement se transformer en un mode de vie ayant des désavantages qui font douter de la viabilité sociale à long terme des quartiers créés par l'étalement. (SGA, 2014)

1.5 Conséquences environnementales de l'étalement urbain

L'étalement urbain est également responsable de nombreux impacts négatifs sur la qualité de l'environnement, notamment en ce qui concerne l'air, les cycles biogéochimiques, le climat, les sols, l'eau, mais surtout, il est impliqué dans la perte d'un grand nombre d'espèces et d'écosystèmes naturels (EEA, 2006; Seto et al., 2011). En effet, les milieux urbains ont une importante empreinte écologique et nécessitent l'utilisation de la majorité des ressources naturelles et énergétiques de la planète, malgré leur faible pourcentage de recouvrement à l'échelle mondiale (EEA, 2006; Schneider, Friedl et Potere, 2009). De plus, leur impact va bien au-delà de leur limite physique et s'étend sur des superficies supérieures à la zone urbaine. (Grimm et al., 2008) Si l'intensité des conséquences environnementales de l'étalement varie d'un endroit à l'autre dans le monde, il demeure que la majorité des éléments traités dans cet essai sont les effets nuisibles les plus communs de ce mode de développement, notamment au Québec.

1.5.1 Conséquences directes : la perte de milieux naturels et la diminution de la biodiversité

L'une des conséquences les plus importantes de l'étalement urbain est qu'il implique la conversion de milieux naturels en milieux urbains, et ce, sur des superficies importantes (Schneider, Friedl et Potere, 2009). Or, ce type d'urbanisation entraîne un gaspillage d'espace, car le territoire est utilisé de façon inefficace en raison de la planification déficiente de son utilisation en amont des projets de construction (Vivre en Ville, s. d.a). L'étalement est ainsi caractérisé par des espaces vacants ou sous-utilisés, tels que les stationnements des îlots commerciaux. Cet élargissement du périmètre urbain implique la destruction d'écosystèmes et de terres agricoles au profit de l'urbanisation (EEA, 2006; UMQ, 2012; Seto et al., 2011). Au Canada, de 1971 à 2001, l'espace urbain a empiété sur environ 15 200 km² de milieux naturels et de terres agricoles (Statistique Canada, 2005), menaçant de cette façon le bon fonctionnement de plusieurs services écologiques, tels que la filtration de l'eau, la pollinisation, de même que la régulation du climat et des débits d'eau (Primack, 2014).

Plusieurs des meilleures terres agricoles du Québec se trouvent à proximité des milieux urbains et sont fortement menacées par l'étalement, alors que les terres cultivables représentent seulement 2 % de la superficie de la province (Union des producteurs agricoles [UPA], 2017). Au Québec, c'est 919 km² de terres arables qui auraient été perdues entre 1971 et 2011 dans les six RMR du territoire, comme illustré dans le tableau 1.2. Uniquement dans la région de Montréal, le couvert végétal a chuté de 133 km² entre 1986 et 1994. (Chahboub, 2012) Au cours des prochaines années, c'est 20 km² de terres agricoles supplémentaires qui sont directement visés par des projets de développement dans la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) selon l'UPA (2017). Si l'étalement continue à ce rythme, l'ensemble du couvert végétal pourrait disparaître de la région métropolitaine d'ici 2029 (Chahboub, 2012). Or, la perte de terres agricoles de bonne qualité repousse l'agriculture dans des zones parfois moins productives, qui nécessitent davantage d'intrants, tels que des engrais, ce qui augmente les effets négatifs de l'agriculture sur l'environnement (EEA, 2006; UPA, 2017). L'étalement est aussi une menace à l'intégrité des paysages naturels, car il les transforme en profondeur, alors qu'ironiquement, c'est pour pouvoir mieux en profiter que les gens se déplacent en périphérie des villes (Vivre en Ville, s. d.a).

Tableau 1.2 Statistiques des superficies de terres arables et de milieux naturels perdues dans les six régions métropolitaines de recensement (RMR) du Québec de 1971 à 2011 en raison de l'urbanisation (inspiré de : Statistique Canada, 2016b)

RMR	Superficies de terres arables perdues de 1971 à 2011 (km ²)	Superficies de milieux naturels perdues de 1971 à 2011 (km ²)	État d'origine des milieux naturels convertis entre 1971 et 2011
Gatineau	72	168	64 % = Forêt 21 % = Pâturage
Montréal	448	462	60 % = Forêt 24 % = Pâturage
Québec	135	184	67 % = Forêt 17 % = Pâturage
Sherbrooke	85	130	63 % = Forêt 25 % = Pâturage
Trois-Rivières	131	110	73 % = Forêt 14 % = Pâturage

Tableau 1.2 Statistiques des superficies de terres arables et de milieux naturels perdues dans les six régions métropolitaines de recensement (RMR) du Québec de 1971 à 2011 en raison de l'urbanisation (inspiré de : Statistique Canada, 2016b) (suite)

RMR	Superficies de terres arables perdues de 1971 à 2011 (km ²)	Superficies de milieux naturels perdues de 1971 à 2011 (km ²)	État d'origine des milieux naturels convertis entre 1971 et 2011 ¹
Saguenay	48	122	64 % = Forêt ² 8 % = Pâturage ³
Total des 6 villes	919	1 176	-

¹ Les données sont arrondies à l'unité et la balance du pourcentage correspond à une catégorie « autre » non définie.

² Par exemple, 64 % des 122 km² de milieux naturels perdus à Saguenay étaient auparavant des forêts.

³ Par exemple, 8 % des 122 km² de milieux naturels perdus à Saguenay étaient auparavant des pâturages.

La perte de milieux naturels en raison de l'étalement est une menace à la survie de la biodiversité, autant à l'échelle mondiale qu'au Québec (EEA, 2006; Seto et al., 2011). À ce titre, la perte d'habitats pourrait entraîner la disparition de 40 % des espèces dans certaines des zones présentant la plus forte biodiversité à l'échelle planétaire (Pimm et Raven, 2000; Seto et al., 2010). En effet, les milieux urbains qui remplacent les écosystèmes constituent des pressions de sélection importantes pour les organismes vivants, car ils impliquent des impacts directs et indirects qui occasionnent du stress sur ceux-ci, tels que la construction de structures, la modification des températures moyennes, du niveau sonore et de la luminosité (EEA, 2006). Ainsi, les milieux urbains modifient les comportements, la physiologie et la morphologie des organismes vivants qui vivent à l'intérieur et à proximité de ces milieux. (Grimm et al., 2008) Cela affecte la survie de nombreuses espèces, c'est pourquoi, de façon générale, la biodiversité est réduite à proximité des milieux urbains. De plus, l'étalement provoque une perte nette d'habitats qui sont nécessaires à la survie de plusieurs espèces (Seto et al., 2011). Depuis 1971, 1 176 km² de milieux naturels, principalement des forêts, auraient été perdus au profit de l'étalement dans l'ensemble des RMR du Québec (voir tableau 1.2). À cela s'ajoute la perte de champs agricoles, qui soutiennent une partie de la biodiversité, dont plusieurs espèces d'oiseaux (EEA, 2006).

Les effets de la perte d'habitats sont encore plus grands lorsque l'étalement a lieu dans des écosystèmes fragiles, tels que les milieux montagneux ou humides (EEA, 2006). Par leur rareté, ces écosystèmes sont particulièrement précieux pour la survie de certaines espèces. L'étalement participe également à la fragmentation du territoire, ce qui amplifie les effets de la perte directe d'habitats pour la faune et la flore. En effet, la fragmentation affecte les fonctions écologiques des écosystèmes en limitant la capacité de déplacements de plusieurs espèces et en diminuant les superficies exemptes de tous impacts anthropiques qui sont nécessaires à la survie d'une partie de la biodiversité. (Primack, 2014) Par ailleurs, la présence de milieux urbains a des impacts à petite et grande échelle, ce qui signifie que des espèces indigènes spécifiques à certains endroits, mais aussi des espèces migratrices se retrouvent menacées par l'étalement. Il existe des exceptions, car les villes procurent des milieux de vie hétérogènes qui bénéficient à certaines espèces d'oiseaux et d'arthropodes (Chace et Walsh, 2006). Néanmoins, l'action humaine modifie en profondeur les interactions entre les espèces elles-mêmes et leur environnement, c'est pourquoi les communautés biotiques qui en résultent diffèrent des communautés naturelles. Les villes agissent comme

des forces d'homogénéisation, où les espèces qui réussissent à s'adapter prospèrent à l'intérieur et en périphérie, aux dépens des espèces indigènes qui n'y arrivent pas, et disparaissent. (Grimm et al., 2008)

1.5.2 Conséquences de la perte de milieux naturels sur les sols, l'eau et les îlots de chaleur

L'urbanisation sous le mode de l'étalement urbain modifie en profondeur les sols touchés, ce qui affecte la gestion de l'eau et les températures en milieux urbains, mais également dans les écosystèmes adjacents (Vivre en Ville, s. d.a). D'une part, l'étalement provoque une perte de sol perméable et fertile, en raison des bâtiments construits, du pavage des structures routières et des stationnements. Cette imperméabilisation est irréversible pour la qualité des sols, qui ne peuvent alors plus accomplir leurs fonctions, telles que l'absorption de l'eau, la décomposition de la matière organique et le support à la croissance végétale, sans compter que des sols de qualité sont une ressource non renouvelable (Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec [MAPAQ], 2018). L'imperméabilisation implique également une réduction de la biodiversité contenue dans les sols (Grimm et al., 2008) et la diminution de la capacité des sols à agir comme un puits de carbone. (EEA, 2006)

D'autre part, l'imperméabilisation affecte la gestion de l'eau, car elle implique de gérer les grands volumes d'eau non absorbés par les milieux urbains, qui sont souillés par divers contaminants qui doivent être traités (EEA, 2006). Comme l'efficacité des usines de traitement est plutôt limitée, l'étalement participe à une dégradation de la qualité de l'eau des réseaux hydriques situés à proximité des milieux urbains et l'effet se propage à grande échelle en raison de l'interconnexion des cours d'eau (Olivier, 2016; Vaillancourt, 2008). En outre, la proximité de certains développements avec les milieux hydriques accélère l'eutrophisation de ceux-ci, en raison de l'apport de nutriments contenus dans les eaux de ruissellement non traitées des milieux urbains. (Grimm et al., 2008) De plus, l'imperméabilisation de grandes surfaces favorise les inondations en milieux urbains en raison de leur faible capacité d'absorption et complexifie la gestion des débits d'eau suite aux averses, car l'eau de pluie se retrouve brusquement rejetée dans les milieux hydriques avoisinants. Or, les milieux récepteurs ne sont pas nécessairement adaptés à recevoir des débits aussi importants qui sont souvent contaminés. (Vaillancourt, 2008) L'étalement modifie ainsi les régimes hydriques des cours d'eau, ce qui perturbe l'équilibre au sein des bassins versants (EEA, 2006). Par ailleurs, en période de chaleur estivale, les sols imperméabilisés participent à la création d'îlots de chaleur en milieu urbain en raison de leur absorption des rayons UV, ce qui diminue la qualité de l'air (Grimm et al., 2008). Ces impacts sont appelés à s'amplifier à moyen terme, en raison des épisodes de pluies plus intenses et des canicules plus fréquentes qui sont prévus dans un contexte de changement climatique (UMQ, 2012).

1.5.3 Conséquences indirectes : la perturbation des cycles biogéochimiques et du climat

La transformation des milieux naturels en milieux urbains affecte en profondeur les cycles biogéochimiques (Schneider, Friedl et Potere, 2009), car de façon générale, les milieux urbains sont riches en nutriments, mais ils ont une faible capacité de rétention pour ceux-ci. De plus, les milieux urbains sont une source de gaz polluants pour l'air, tels que le NO, le NO₂, le O₃, le SO₂ et le HNO₃, dont certains participent à la formation du smog. Les différentes émissions de déchets urbains perturbent les cycles biogéochimiques

lorsque ceux-ci sont absorbés dans l'air et dans l'eau. En effet, ces émissions provoquent des surplus ou des déficits d'éléments chimiques selon les endroits et les réactions chimiques impliqués, créant ainsi des impacts négatifs sur les écosystèmes de même qu'une diminution de la qualité de l'air et de l'eau (Schneider, Friedl et Potere, 2009). Il est à noter que ces effets se répercutent à grande échelle en raison de la capacité de transport des déchets de l'air et de l'eau. (Grimm et al., 2008)

Par ailleurs, l'étalement urbain est responsable d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) qui constituent une cause directe des changements climatiques en raison de la dépendance à l'automobile et des grandes distances à parcourir au quotidien qui sont provoquées par ce mode de développement (EEA, 2006; Grimm et al., 2008). Puisque cette dépendance est difficilement réversible, cela provoque une augmentation des émissions de GES à long terme. (Vivre en Ville, s. d.a) De plus, comme l'étalement a souvent lieu au détriment des milieux naturels, la perte de ceux-ci réduit la capacité d'absorption du CO₂ par les végétaux, ce qui diminue la capacité de lutter contre les changements climatiques (Seto et al., 2010). Or, les effets négatifs des changements climatiques ne sont plus à démontrer. Entre autres, ils menacent la survie de plusieurs espèces, perturbent les régimes d'averses, provoquent davantage de canicules et d'événements climatiques extrêmes, puis ils favorisent la survie de certaines espèces exotiques envahissantes. La hausse des températures risque également de provoquer davantage de feux de forêt, d'augmenter la pollution atmosphérique, de modifier le patron de distribution des espèces au sein des écosystèmes perturbés et d'augmenter les surverses d'eau non traitées des réseaux d'égouts. (Gouvernement du Québec, 2015)

La quantité et la gravité des conséquences tant socioéconomiques qu'environnementales associées à l'étalement urbain laissent à penser qu'il s'agit d'un phénomène nuisible pour la pérennité des milieux urbains et de leurs habitants à long terme. Cependant, Chahboub (2012) fait la démonstration dans son essai que certains auteurs croient plutôt que l'étalement urbain n'est pas aussi nuisible qu'il y paraît (Bussière et Bonnafous, 1993). En effet, l'utilisation du territoire à des fins urbaines ne serait pas aussi dramatique que ce que certains voudraient le faire croire, car il resterait bien suffisamment d'espaces verts et de terres agricoles, la qualité de l'air serait meilleure dans une ville moins dense et certaines études prétendraient même que les coûts associés à l'étalement urbain seraient moindres que dans les secteurs urbains plus denses (Cox, 2006). Ce genre d'argument montre qu'il n'y a pas de consensus dans la littérature quant aux conséquences nuisibles de l'étalement. Néanmoins, la grande majorité des sources d'informations suggèrent qu'il est urgent d'agir pour limiter ce mode de développement, particulièrement en ce qui a trait à la conservation des milieux naturels.

2. PORTRAIT DE LA CONSERVATION DES MILIEUX NATURELS

Ce chapitre vise à tracer les grandes lignes de l'état de la conservation des milieux naturels à l'échelle planétaire ainsi qu'au Québec. Pour ce faire, les objectifs de conservation établis de façon internationale sont présentés et les moyens employés par le Québec pour les atteindre sont définis, face notamment aux pressions de l'étalement urbain.

2.1 Conservation des milieux naturels au Québec et à l'international

Le premier chapitre a permis de montrer que l'étalement urbain est responsable de la perte d'un grand nombre d'écosystèmes naturels au Québec et à l'échelle internationale. Or, il y a déjà plusieurs années que ce constat a été fait par les acteurs impliqués dans l'aménagement du territoire. Cet éveil a eu lieu à l'échelle internationale dès 1992, au moment du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, qui a mené à la signature par 150 pays de la *Convention sur la diversité biologique* visant à protéger la biodiversité à l'échelle mondiale. Pour ce faire, de premières cibles de conservation des milieux naturels sont avancées (ONU, 1992), et déjà à cette époque, le Québec s'engage à les respecter. Cette décision marque le début des actions de protection des écosystèmes dans la province (MDDELCC, 2018a). Les cibles de conservation ont été mises à jour avec les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité en 2010, où il est maintenant attendu que 17 % des écosystèmes terrestres et d'eau douce ainsi que 10 % des écosystèmes marins de la planète soient protégés d'ici 2020. (*United Nations Environment Programme* [UNEP], s. d.)

En 2018, un peu moins de 15 % des superficies terrestres ainsi que 7 % des habitats marins à l'échelle mondiale avaient officiellement un statut de conservation et ces pourcentages sont en constante augmentation (*United Nations Environment World Conservation Monitoring Centre* [UNE - WCMC], 2018). Il est donc possible de croire que la situation de la conservation des milieux naturels suit une courbe positive et que les objectifs mondiaux de protection seront atteints. Cependant, une analyse détaillée de ces aires protégées montre un tout autre portrait. Une étude publiée par *Science* en 2018 révèle que 32,8 % de ces aires protégées subissent d'intenses pressions anthropiques qui hypothèquent leur efficacité (Jones et al., 2018). S'il est vrai qu'il existe différents types d'aires protégées, où les contraintes vont de la protection stricte où aucune activité n'est permise à une protection moins sévère, où certaines activités à faible impact gérées de façon durable sont permises, toutes ont pour mission de préserver la biodiversité et les écosystèmes qu'elles abritent (*International Union for Conservation of Nature* [IUCN], 2008). Or, si c'est le cas sur papier, l'état réel des aires protégées à l'échelle mondiale montre que le tiers de ces superficies n'a de protégé que le nom. Plusieurs éléments associés à l'urbanisation sont responsables de ces pressions, tels que la construction de route, les superficies bâties et les densités de population (Jones et al., 2018). Il est également faux de croire que ces pressions ont lieu uniquement dans les pays en voie de développement (Jones et al., 2018), où les besoins en espace et les impératifs économiques sont généralement plus élevés que dans les pays développés. En effet, le Québec peine à atteindre ses objectifs en matière de conservation, tant par la faible quantité de superficies protégées que par les pressions anthropiques que ces superficies subissent (MDDELCC, 2010).

C'est principalement l'État québécois qui gère le réseau des aires protégées de la province, car c'est lui qui cible le pourcentage de superficies à conserver en fonction des ententes internationales. De plus, c'est lui qui choisit les endroits qui seront protégés, bien qu'il soit à l'écoute des propositions émanant des groupes environnementaux et des municipalités (MDDELCC, 2010). Ainsi, 95 % des aires protégées du Québec sont sous la responsabilité du gouvernement provincial, tandis que le gouvernement fédéral en gère environ 4 %. Le reste est contrôlé par des municipalités régionales de comté (MRC), des municipalités, des organismes non gouvernementaux, tels que des groupes environnementaux, des organismes privés et des individus. (Ministère de l'Environnement [ME], 1999) Le gouvernement du Québec agit surtout sur les territoires publics, tandis que les organismes privés entreprennent des actions de conservation principalement sur les terres privées. D'ailleurs, les organismes voués à la conservation des milieux naturels oeuvrent surtout au niveau local pour la sauvegarde de sites particuliers et agissent rarement à grande échelle. L'État québécois joue tout de même un rôle dans la conservation sur les territoires privés, en collaboration avec divers organismes, tels que Canards Illimités et le Réseau de milieux naturels protégés (RMNP). Ceux-ci font la promotion de plusieurs outils pour favoriser la conservation en terres privées, dont entre autres plusieurs programmes visant la conservation d'habitats fauniques et de certaines espèces en particulier.

Toutefois, les efforts de conservation sur les terres privées, situées principalement au sud du Québec, demeurent bien marginaux en comparaison avec les superficies protégées en terres publiques comme le montre la figure 2.1. Il existe depuis 2007 un répertoire à déclaration volontaire géré par le RMNP (s. d.) qui illustre l'emplacement de 566 km² de territoires protégés en terres privées selon des données de 2018. Ce répertoire n'est pas nécessairement exhaustif, mais la majorité des territoires protégés en terres privées au Québec s'y retrouvent et ceux-ci ont fait l'objet d'un processus de validation rigoureux réalisé par le RMNP, bien qu'ils ne soient pas nécessairement reconnus comme aires protégées officielles. (M. Bourdages, conversation téléphonique, 28 janvier 2019) Il semble y avoir un intérêt grandissant au cours des dernières années de la part de certains propriétaires privés pour la création de sociétés de conservation foncières, telles que des organismes sans but lucratif voués à la conservation de terrains, soit par l'acquisition de terrains, par des servitudes, ou encore par l'acceptation des dons de terrains. Une multitude de statuts de conservation avec différents niveaux de contrainte se sont donc développés sur les terres privées dans les dernières années afin d'accommoder le plus grand nombre de propriétaires possible (Nature-Action Québec [NAQ], 2007). Cet intérêt est également grandissant du côté des MRC et des municipalités, maintenant qu'elles disposent de moyens légaux leur permettant de créer des parcs régionaux et de vouer des parties de leur territoire, dans le cadre des schémas d'aménagement et des plans d'urbanisme, à la protection de la nature (LAU). (ME, 1999) Les actions de conservation en terres privées par ces divers acteurs sont importantes, car celles-ci ont lieu dans des milieux habités ou développés, généralement là où les plus grandes pertes d'habitats ont été observées ces dernières années (ME, 1999; Statistique Canada, 2016b). En effet, même si les terres privées représentent un faible pourcentage de la superficie du Québec, elles abritent des écosystèmes rares, menacés ou vulnérables et

une part importante de la biodiversité (MDDELCC, 2010; NAQ, 2007). Cela s'explique en partie par le fait qu'elles sont situées au sud de la province, là où le climat est plus clément et où plusieurs conditions spécifiques sont réunies pour permettre la survie de la biodiversité, dont une forte proportion des espèces à statut précaire du territoire. (Berteaux, Casajus, de Blois, Logan et Périé, 2014) La plupart des écosystèmes les plus menacés du Québec se retrouvent ainsi en terres privées, là où se concentrent la population et ses pressions anthropiques, mais aussi là où les gouvernements ont le plus de difficulté à agir, d'où l'importance du secteur privé en matière de conservation (MDDELCC, 2010; NAQ, 2007).

Les superficies protégées du Québec sont définies par 32 identifiants établis par le gouvernement provincial et fédéral, et chacun possède un encadrement juridique, une vocation et des activités autorisées spécifiques, comme illustré au tableau 2.1 (MDDELCC, 2018a). Ces identifiants sont associés à l'une ou l'autre des six catégories de conservation de l'IUCN, car il s'agit de la classification utilisée à l'échelle internationale, cela facilite donc la comparaison et le suivi des superficies conservées mondialement. Il est à noter que 92 % des superficies conservées au Québec sont associées à la catégorie 2 de l'IUCN, qui est relativement restrictive (voir l'Annexe 1) (MDDELCC, 2018a). Par contre, il n'y a pas d'interdiction d'exercer des activités industrielles dans toutes les désignations d'aires protégées officielles. De plus, les orientations futures du gouvernement en matière d'aires protégées visent le développement « d'aires protégées polyvalentes (APP) ». Selon le MDDELCC (2016, p. 7) :

« Le concept d'APP reconnaît que la conservation doit pouvoir s'adapter aux particularités tant écologiques que socioéconomiques du territoire. D'un système normatif applicable aux aires protégées strictes et misant essentiellement sur un régime d'interdictions, on passe avec les APP à une approche de gestion – par enjeu et solution – plus modulable. Il n'y a pas d'activités interdites a priori, qu'elles soient industrielles ou non. Le régime d'activités est principalement établi en fonction des objectifs de conservation et de la manière dont la mise en valeur des ressources permet de les atteindre. »

L'arrivée de ce nouveau modèle d'aires protégées marque donc un tournant dans la façon d'envisager la protection des milieux naturels au Québec, car les restrictions prévues sur ces superficies seront possiblement moins contraignantes que ce qui était traditionnellement permis. De plus, la superficie des aires protégées est appelée à augmenter au Québec dans les prochaines années afin de rencontrer la cible de la *Convention sur la diversité biologique* de 17 % des territoires terrestres. Bien que la province n'ait jusqu'ici jamais réussi à atteindre ses précédents objectifs en matière de superficies protégées, elle compte cette fois y arriver grâce à la protection de 20 % de la superficie du Plan Nord et la protection d'autres superficies déjà désignées (MDDELCC, 2018a). Les aires protégées sous la désignation de superficies « projetées », qui signifie que la désignation officielle n'est pas encore obtenue, mais que la superficie est déjà comptabilisée comme aire protégée officielle, donnent des indications sur les intentions de l'État québécois en matière de conservation. Ainsi, la majorité de ces superficies concerne le nord du Québec, bien que l'Outaouais, la Capitale-Nationale, l'Estrie, la Mauricie et les Laurentides aient chacune une superficie projetée. Il semble donc que cette tendance à protéger en priorité des superficies au nord de la province se poursuivra au cours des prochaines années. (Garneau, 2018, 19 août; MDDELCC, 2018a)

Tableau 2.1 Description des 32 désignations d'aires protégées au Québec (inspiré de : MDDELCC, 2018a)

Types d'aire protégée	Superficies en 2018 (km ²)	Pourcentages du territoire en 2018 (%)	Contraintes à respecter
Écosystème forestier exceptionnel (EFE)¹	351,93	0,02	Aucune activité forestière permise dans les EFE sur les terres publiques. Le Ministère de la Faune de la Forêt et des Parcs (MFFP) ne dispose cependant d'aucun outil juridique qui lui permette d'appliquer une protection légale sur les terres privées. Il ne peut qu'inciter la conservation des EFE en terres privées. (MFFP, s. d.) Code IUCN : 3
Parc marin^{1,2}	1 244,66	0,07	Statut d'aire protégée stricte. Certaines activités de navigation permises par endroits. (Parcs Canada, s. d.) Code IUCN : 2
Habitat d'une espèce floristique menacée ou vulnérable¹	36,19	< 0,01	Statut d'aire protégée stricte. Certaines activités peuvent être autorisées par le ministre sous conditions. (<i>Loi sur les espèces menacées ou vulnérables</i> [LEMV]) Code IUCN : 1a
Habitat faunique¹ : -Concentration d'oiseaux aquatiques -Aire de confinement du cerf de Virginie -Habitat d'une espèce faunique menacée ou vulnérable -Habitat du rat musqué -Héronnière	4 743,32	0,27	Présence de certaines activités dans tous les types d'habitats fauniques sous certaines conditions, à l'exception des habitats d'espèces menacées ou vulnérables. Ce statut existe seulement sur les terres publiques. (<i>Règlement sur les habitats fauniques</i>) Code IUCN : 4 ou 6
Parc de la Commission de la capitale nationale²	361,31	0,02	Statut d'aire protégée stricte. Aucune activité industrielle permise. (Parcs Canada, 2017)
Parc national du Québec¹	42 734,48	2,56	Statut d'aire protégée stricte. Aucune activité industrielle permise. (MDDELCC, 2018a)
Milieu naturel de conservation volontaire³	101,40	0,01	Statut d'aire protégée en terres privées. C'est le propriétaire, la municipalité ou l'organisme sans but lucratif (OSBL) de conservation qui déterminent les activités qui sont permises ou non, mais un minimum doit être respecté pour que l'aire protégée soit reconnue. Peut permettre une inscription au registre foncier. Selon le type de conservation volontaire, il est possible que le territoire perde son statut sous certaines conditions. (MDDELCC, 2018a) Code IUCN : 4 ou 6
Parc national et réserve de parc national du Canada²	896,74	0,05	Statut d'aire protégée stricte. Aucune activité industrielle permise. (Parcs Canada, 2017) Code IUCN : 2
Refuge biologique¹	5 149,07	0,31	Techniquement, aucune activité forestière ou minière n'est permise. Le ministre du MFFP peut cependant autoriser des activités aux conditions qu'il détermine, s'il l'estime opportun et si cette activité ne porte pas atteinte au maintien de la diversité biologique. Le ministre peut aussi révoquer le statut d'un refuge biologique si ce territoire ne présente plus, sur le plan de la biodiversité, l'intérêt de protection initial. (MFFP, 2016) Code IUCN : 4
Refuge d'oiseaux migrants²	499,63	0,03	Aucune activité permise sans autorisation spécifique. (Environnement et Changement climatique Canada [ECCC], 2017) Code IUCN : 3
Refuge faunique¹	15,79	< 0,01	Aire protégée qui peut être établie sur des terrains publics ou privés et où les conditions d'utilisation des ressources et les conditions de pratique d'activités récréatives sont fixées par règlement en vue de conserver l'habitat de la faune ou d'une espèce faunique. Dans le cas où l'habitat serait situé sur des terres privées, le ministre du MFFP doit conclure une entente de gré à gré avec le propriétaire. (MFFP, s. d.) Code IUCN : 3 à 6

Tableau 2.1 Description des 32 désignations d'aires protégées au Québec (inspiré de : MDDELCC, 2018a) (suite)

Types d'aire protégée	Superficies en 2018 (km ²)	Pourcentages du territoire en 2018 (%)	Contraintes à respecter
Parc national du Québec¹	42 734,48	2,56	Statut d'aire protégée stricte. Aucune activité industrielle permise. (MDDELCC, 2018a) Code IUCN : 2
Réserve aquatique¹	1,56	< 0,01	Statut d'aire protégée stricte où aucune activité industrielle n'est permise, à l'exception de celles prévues au Plan de conservation des territoires concernés. (<i>Loi sur la conservation du patrimoine naturel</i> [LCPN]) Code IUCN : 2
Réserve aquatique projetée¹	8 095,73	0,49	Statut d'aire protégée stricte où aucune activité industrielle n'est permise, à l'exception de celles prévues au Plan de conservation des territoires concernés. (LCPN) Code IUCN : 2
Réserve de biodiversité¹	2 286,16	0,14	Statut d'aire protégée stricte où aucune activité industrielle n'est permise, à l'exception de celles prévues au Plan de conservation des territoires concernés. (LCPN) Code IUCN : 2
Réserve de biodiversité projetée¹	63 784,99	3,82	Statut d'aire protégée stricte où aucune activité industrielle n'est permise, à l'exception de celles prévues au Plan de conservation des territoires concernés. (LCPN) Code IUCN : 2
Réserve de parc national du Québec¹	12 743,18	0,76	Statut d'aire protégée stricte. Aucune activité industrielle permise. (MDDELCC, 2018a) Code IUCN : 2
Réserve de territoire pour fins d'aire protégée¹	17 212,89	1,03	Statut d'aire protégée stricte. Superficies soustraites à toutes les activités industrielles d'exploitation des ressources naturelles (activités forestières, minières ou énergétiques). (MDDELCC, 2018a) Code IUCN : 2
Réserve écologique¹	964,21	0,06	Statut d'aire protégée stricte ayant les restrictions les plus sévères. Aucune activité industrielle permise, à l'exception de celles prévues au Plan de conservation des territoires concernés. (LCPN) Code IUCN : 1a
Réserve écologique projetée¹	616,34	0,04	Statut d'aire protégée stricte ayant les restrictions les plus sévères. Aucune activité industrielle permise, à l'exception de celles prévues au Plan de conservation des territoires concernés. (LCPN) Code IUCN : 1a
Réserve nationale de faune²	46,40	< 0,01	Statut d'aire protégée stricte. Aucune activité industrielle ou commerciale permise, mais des activités récréotouristiques sont autorisées par endroits. (ECCC, 2018) Code IUCN : 1a, 3, 4 ou 6
Réserve naturelle reconnue¹	221,05	0,01	Statut d'aire protégée en terres privées. C'est le propriétaire, la municipalité ou l'OSBL de conservation qui déterminent les activités qui sont permises ou non, mais un minimum doit être respecté pour que l'aire protégée soit reconnue. Permet une inscription au registre foncier. Une révocation est toujours possible selon certaines conditions, dont « le maintien de la reconnaissance entraînerait, pour la collectivité, un préjudice plus grand que son retrait » (LCPN). Code IUCN : 4 ou 6
Paysage humanisé⁴	0,00	0,00	Activités permises selon le Plan de conservation des territoires concernés établi en collaboration par les autorités municipales et gouvernementales. (LCPN) Code IUCN : 5
Paysage humanisé projeté⁴	0,00	0,00	Activités permises selon le Plan de conservation des territoires concernés établi en collaboration par les autorités municipales et gouvernementales. (LCPN) Code IUCN : 5
Total	162 107,03	9,72	

¹ Aires protégées gérées par le gouvernement provincial

² Aires protégées gérées par le gouvernement fédéral

³ Aires protégées gérées par des OSBL ou des particuliers

⁴ Aires protégées gérées par le gouvernement provincial et collaboration avec le milieu municipal

2.3 Territoire géré par la CPTAQ

Bien que la conservation des écosystèmes au Québec ait pris son envol dans les années 1990 avec le réseau des aires protégées, des mesures de protection du territoire avaient déjà été mises en place depuis de nombreuses années. En effet, dès 1978, le gouvernement du Québec a créé la CPTAQ, qui est composée d'au plus 16 membres, nommés par le gouvernement, mais qui doivent respecter un code d'éthique strict qui inclut l'impartialité (CPTAQ, 2017). L'objectif de la Commission est d'assurer le maintien de l'intégrité du territoire agricole via l'application de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (LPTAA) (CPTAQ, 2018). Il s'agissait alors d'un avancement important pour la protection des territoires agricoles de la province, en réponse aux fortes pressions de l'étalement urbain qui étaient présentes à l'époque et qui ont été mises de l'avant dans les rapports La Haye et Castonguay dans les années 1960 et 1970 (Poirier, 2010). L'objectif était alors de restreindre certains usages par endroits par un zonage agricole pour favoriser la protection d'une activité en particulier, l'agriculture, et ce, même sur les territoires privés du sud de la province (Vivre en Ville. s. d.b). Indirectement, ce système de protection des terres agricoles favorise la conservation de plusieurs milieux naturels, car le territoire protégé par la CPTAQ ne comprend pas uniquement des terres cultivables. En effet, il inclut également des boisés, des érablières et des terres en friches qui représentent des écosystèmes importants pour la biodiversité du Québec (CMM, 2012). (UPA, 2017) En mars 2017, 63 060 km² étaient protégés par la CPTAQ (2017), ce qui représente près de 4,7 % du territoire québécois, mais seulement la moitié de cette superficie est considérée propice à l'agriculture (UPA, 2017), le reste est ainsi constitué en partie de milieux naturels. Bien que cette superficie ne fasse pas partie du réseau d'aires protégées du Québec, il s'agit tout de même d'une partie importante de la protection du territoire dans la province (CMM, 2012). En effet, la figure 2.2 permet de voir que les superficies sous zonage agricole se trouvent principalement au sud de la province (CPTAQ, 2017), là où les pressions de l'étalement urbain sont les plus importantes (MDDELCC, 2010).

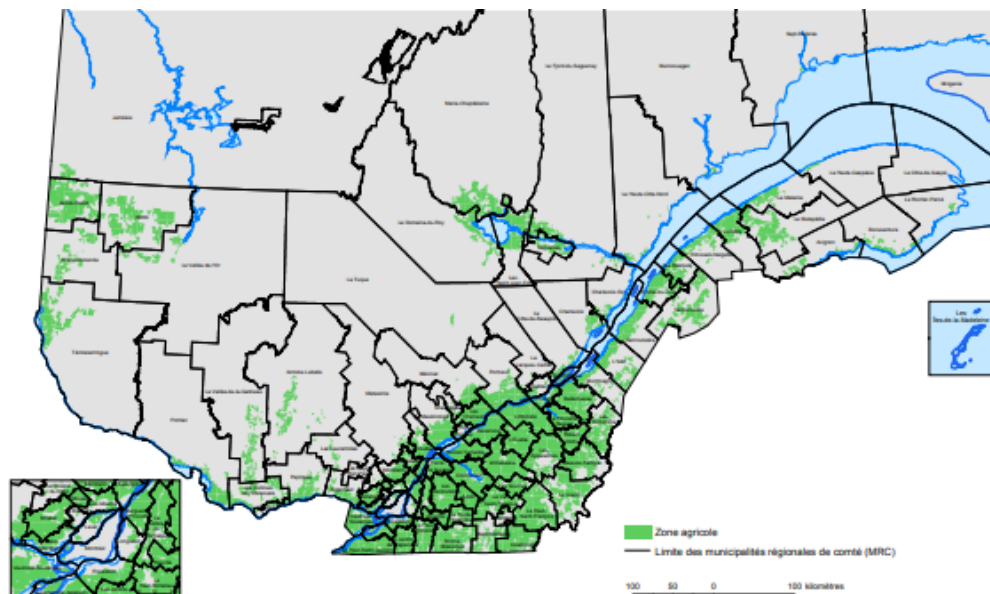


Figure 2.2 Cartographie du zonage agricole du Québec (en vert) (tiré de : CPTAQ, 2017, p. 4)

Ce système de zonage agricole permet une gestion sévère des territoires zonés « verts », car l'utilisation de ces territoires à des fins autres que l'agriculture est strictement contrôlée, et ce, même s'il s'agit de terres privées (Vivre en Ville, s. d.b). Ainsi, pour pouvoir utiliser le territoire autrement que pour l'agriculture, il est nécessaire de le dézoner ou d'obtenir une autorisation spécifique selon la LPTAA. Le statut agricole n'est donc pas nécessairement permanent, mais il est soumis à un processus légal et administratif complexe, qui fait en sorte qu'une exclusion ou un changement d'usage doit répondre à plusieurs critères et doit faire l'objet d'une décision de la CPTAQ (Vivre en Ville, s. d.b). Par exemple, les demandes d'exclusion doivent préciser le besoin auquel la demande répond, elles doivent faire la preuve qu'il y a eu une recherche d'autres espaces appropriés pour les fins visées hors de la zone agricole ou encore qu'il y a eu la recherche d'espaces de moindre impact. S'il existe des espaces appropriés disponibles hors de la zone agricole, le maintien des superficies en zone agricole sera privilégié par la CPTAQ. (CPTAQ, 2017) La protection des superficies accordée par la CPTAQ joue donc un rôle important pour empêcher les développements urbains dans les milieux naturels et les terres agricoles qui constituent des habitats pour la biodiversité du Québec (Vivre en Ville, s. d.b).

2.4 Conservation à l'échelle municipale

Depuis plusieurs années, les outils disponibles pour les gestionnaires de territoire municipaux ont beaucoup été bonifiés et ils permettent de mieux préserver les milieux naturels. Ainsi, la conservation des écosystèmes n'est pas seulement dans les mains du gouvernement du Québec via le réseau des aires protégées, car les MRC et municipalités ont le pouvoir de créer leur propre zonage de conservation, sans toutefois que ces superficies soient officiellement considérées comme des aires protégées (Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire [MAMOT], 2012). Chaque palier décisionnel comporte des outils différents qui lui permettent de contrôler le développement urbain, de façon à protéger les milieux naturels, notamment grâce à la LAU. (NAQ, 2007) Au niveau des MRC, c'est principalement le SAD ainsi que les règlements de contrôle intérimaire qui sont utilisés. Le schéma est avant tout un outil de planification régionale qui permet d'indiquer les grandes orientations d'aménagement du territoire. La conservation des milieux naturels peut donc faire partie de ces orientations selon la volonté de la MRC concernée, qui doit tout de même respecter les orientations gouvernementales à ce sujet, notamment en ce qui a trait à la protection des boisés et des milieux humides. (MAMOT, 2018) Par exemple, ces orientations précisent qu'il est souhaitable de conserver un minimum de 30 % des superficies boisées (MAMOT, 2005). De plus, les règlements de contrôle intérimaire permettent « de restreindre la réalisation de nouveaux projets de construction ou de nouvelles utilisations du sol lors de l'élaboration, de la modification ou de la révision des outils de planification du territoire » (MAMOT, 2018). Cela peut permettre de protéger un milieu naturel du développement en attendant de statuer sur son sort ou d'empêcher l'amplification de certains problèmes associés à l'aménagement du territoire en attendant de nouvelles directives. (NAQ, 2007)

La volonté de conservation des MRC peut s'inscrire dans le contenu obligatoire des schémas d'aménagement, ainsi que dans le contenu facultatif. Ainsi, un schéma doit absolument contenir la vision

stratégique de la MRC, les grandes orientations d'aménagement et d'affectation du territoire, le périmètre d'urbanisation, les territoires d'intérêt, notamment écologiques, une planification des transports, la planification des équipements et infrastructures ainsi qu'un document complémentaire. Ce dernier permet entre autres d'indiquer des règles à être respectées par les règlements d'urbanisme des municipalités, par exemple, des normes obligatoires en matière de protection de l'environnement en lien avec les activités de déboisement et la protection des rives. Du côté des contenus facultatifs, la MRC peut préciser dans son schéma les zones prioritaires d'aménagement et de réaménagement, les densités d'occupation du sol et les orientations en vue de favoriser l'aménagement durable de la forêt privée. L'ensemble de ces contenus est l'occasion pour la MRC d'indiquer les endroits qu'elle désire conserver en priorité et d'organiser le développement urbain en conséquence (NAQ, 2007). C'est aussi une façon de contrôler l'étalement urbain et d'indiquer les orientations de la MRC face aux promoteurs et autres acteurs impliqués dans le développement du territoire. (MAMOT, 2018)

Par la suite, les municipalités agissent au sujet de la conservation via les plans et les règlements d'urbanisme, ainsi que les règlements de contrôle intérimaire. Ceux-ci sont les outils à utiliser pour mettre en œuvre la vision de conservation des MRC de façon précise dans les municipalités. Celles-ci peuvent aussi ajouter leurs propres préoccupations de conservation dans ces outils en précisant certains éléments, car ces outils ont pour but de définir des actions concrètes et pratiques en lien avec les réalités du territoire municipal. Les plans d'urbanisme agissent sensiblement sur les mêmes enjeux que les schémas, mais à l'échelle municipale plutôt que régionale. (MAMOT, 2018) Ils permettent donc de préciser les projets de la municipalité en termes de choix de constructions et de nouveaux développements, les grandes orientations d'aménagement du territoire, les grandes affectations du sol, les densités d'occupation et le tracé projeté du réseau municipal. De façon facultative, les zones naturelles à protéger peuvent être indiquées dans le plan d'urbanisme. De plus, des programmes particuliers d'urbanisme (PPU) peuvent être adoptés par endroits sur le territoire dans le cadre des plans d'urbanisme afin de mieux encadrer le développement de ces secteurs et de protéger des milieux naturels. Par exemple, il est possible dans le cadre d'un PPU d'exiger un pourcentage de protection des milieux naturels supérieur à ce qui est habituellement demandé dans un développement urbain et d'obtenir un pouvoir d'expropriation sur les terres privées pour récupérer un terrain d'intérêt. (NAQ, 2007)

Les règlements d'urbanisme sont ensuite adaptés en fonction du contenu du plan d'urbanisme, et ils ont le pouvoir d'agir en matière de conservation, notamment via le zonage et le lotissement. En effet, le zonage permet de contrôler les usages permis dans un lieu donné, de façon à protéger des milieux naturels. Le lotissement permet de son côté de réserver jusqu'à 10 % d'un plan cadastral à des fins de conservation ou même plus dans certains secteurs centraux d'une municipalité s'il y a déjà présence d'espaces verts (LAU). (NAQ, 2007) Ainsi, les plans et les règlements d'urbanisme permettent d'indiquer des zonages de conservation et d'encadrer l'étalement urbain de même que le développement du territoire, entre autres via l'ouverture de rue. Contrairement au contenu du SAD, les règlements municipaux sont opposables aux citoyens, si bien que ce sont véritablement eux qui permettent de mettre en place la vision de conservation

sur le territoire. (MAMOT, 2018) La notion de conformité associée aux outils de la LAU est importante, car elle signifie que les décisions de chaque palier doivent respecter les orientations du palier supérieur. De ce fait, les municipalités comprises dans une MRC ne peuvent aller à l'encontre de la volonté de conservation de la MRC qui se traduit dans le SAD. (MAMOT, 2018) Une bonne planification régionale de conservation dans le SAD permet donc d'orienter les municipalités du territoire dans la direction voulue, permettant ainsi une vision à grande échelle de la conservation des milieux naturels.

Les MRC et les municipalités peuvent également adopter des outils de planification et d'orientation indépendants de la LAU, tels que des politiques de protection et de mise en valeur des milieux naturels, des plans de conservation et des plans de développement durable. De plus, la *Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques* adoptée en 2018 oblige les MRC à élaborer des plans régionaux des milieux humides et hydriques (PRMHH). Ceux-ci ont pour objectif de mieux planifier l'aménagement du territoire en accordant une attention particulière à la protection des milieux humides et hydriques. (MDDELCC, 2018a) Ces outils de planification définissent des objectifs de conservation selon la vision stratégique de la municipalité concernée et ils influencent la réglementation municipale. Selon NAQ (2007, p. 45) :

« [Ces outils] peuvent par exemple servir à l'établissement des budgets annuels, identifier les priorités financières de la municipalité, favoriser l'adoption de comportements plus environnementaux tant chez les citoyens que chez les fonctionnaires municipaux et inciter différents intervenants à se mobiliser en faveur de la conservation des milieux naturels. Ils sont également entièrement du ressort de la municipalité, qui peut dès lors agir sans attendre les décisions d'un autre palier de gouvernement. »

Les MRC et les municipalités peuvent aussi créer des aires protégées officielles en collaboration avec le gouvernement provincial et les gérer, ou encore faire affaire avec des organismes de conservation pour assurer leur gestion, notamment sur les terres privées (NAQ, 2007). Cependant, les superficies concernées par ce type de gestion sont minimales à l'échelle du Québec. Par ailleurs, il est difficile d'évaluer les superficies protégées par un zonage municipal, et qui ne sont pas comptabilisées officiellement comme aires protégées, car cela varie fortement d'une municipalité à l'autre (NAQ, 2007). Les MRC et les municipalités ont néanmoins les pouvoirs et les outils nécessaires pour protéger les milieux naturels d'intérêt sur leur territoire.

Il apparaît donc qu'une multitude de statuts de conservation existe au Québec, autant sur les terres publiques que privées, et chacun procure des niveaux variables de protection aux milieux concernés. (MDDELCC, 2018a) Cependant, malgré l'existence d'une volonté générale par les différents acteurs impliqués de mieux préserver les milieux naturels face aux pressions anthropiques, la perte d'écosystèmes et de biodiversité indigène se poursuit au Québec (MDDELCC, 2010; Statistique Canada, 2016b). Le prochain chapitre vise à analyser les failles des moyens de conservation actuels qui expliquent ce constat dans le but de construire une méthodologie de conservation alternative qui répond à ces problématiques.

3. CRITIQUE DES MOYENS DE CONSERVATION ACTUELS FACE À L'ÉTALEMENT URBAIN

Déjà en 1949, l'écologiste américain Aldo Leopold critique le mouvement de conservation des milieux naturels. À cette époque, beaucoup de responsabilités sont laissées dans les mains du gouvernement. Pour l'auteur, cela apparaît comme étant insuffisant, car cela n'entraîne pas d'obligations claires, pas de changements de valeurs ni même de sacrifices pour les individus. Le discours de conservation s'articule surtout autour des intérêts individuels, et cette méthode semble vouée à l'échec, car la conservation est avant tout un projet de société. (Leopold, 1949) Ce discours est toujours d'actualité en ce qui concerne les différents moyens de conservation mis en place à plusieurs échelles au Québec. Ceux-ci comportent plusieurs lacunes qui entravent leur efficacité, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'urbanisation. Ce chapitre vise à cibler ces dernières, mais aussi à définir les obstacles qui se dressent contre la conservation et à produire un bilan de la situation. Ces constats seront par la suite à la base de l'élaboration d'un outil méthodologique de conservation alternatif, qui devra répondre aux problématiques soulevées dans ce chapitre afin d'assurer son efficacité dans le contexte réel de la conservation au Québec.

3.1 Superficies et emplacements des aires protégées

En 2018, la cible de conservation du territoire du Québec est celle qui est établie par la *Convention sur la diversité biologique* (MDDELCC, 2018a). Or, l'établissement de telle cible n'est pas chose aisée, car plusieurs écoles de pensée existent et le pourcentage de territoire exact à conserver est difficile à établir. Il dépend de plusieurs facteurs, si bien que le choix d'une seule valeur attribuée à grande échelle semble plutôt aléatoire. (Noss et al., 2012) En effet, les scientifiques dénoncent toute l'attention portée aux pourcentages de superficies protégées, alors qu'en réalité, ceux-ci ne sont pas représentatifs de la valeur de la conservation sur le territoire. Il faut plutôt regarder la représentativité des écosystèmes protégés, leur connectivité, la biodiversité qu'ils contiennent, la qualité des services écosystémiques qu'ils abritent, etc. (MacKinnon et al., 2015) Cependant, ces éléments sont complexes à évaluer et il est beaucoup plus facile, notamment au niveau administratif, de fixer une cible de superficies à atteindre. C'est pourquoi la *Convention* a établi une cible de conservation de 17 % des territoires terrestres, et cette cible augmente depuis 1992 (UNEP, s. d.). Cela laisse penser qu'il s'agit avant tout d'une cible politique qui laisse le temps aux pays signataires de mettre des mesures en place et de s'adapter à cette exigence. (Locke, 2014; Svancara et al., 2005)

S'il s'agit d'un procédé louable qui a le mérite de ne pas décourager les participants, il demeure que la cible établie n'atteint pas nécessairement les objectifs avancés par la littérature scientifique en matière de conservation (Berteaux et al., 2014). En effet, les pourcentages de conservation du territoire recommandés varient entre 25 et 75 %, mais plusieurs études semblent recommander une conservation de 50 % des superficies terrestres pour permettre la préservation efficace de la biodiversité et des services écologiques, tandis que les cibles politiques oscillent entre 12 et 17 % (Dinerstein et al., 2017; Locke, 2014; MacKinnon et al., 2015; Noss et al., 2012 ; Pressey et al., 2003). Cet écart est fortement critiqué dans la littérature scientifique, au point où certains chercheurs questionnent à savoir si les cibles de conservation politiques

sont vraiment utiles, puisqu'elles ne permettent pas de conserver la biodiversité. (Soulé et Sanjayan, 1998) Le reflet de ces cibles élastiques est que l'État québécois cherche à protéger 17 % de ses superficies terrestres, mais sur le territoire du Plan Nord, la cible est plutôt de 50 % suite à l'Initiative Boréale Canadienne coordonnée par 1 500 chercheurs (Gouvernement du Québec, 2014; Locke, 2014). Ainsi, selon Locke (2014), la logique de conservation actuelle est « que sommes-nous prêts à épargner ? » plutôt que « de quoi la nature a réellement besoin ? » et cela ne permet pas d'atteindre les objectifs scientifiques de conservation qui se cachent derrière les superficies ciblées politiquement (MacKinnon et al., 2015).

Indépendamment du nombre exact de superficies à conserver, l'État québécois a choisi de suivre la recommandation politique internationale. Cependant, l'observation des données sur l'état de la conservation montre que même selon ces cibles, qui sont moindres que les cibles scientifiques, le Québec est loin de ses objectifs (Locke, 2014; SNAP Québec, 2018). Seulement 10,34 % des superficies terrestres et aquatiques d'eau douce sont officiellement conservées (MDDELCC, 2018a). De plus, la cible de 17 % vise à préserver une portion représentative de la biodiversité du territoire, soit au moins 10 % de chaque écorégion, c'est pourquoi il importe d'avoir un pourcentage de conservation réparti dans chacune des régions administratives du Québec (Hannah, 2008; MacKinnon et al., 2015; UNEP, s. d.). La cible de 17 % peut donc s'appliquer à diverses échelles, mais le tableau 3.1 montre que les efforts de conservation se concentrent principalement au nord de la province. Ainsi, l'ensemble des régions administratives n'atteint pas la cible de conservation de 17 % de leur superficie, et la situation est particulièrement préoccupante au sud de la province. En 2009, seuls 4,8 % du sud du Québec était conservé, tandis que ce pourcentage grimpeait à 8,1 % pour la zone centre et 9,9 % pour la zone nord. (MDDELCC, 2010)

Tableau 3.1 Représentation des superficies d'aires protégées terrestres et aquatiques d'eau douce dans les régions administratives du Québec en septembre 2018 (inspiré de : MDDELCC, 2018a)

Régions administratives	Superficies protégées (km ²)	Superficies protégées à l'échelle de la région administrative (%)	Superficies protégées à l'échelle du Québec (%)
Abitibi-Témiscamingue	4 700	7,3	2,9
Bas-Saint-Laurent	1 330	4,7	0,8
Capitale-Nationale	2 485	11,9	1,5
Centre-du-Québec	149	2,1	0,1
Chaudière-Appalaches	434	2,7	0,3
Côte-Nord	25 211	7,2	15,6
Estrie	357	3,4	0,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 835	2,4	1,1
Lanaudière	1 416	10,5	0,9
Laurentides	1 905	8,5	1,2
Laval	2	0,7	0,0
Mauricie	2 878	7,2	1,8
Montréal	445	3,8	0,3
Montréal	95	15,3	0,1
Nord-du-Québec	110 006	12,8	67,9
Outaouais	2 244	6,6	1,4
Total	156 444	10,3	100,0

Dans le tableau 3.1, il est possible de remarquer le faible pourcentage de superficies préservées à Laval, à Montréal, en Montérégie, en Estrie, au Centre-du-Québec et en Chaudière-Appalaches à l'échelle du Québec, mais aussi à l'échelle de la région administrative. Ainsi, 84 % des superficies terrestres conservées sont situées soit sur la Côte-Nord ou dans le Nord-du-Québec. De plus, il faut savoir que les chiffres présentés incluent le territoire aquatique d'eau douce. Par exemple, c'est ce qui permet à Montréal de faire aussi bonne figure avec 15 % de superficies conservées, alors qu'en réalité, cette superficie est presque exclusivement dans le fleuve Saint-Laurent. (MDDELCC, 2018a) Cette tendance à conserver des superficies principalement au nord de la province ne date pas d'hier et ce constat n'évolue pas avec le temps, comme le montre la figure 3.1. En 2018, les superficies d'aires protégées projetées au sud de la province couvrent environ 330 km² sur les plus de 20 000 km² d'aires projetées au Québec, soit moins de 2 % des nouvelles superficies prévues et déjà comptabilisées (MDDELCC, 2018a).

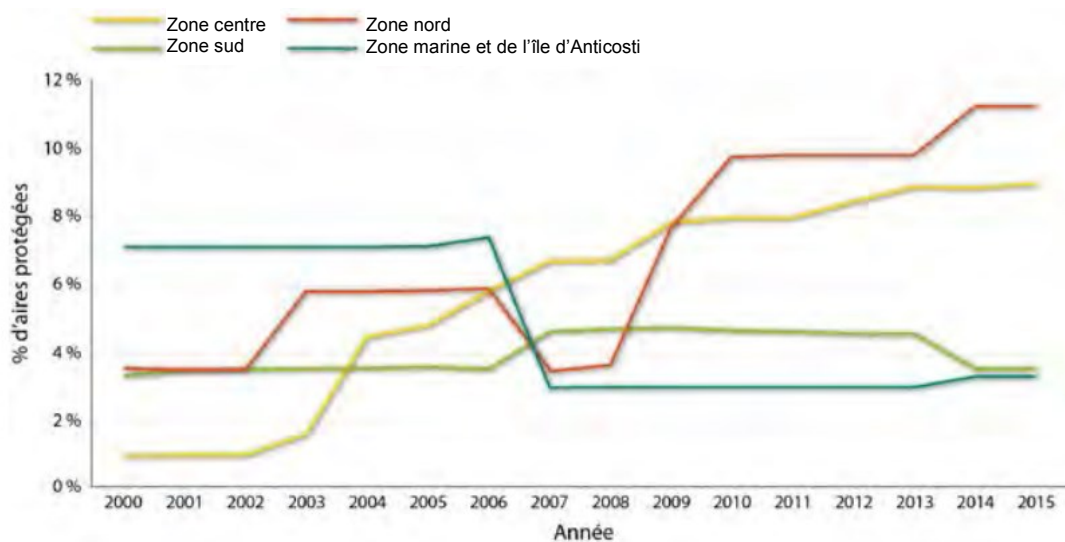


Figure 3.1 Représentation des superficies d'aires protégées à travers le temps selon la région du Québec (tiré de : MDDELCC, 2016, p. 18)

Le MDDELCC (2016) explique ce résultat par la prépondérance des territoires privés au sud de la province. Il précise que le gouvernement ne peut assumer seul la responsabilité de la protection de la nature, surtout en terres privées, soit par l'acquisition de terrains ou par la définition et l'application d'une réglementation. Néanmoins, il est possible de critiquer le manque d'efforts de conservation en terres privées au sein de la province, car le gouvernement délègue en grande partie cet aspect de la conservation au secteur privé ainsi qu'aux autorités municipales. Le système de conservation sur les terres privées est complexe, car il existe différents statuts et moyens de procéder, avec chacun leurs exigences, si bien qu'il faut souvent faire affaire avec des professionnels pour bien comprendre quelle option est la meilleure et pour s'assurer que tout est conforme. Certains de ces statuts sont comptabilisés dans le registre des aires protégées officielles du gouvernement provincial, alors que d'autres n'en font pas partie. Il est alors difficile de faire le suivi des superficies protégées non officielles, malgré l'existence du répertoire géré par le RMNP (s. d.). Il s'agit d'ailleurs de la référence la plus complète disponible sur le sujet grâce à son réseau de contacts de plus de

60 organismes de conservation dispersés partout au Québec qui transmettent leurs données chaque année. (M. Bourdages, conversation téléphonique, 28 janvier 2019)

De plus, les statuts de conservation en terres privées sont peu connus du public, et ce sont majoritairement les organismes de conservation qui font littéralement du porte-à-porte pour convaincre chaque propriétaire individuellement de la pertinence de donner un statut de conservation à leurs milieux naturels. Certains moyens de conservation actuels sur les terres privées sont soumis au droit de propriété, et c'est le propriétaire qui décide de la façon dont il gère son territoire. Ainsi, les statuts de conservation sur les terres privées n'accordent pas toujours une protection complète aux milieux naturels en fonction des usages que le propriétaire veut conserver, même s'il y a tout de même un minimum à respecter. Il existe toujours la possibilité de racheter les terrains privés pour assurer leur conservation, mais les coûts sont souvent prohibitifs et les moyens financiers sont faibles, ce qui en fait une option de dernier recours. (NAQ, 2007) La conservation des terres privées est donc un système qui fonctionne uniquement à petite échelle aux cas par cas, ce qui explique les gains laborieux de la conservation sur ces superficies. Le déséquilibre entre les efforts faits sur les terres publiques et ceux faits sur les terres privées au Québec a pour résultat une très faible protection des écosystèmes au sud de la province. Pourtant, c'est sur ces territoires que la protection est la plus urgente, en raison des pressions de l'urbanisation, et de la rareté de certains écosystèmes concernés. (MDDELCC, 2010) En effet, l'étalement urbain a souvent lieu dans des écosystèmes fragiles et de grandes valeurs, si bien qu'au Québec, 70 à 90 % des milieux humides ont disparu des zones urbaines et agricoles (Canards Illimités, s. d.). Le MDDELCC (2010) révèle qu'au sud, les forêts de feuillus sont nettement sous-représentées dans le réseau des aires protégées et c'est aussi le cas par endroits pour les milieux humides.

Par ailleurs, au Québec, la majorité des aires protégées ont une superficie inférieure à 10 km², comme illustré à la figure 3.2. La province peine à créer de vastes aires protégées et le MDDELCC (2016) avance que c'est en raison de l'incompatibilité des affectations territoriales et des objectifs de conservation. En effet, les grandes superficies protégées sont principalement situées au nord, là où il y a moins de contraintes socioéconomiques, et le sud abrite presque exclusivement de petites superficies. Par contre, il est possible de douter de l'efficacité réelle de ces petites aires. En effet, les spécialistes avancent depuis de nombreuses années qu'il est nécessaire de conserver des superficies minimales d'importance, par exemple de plus de 500 km², pour réellement permettre une conservation efficace de la biodiversité, particulièrement pour la grande faune. Ces grandes superficies permettent de mieux contrôler la prédation ainsi que les espèces envahissantes et offrent des conditions de vie nécessaires à plusieurs espèces sensibles aux perturbations anthropiques. Dans certains cas de petites aires protégées, il apparaît même que les espèces présentes peuvent devenir prisonnières du milieu naturel jusqu'à disparaître, en raison des ressources et des conditions requises pour assurer leur survie et leur reproduction qui sont insuffisantes. (ME, 1999; Primack, 2014)

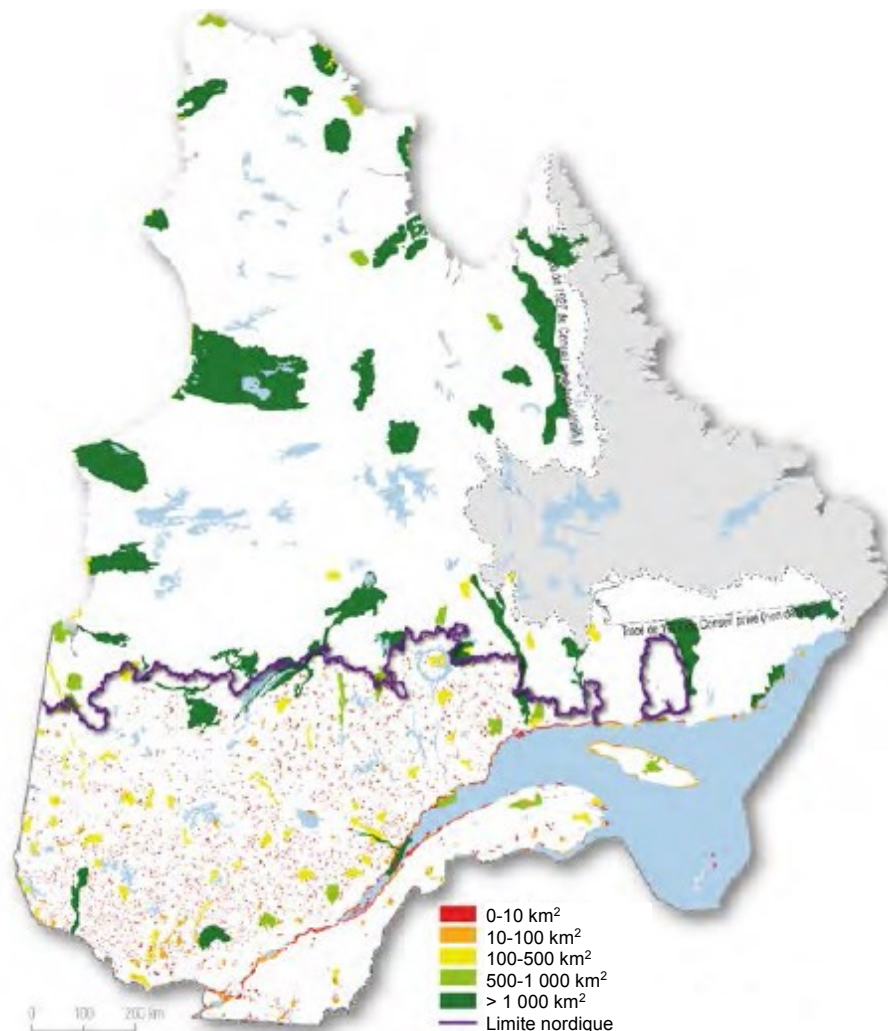


Figure 3.2 Cartographie des aires protégées du Québec selon leur taille (tiré de : MDDELCC, 2016, p. 5)

3.2 Mise en place et gestion des aires protégées

Dans un autre ordre d'idée, il est possible de poser un regard critique sur le système entourant la gestion des aires protégées au Québec. Historiquement, il existe peu d'exemples où une approche globale et intégrée a été adoptée dans la gestion d'aires protégées par les divers intervenants qui en sont responsables au Québec. À l'époque, le ME (1999) précisait :

« On ne connaît pas d'exemple au Québec de situation où un organisme gouvernemental a présenté à une population locale ou régionale un portrait écologique de l'ensemble de son territoire, divers scénarios possibles de protection et de mise en valeur pouvant aller, selon les objectifs et les préoccupations, de la conservation intégrale (catégorie I [de l'IUCN]) jusqu'à l'utilisation durable de certaines ressources (catégorie VI [de l'IUCN]). Cela aurait pourtant l'avantage de permettre de dégager, avec les intervenants en région, une vision commune et des consensus sur la conservation des territoires visés. »

De façon générale, il y a donc peu de mise en commun des efforts et des ressources dans l'aménagement du territoire de façon à développer un esprit de complémentarité, de collaboration et de concertation.

(MDDELCC, 2010) Par le passé, les diverses composantes du réseau québécois des aires protégées se sont développées indépendamment les unes des autres. Chacune des 32 désignations de conservation répond à des objectifs et des orientations de conservation propres, en fonction des budgets et des ressources disponibles, parfois selon des contextes particuliers. Cela fait en sorte que peu d'attention est portée sur les corridors reliant les différentes superficies protégées ainsi que sur les superficies « tampons » les entourant. En effet, le manque de vision à grande échelle limite la mise en place mesures de mitigation à proximité des aires protégées et la création de corridors écologiques nécessaires afin de favoriser le déplacement et le renouvellement des populations à l'intérieur des écosystèmes protégés (Hannah, 2008). Ce genre de concepts fait de plus en plus son chemin dans la gestion du territoire au Québec, mais des mesures commencent à peine à se mettre en place et la situation est particulièrement difficile au sud de la province, où la connectivité est très faible entre les aires protégées. (MDDELCC, 2010; MDDELCC, 2018a) Ainsi, les différents territoires de la province sont gérés indépendamment les uns des autres et les besoins de conservation à grande échelle sont peu reconnus. Pourtant, afin d'assurer l'efficacité du réseau d'aires protégées, l'approche intégrée est souhaitée par les acteurs de l'aménagement au Québec (ME, 1999).

De plus, le fonctionnement actuel de la protection des milieux naturels au Québec est excessivement complexe comme le révèle le tableau 2.1 et l'ensemble de la section 2.2. En effet, il y a 32 désignations d'impliquées, et comme chacune possède ses propres contraintes, il devient difficile de savoir quelles activités sont permises à quel endroit. À cela s'ajoute la gestion sur les terres publiques et privées, qui diffère (NAQ, 2007). Bien que la majorité des aires protégées soit de catégorie 2 selon la classification de l'IUCN, leur permettant ainsi d'être protégées des activités industrielles, il apparaît que dans la plupart des superficies, certaines activités, sous certaines conditions, demeurent permises. (NAQ, 2007) Ces activités concernent surtout le prélèvement de la faune, le récréotourisme ainsi que les industries forestière et minière, parfois l'agriculture. Les activités de développement urbain semblent donc exclues des aires protégées. Cependant, dans certains cas, une aire protégée peut être révoquée, par exemple quand « le maintien de la reconnaissance entraînerait, pour la collectivité, un préjudice plus grand que son retrait » (LCPN). Cela laisse l'impression que même si la conservation se veut à long terme, elle demeure tributaire du développement économique et de l'opinion du gouvernement en place sur la valeur de la conservation. D'ailleurs, les orientations futures du gouvernement en matière de conservation montrent que ce dernier ne veut plus prioriser les espaces où aucune activité ne sera permise. Il vise plutôt la création d'APP, des aires protégées de catégories 4 à 6 de l'IUCN, où certaines activités demeurent permises (MDDELCC, 2016). Cet assouplissement des contraintes dans les aires protégées se veut une meilleure façon de concilier les différents usages du territoire, mais dans les faits, il faut s'interroger sur l'efficacité réelle à préserver la biodiversité et les services écologiques des superficies où des activités industrielles sont permises.

À ce sujet, un rapport produit en 2010 sur l'efficacité du réseau d'aires protégées révèle que la majorité des superficies situées au centre et au sud de la province subissent déjà de fortes pressions anthropiques, comme illustré à la figure 3.3. Ces pressions proviennent surtout des activités agricoles et des développements urbains présents à ces endroits. Cependant, il est à noter que l'empreinte humaine dans

les aires protégées du sud est au moins deux fois inférieure à celle des milieux environnants, ce qui illustre que ces superficies sont tout de même mieux protégées que les autres, malgré les pressions résiduelles. Il y a quelques exceptions, où les aires protégées possèdent une empreinte humaine plus élevée que les milieux environnants. (MDDELCC, 2010) De façon générale, cela montre que la protection relativement stricte accordée à ces territoires n'est pas parfaite et que le réseau des aires protégées atteint déjà certaines limites pour lutter contre les pressions anthropiques, c'est pourquoi l'assouplissement des contraintes n'est pas souhaitable.

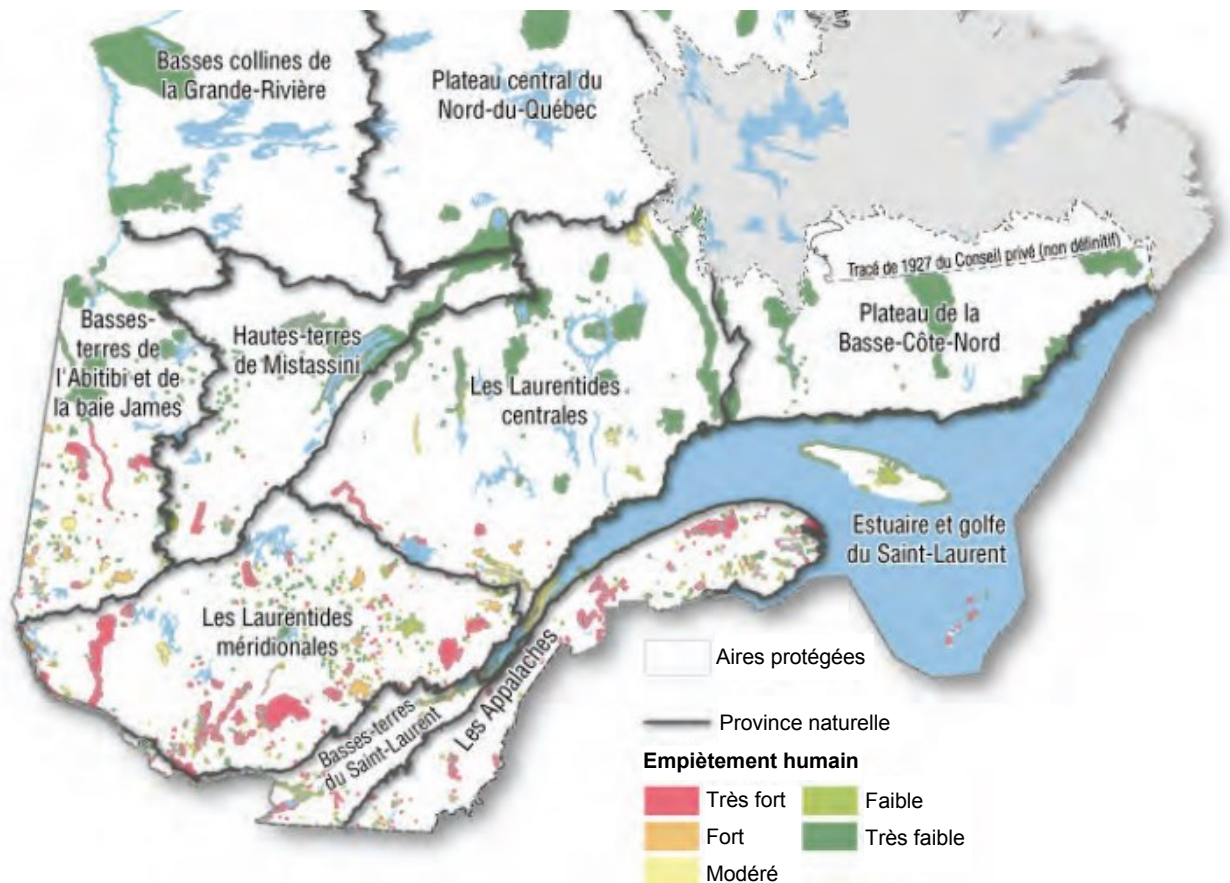


Figure 3.3 Empreinte humaine à l'échelle du réseau d'aires protégées d'une partie du Québec (tiré de : MDDELCC, 2010)

Par ailleurs, il est possible de remarquer dans le tableau 2.1 qu'une grande part, soit 63 % des superficies protégées au Québec concerne des aires « projetées », ce qui correspond à un statut administratif temporaire qui précède l'attribution d'un statut définitif. Dans certains cas, cela implique au préalable une consultation publique et plusieurs années peuvent s'écouler avant l'obtention du statut définitif. (MDDELCC, 2018a) Un article dans *Le Devoir* révèle que le Gouvernement du Québec tarde à attribuer un statut officiel à ces superficies, qui dans certains cas, demeurent soumises à des activités industrielles, ce que déplore SNAP Québec (Shields, 2016, 25 octobre). En effet, cette situation serait contraire à l'esprit de la LCPN et selon Pier-Olivier Boudreault de SNAP Québec : « Le fait que la majorité des aires protégées au registre aient un statut provisoire indique que le gouvernement abuse de son pouvoir discrétionnaire prévu à la loi »

(Shields, 2016, 25 octobre). Il est donc possible de s'interroger sur l'avenir de ces superficies et dans quelle mesure elles seront protégées au cours des années à venir, car elles ne possèdent aucun statut permanent et rien de garanti qu'elles seront effectivement conservées à long terme. Bien que ces superficies soient déjà comptabilisées comme aires protégées, M. Boudreault précise que cela contrevient aux directives de l'IUCN, car cette dernière demande d'avoir une vision de conservation à long terme pour les aires protégées. (Shields, 2016, 25 octobre) Il ne faudrait pas que cette désignation permette de gonfler les superficies protégées artificiellement afin de rencontrer les cibles internationales dans les temps, mais qu'au final, ces superficies ne parviennent pas à obtenir leur statut définitif en raison de pressions socioéconomiques.

L'État québécois est conscient que les superficies d'aires protégées sont insuffisantes et mise sur deux atouts pour faciliter la création de nouvelles aires. D'abord, la presque totalité du territoire de la province est de tenure publique, et ensuite, le Québec possède encore de vastes étendues de paysage sauvage dans sa partie septentrionale. (ME, 1999) Ces faits avancés par le MDDELCC montrent que le gouvernement a surtout l'intention d'agir sur les territoires qui lui appartiennent toujours et qui sont situés dans le nord du Québec. Les futurs projets de conservation du gouvernement vont d'ailleurs dans ce sens (MDDELCC, 2018a). Le bilan actuel des aires protégées au Québec montre donc que le gouvernement choisit la facilité et ne s'attaque pas au réel problème de perte de milieux naturels au sud de la province et sur les terres privées, où pratiquement aucun projet d'envergure ne voit le jour (MDDELCC, 2016).

3.3 Bilan de la CPTAQ

Contrairement aux superficies d'aires protégées, les terres sous zonage agricole ont l'avantage d'avoir été établies dès 1978, soit avant l'urbanisation de plusieurs territoires (Vivre en Ville, s. d.b). Leur conservation a donc été possible en parallèle du développement des territoires, ce qui n'est pas le cas de la majorité des écosystèmes naturels qui ne bénéficiaient pas d'un tel statut. De plus, les superficies agricoles sont situées en majorité au sud du Québec, là où le réseau des aires protégées est très faiblement présent (CPTAQ, 2017; MDDELCC, 2018a). Par ailleurs, la gestion des superficies agricoles est assurée par un organisme dont l'intérêt principal est la protection des activités agricoles, et non le développement économique de façon générale (CMM, 2012). Cette protection peut donc s'avérer plus efficace que des affectations de conservation municipales, car elle fait l'objet d'une analyse par un comité indépendant qui ne bénéficie aucunement du développement urbain. Il serait donc possible de croire que le zonage agricole réussit là où les aires protégées échouent, c'est-à-dire à protéger des écosystèmes au sud de la province de façon efficace en raison de la vigilance de la CPTAQ face aux demandes d'exclusion de la zone agricole. (Trépanier, 2000)

Cependant, le bilan des dernières années de la CPTAQ montre que le système de zonage agricole présente lui aussi des lacunes face à la protection du territoire (CMM, 2012). D'abord, les demandes d'exclusions de certains territoires de la part des agglomérations urbaines sont nombreuses auprès de la CPTAQ. De 2007 à 2017, il y a eu 981 demandes d'exclusion (contre 197 demandes d'inclusion) et pour l'année 2016-2017,

74 % des demandes concernaient un ajustement ou un agrandissement du périmètre d'urbanisation. Près de 67 % de ces demandes ont été autorisées par la CPTAQ (2017) au cours de 10 dernières années, mais le taux d'autorisation varie annuellement, allant de 84 % en 2012-2013 à 48 % en 2015-2016. Le pourcentage de superficies autorisées en lien avec les demandes d'exclusion est également variable, mais il est de 65 % en moyenne au cours de la dernière décennie. Les superficies annuelles concernées par des demandes d'exclusions sont relativement stables au cours des années et tournent autour de 14 km², il n'y a donc pas de tendance décroissante. (CPTAQ, 2017)

Toutefois, les superficies agricoles ne sont pas seulement menacées par les demandes d'exclusion. En effet, certaines activités autres qu'agricoles peuvent être autorisées sur ces superficies par la CPTAQ suite à un processus d'évaluation, alors qu'elles demeurent sous un zonage agricole (K. Gingras, conversation téléphonique, 2 novembre 2018). À titre d'exemple, sur le territoire de la CMM, près de 29 % du territoire protégé est utilisé autrement que pour l'agriculture (UPA, 2017). Cela remet en doute la valeur de la protection des territoires sous la responsabilité de la CPTAQ, car il est difficile d'évaluer le pourcentage de superficies agricoles qui est en fait réservé à d'autres usages, tels que résidentiel, commercial et institutionnel, à l'échelle du Québec (K. Gingras, conversation téléphonique, 2 novembre 2018). Seulement pour l'année 2016-2017, près de 7 km² de la zone agricole du Québec ont reçu un nouvel usage et cela s'ajoute aux 4 km² exclus. Par ailleurs, l'implantation de nouvelles utilisations en zone agricole semble avoir évolué, car il y a une légère diminution des superficies visées et autorisées pour l'utilisation résidentielle au cours des dernières années. (CPTAQ, 2017) Il apparaît qu'il est plus facile d'obtenir l'implantation d'un nouvel usage en zone agricole qu'une exclusion, et l'absence de données sur les superficies concernées par ces implantations ne permet pas de bien évaluer l'impact sur le territoire agricole. Cependant, la CPTAQ cherche avant tout à protéger les territoires agricoles dynamiques, si bien que les friches et boisés sont possiblement plus recherchés pour l'implantation de nouveaux usages, ce qui les rend plus vulnérables aux développements, malgré leur statut de territoire agricole (K. Gingras, conversation téléphonique, 2 novembre 2018).

Ainsi, selon l'UPA (2017), de grandes superficies de territoire agricole seront menacées au cours des prochaines années au sud du Québec. Pourtant, depuis 1992, la CPTAQ (2017) précise que les superficies agricoles du Québec sont relativement stables, principalement en raison de l'équilibre existant entre les superficies incluses à la zone agricole et celles qui en sont exclues. La perte nette de territoire agricole n'aurait été que de 4,59 km² depuis 1992 pour tout le Québec, soit moins de 0,1 %. (CPTAQ, 2017) Par contre, ce qui se cache derrière ce portrait encourageant est que les pertes des dernières années sont majoritairement enregistrées à proximité des grands centres urbains ainsi que dans la vallée du Saint-Laurent et que les gains sont surtout réalisés dans les régions éloignées, par exemple dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, sur la Côte-Nord et en Abitibi-Témiscamingue (Vivre en Ville, s. d.b). Cela rappelle la situation des aires protégées, où la majorité des gains sont également situés en régions éloignées. Le bilan stable de la CPTAQ cache donc un lent, mais inexorable déclin des terres agricoles dans l'extrême sud du Québec, là où elles sont de plus grandes qualités et où elles abritent le plus de

biodiversité (CMM, 2012; NAQ, 2007; UPA, 2017). Depuis 2007, près de 92 km² ont été exclus, et malgré l'existence de compensation ailleurs au Québec (CPTAQ, 2017), il s'agit tout même de grandes superficies perdues à des endroits stratégiques (Vivre en Ville, s. d.b).

Ce portrait en doubles teintes permet donc de s'interroger sur l'efficacité réelle de la CPTAQ à protéger les territoires agricoles à proximité des milieux urbains (CMM, 2012). L'UPA (2017) dénonce de nombreuses incohérences dans les décisions prises et il semble que les critères à respecter pour permettre l'exclusion de certaines superficies ne soient pas infaillibles. En effet, l'UPA (2017) précise que l'étalement continu d'avoir lieu dans les terres zonées agricoles, même si des superficies demeurent disponibles dans les zones blanches. Malgré cette disponibilité, la CPTAQ (2017) confirme que « les pressions pour que les périmètres d'urbanisation soient agrandis à l'intérieur de la zone agricole sont toujours fortes. » Pourtant, le critère relié à la disponibilité d'espaces hors de la zone agricole est censé être prépondérant dans les décisions de la CPTAQ à proximité des agglomérations urbaines. À l'inverse, ce critère est moins significatif dans les régions en difficulté, telles que les régions ressources déterminées par le gouvernement, ce qui montre qu'encore une fois, les activités économiques passent avant la protection du territoire. (CPTAQ, 2017) Si la protection du territoire agricole présente certains avantages pour la protection des milieux naturels par rapport aux aires protégées, la conclusion est qu'il ne s'agit pas non plus d'un outil sans faille pour lutter contre l'étalement urbain, en raison des pertes de superficies rapportées (Vivre en Ville, s. d.b).

3.4 Outils de planification territoriale à l'échelle municipale

La section 2.4 a permis de montrer que plusieurs outils ont été élaborés au Québec au cours des dernières années pour aider les autorités municipales à conserver les milieux naturels et à contrôler l'urbanisation de leur territoire. Cependant, dans les faits, l'efficacité réelle de ces moyens laisse parfois à désirer (Trépanier, 2000). Déjà en 1999, le MDDELCC précise que les municipalités peinent à intégrer le volet « conservation » dans les processus d'affectation et d'aménagement du territoire, et la situation n'a guère changé depuis. À titre d'exemple, le maire de Saint-Jean-sur-Richelieu, Alain Laplante fait état de la situation dans un article de *La Presse* : « On continue de développer nos villes aujourd'hui comme on les développait il y a 30 ans » (Léveillé, 2018, 25 octobre). Pour lui, il est urgent de revoir la façon d'utiliser le territoire au Québec et il s'inquiète particulièrement de l'effritement des milieux naturels et agricoles dans la région du Haut-Richelieu. « On a déjà été trop loin », s'alarme-t-il, tout en dénonçant le « paradigme » néfaste dans lequel sont emprisonnées les municipalités, malgré la présence d'outils de contrôle, et qui les force à se développer au détriment de l'environnement et des générations futures (Léveillé, 2018, 25 octobre).

Dans un premier temps, les outils de gestion de l'aménagement du territoire, tels que les schémas d'aménagement ainsi que les plans et les règlements d'urbanisme présentent beaucoup de potentiel pour la conservation des milieux naturels, mais ils sont utilisés de façon inadéquate. De façon générale, l'essai de Blondin-Provost (2014) précise qu'il y a plusieurs lacunes dans les connaissances municipales entourant les milieux naturels, que ce soit au sujet des types d'écosystèmes ou de la biodiversité que ceux-ci abritent selon les régions. Il explique aussi que les efforts de caractérisation commencent à peine à se mettre en

place à l'échelle municipale par divers organismes, notamment en prévision de l'élaboration obligatoire des nouveaux PRMHH visant à bonifier l'aménagement du territoire (Blondin-Provost, 2014). Ainsi, selon Andréanne Blais, du Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec (CRECQ), la conservation des milieux naturels est peu présente dans les outils de planification du territoire des municipalités au Québec. Il faut d'abord convaincre les élus de mettre en place de telles mesures, et il y a souvent des réticences en raison des implications économiques. (A. Blais, conversation téléphonique, 8 novembre 2018)

L'importance accordée à la conservation varie aussi en fonction des cycles politiques et historiquement, la conservation des milieux naturels n'est pas une priorité pour le palier municipal (Blondin-Provost, 2014). Cela s'explique par le fait que les ressources nécessaires pour poser des actions sont souvent déficientes, soit en raison de l'absence d'experts ou d'un budget insuffisant (NAQ, 2007). Les outils de planification du territoire ne sont donc pas nécessairement à jour, ils sont peu consultés, surtout par le public, et la vision d'aménagement à long terme n'y est pas toujours bien définie. Le suivi de l'efficacité des mesures adoptées dans les outils de planification laisse également à désirer, si bien que les résultats concrets de ces mesures sont peu connus. (Trépanier, 2000) À titre d'exemple, l'essai de Blondin-Provost (2014) s'est penché sur l'efficacité des politiques de conservation municipales, et celles-ci n'ont obtenu qu'un score global de 41 %. Par ailleurs, les orientations gouvernementales précisent certains éléments qui peuvent être repris dans les schémas d'aménagement par rapport à la conservation, mais les obligations réelles sont peu définies, si bien qu'il y a beaucoup de disparité entre les territoires (MAMOT, 2005).

De plus, l'ensemble du processus de validation de la concordance des schémas, puis des plans, et ensuite des règlements d'urbanisme est relativement long et laborieux (L'Heureux, 2000). Des années peuvent s'écouler avant de corriger les outils de gestion d'un palier administratif à l'autre pour assurer la concordance, et ces délais peuvent s'avérer désavantageux pour la conservation des milieux naturels, car le développement urbain se poursuit pendant ce temps. Par ailleurs, les schémas d'aménagement et les plans d'urbanisme ne sont pas des règlements, il s'agit plutôt de guides d'aménagement du territoire (MAMOT, 2018). Selon l'article 32 de la LAU, l'entrée en vigueur d'un SAD « ne crée aucune obligation quant à l'échéance et aux modalités de réalisation des équipements et infrastructures qui y sont prévus ». L'Heureux (2000, p. 32) précise :

« Seules des dispositions suffisamment précises peuvent créer une obligation. Une simple prévision, une simple possibilité, un simple projet ne sauraient évidemment être obligatoires. Or, il faut le remarquer aussi, un schéma d'aménagement comporte et doit comporter, de par sa nature même, une part d'imprécision. Toutes les dispositions du schéma ne sont donc pas suffisamment précises pour créer une obligation, pour produire des effets juridiques. »

Le même constat s'applique pour les plans d'urbanisme, donc si les outils de planification demeurent vagues quant à la conservation des milieux naturels sur le territoire, il n'y a pas de réelle obligation d'agir. Par exemple, il est possible de cibler des zones prioritaires d'aménagement dans un schéma, dans le but de réduire l'étalement urbain, mais dans les faits, de continuer à développer des territoires boisés sans que le schéma l'interdise. Ainsi, il n'y a aucune obligation d'avoir des objectifs clairs dans les outils

d'aménagement, et cela fait en sorte que les décisions peuvent être influencées par la volonté politique du moment, parfois à l'encontre de l'avis des experts consultés. (Trépanier, 2000)

De plus, malgré les efforts dans la LAU pour intégrer davantage les citoyens dans le processus d'aménagement des municipalités, la façon de procéder est toujours relativement hermétique aux citoyens (Trépanier, 2000). Par exemple, les changements de zonage apparaissent dans les journaux locaux, qui ne sont pas lu par tous et l'information est disponible sous un format incompréhensible pour un citoyen ordinaire. Peu de gens s'opposent alors aux changements, et quand ils se rendent compte de l'endroit des développements, il est trop tard. Dans le cas de plusieurs projets de développement urbain, les citoyens sont consultés seulement à la fin du processus, parfois uniquement sous la pression de groupes d'opposition. Le système actuel ne permet donc pas une consultation suffisante des citoyens en matière de conservation. (NAQ, 2007) Ainsi, trop souvent, les outils municipaux de planification du territoire servent à présenter une vision idéale de l'aménagement qui n'est pas appliquée dans la réalité, sans compter que dans plusieurs cas, la vision est simplement absente (Trépanier, 2000). La mise en œuvre des outils de planification n'est pas garantie et elle ne se fait pas toujours avec rigueur. Il apparaît aussi que les règlements d'urbanisme ne changent pas aussi vite que les mentalités, qui souhaiteraient une meilleure conservation du territoire. Ce sont souvent les milieux naturels qui en pâtissent, car l'étalement finit par triompher, aux dépens de la vision de planification à long terme.

3.5 Obstacles rencontrés pour protéger les milieux naturels

S'il est possible de critiquer le système de conservation des milieux naturels au Québec, qui semble inefficace face aux pressions de l'étalement urbain, il est également vrai que de nombreux obstacles se dressent sur la route des gestionnaires qui souhaitent améliorer la situation.

Dans un premier temps, le ME déplorait déjà en 1999 que le dossier de la conservation des milieux naturels ne reçoive pas plus de visibilité. Le ME (1999) croyait que la population n'était pas assez consciente du rôle qu'elle pourrait jouer dans l'établissement de nouvelles aires protégées et que « seule une faible proportion de gens s'intéressent activement à la conservation de la nature et militent en faveur des aires protégées ». Pourtant, les gens apprécient le réseau des aires protégées du Québec et lors des consultations publiques, l'opinion en faveur de la création d'aires protégées est généralement favorable (MDDELCC, 2010). Toutefois, une certaine proportion de la population aurait une attitude tiède, voire même parfois négative, face à la création d'aires protégées sur son territoire, ce qui peut entraver certains projets. Cette méfiance proviendrait de la méconnaissance des enjeux associés à la conservation et des questionnements associés à l'exploitation des ressources. En effet, trop souvent, les gens auraient tendance à penser à leurs propres bénéfices en premier au détriment du mieux-être de l'ensemble de la société. (MDDELCC, 2010) L'aménagement durable implique de restreindre les usages exclusifs du territoire et parfois de retirer des droits acquis, ce qui peut mener à des pertes d'emplois, des pertes de privilèges et des impacts économiques négatifs qui encouragent la réticence des populations concernées. Des efforts de sensibilisation restent donc à faire pour informer les populations des bénéfices retirés par la conservation

des milieux naturels. De plus, les défenseurs des intérêts corporatifs et/ou locaux sont souvent plus expressifs et mieux organisés que les intervenants qui soutiennent les intérêts collectifs, et ils contribuent à entretenir la méfiance envers la conservation des milieux naturels. (ME, 1999) Cependant, il est possible de penser que les mentalités évoluent tranquillement vers une meilleure considération de la préservation des milieux naturels (*Zoological Society of London [ZSL], 2014*).

Dans un deuxième temps, la majorité du territoire du Québec, qu'il soit sous tenure privée ou publique, possède déjà des affectations d'usage attribuées dans le passé qui sont traditionnellement axées sur l'exploitation des ressources (MDDELCC, 2010). Cela s'avère un obstacle majeur dans la conservation des milieux naturels, car ces affectations sont difficiles à contourner ou modifier. Sur les terres privées, il est certes possible d'exiger la conservation d'un certain pourcentage de superficie forestière ou la préservation des milieux humides, mais le contrôle de ce qui se passe sur ces superficies est difficile à assurer et il est impossible d'exiger une conservation au sens « d'aire protégée » sans le consentement du propriétaire en raison du droit de propriété (NAQ, 2007). Le fait que la majorité du territoire québécois soit de tenure publique pourrait sembler faciliter la conservation, mais il n'en ait rien, car des droits d'utilisation sont aussi présents sur ces superficies publiques. Ces droits concernent l'utilisation des ressources forestières, minières, énergétiques et fauniques, et même des droits d'utilisation foncière, notamment à des fins d'utilité publique, récréative ou commerciale (MDDELCC, 2010).

Qu'il s'agisse de terres privées ou publiques, les propriétaires des terrains ou les détenteurs des droits d'utilisation peuvent poursuivre l'État ou les municipalités pour expropriation déguisée, dans le but de faire respecter leur droit de propriété ou d'usage, et ainsi réclamer des dédommagements financiers importants. (ME, 1999; MDDELCC, 2016) Les implications financières de la conservation sont donc souvent beaucoup plus importantes que les faibles moyens disponibles. C'est particulièrement le cas sur les terres privées, où il est parfois nécessaire d'exproprier les propriétaires pour assurer la conservation des sites. (NAQ, 2007) Les pressions pour empêcher la conservation sont ainsi beaucoup plus importantes que celles en faveur des projets de protection. Les gestionnaires du territoire actuel sont alors prisonniers des décisions passées, car la plupart de ces droits de propriété et ces affectations d'usage ont été donnés sans considération pour la valeur écologique des sites (Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent, 2016). Par exemple, le MDDELCC (2010) précise qu'avant d'établir une aire protégée, il doit préalablement y avoir consultation des autorités locales et régionales afin de « s'assurer que le choix des sites à protéger n'entre pas en contradiction avec les autres affectations du territoire ». De plus, un certain nombre de lois et de règlements ne s'appliquent que sur les terres publiques, ce qui complexifie la conservation sur les terres privées, car certaines désignations d'aires protégées ne sont pas applicables sur ces superficies, dont les réserves de biodiversité et les réserves écologiques (NAQ, 2007). Cela a pour conséquence que la province peine à créer de vastes aires protégées (MDDELCC, 2016), surtout au sud sur les terres privées, et que ce sont les zones qui ne présentent pas d'intérêt économique qui sont utilisées pour la conservation. De façon générale, il est difficile de convenir de démarches communes visant à mieux partager l'espace collectif du

Québec et à intégrer les aires protégées dans un processus plus large de gestion intégrée du territoire (MDDELCC, 2016).

À cela s'ajoutent aussi parfois un manque de volonté politique (Blondin-Provost, 2014; Shields, 2016, 25 octobre) et l'absence d'orientations claires en matière de conservation qui favorisent le statu quo (ME, 1999). Par exemple, SNAP Québec (2018) dénonce l'attitude du MFFP, du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) et d'Hydro-Québec, qui met en péril l'atteinte des objectifs en matière de conservation dans la province. En effet, des documents internes du MFFP mettraient en évidence une volonté de ce ministère de bloquer en coulisse les projets de conservation au sud du Québec via diverses stratégies, de façon à favoriser uniquement les projets dans le nord de la province allant ainsi à contre-courant des objectifs provinciaux. Du côté du MERN et d'Hydro-Québec, SNAP Québec (2018) parle d'un quasi droit de veto de ces derniers envers le développement du territoire et des aires protégées, qui met en péril certains projets. SNAP Québec (2018) évoque donc un urgent besoin de changement de culture au sein de ces organisations, via entre autres l'abandon du vieux discours comme quoi les aires protégées impliquent des conséquences socioéconomiques négatives. Le même constat peut être fait du côté municipal, car les gestionnaires municipaux eux-mêmes ont avantage à encourager le statu quo en matière de conservation pour favoriser l'étalement (Léveillé, 2018, 25 octobre). À cela s'ajoute la demande des citoyens pour les quartiers étalés, l'étalement répond donc à la volonté de plusieurs acteurs impliqués dans la gestion du territoire. (Chahboub, 2012) C'est pourquoi il n'est pas étonnant de constater les échecs de plusieurs stratégies de conservation, qui entrent en contradiction avec la volonté du plus grand nombre.

3.6 Constat d'échec généralisé de la conservation des milieux naturels au sud du Québec

Bien que le chapitre 2 ait illustré que plusieurs efforts sont faits au Québec pour favoriser la conservation des milieux naturels, il n'en demeure pas moins qu'après plusieurs années de mesures et de lois, le bilan de la conservation est plutôt sombre. D'une part, le réseau des aires protégées ne permet pas de contrôler l'étalement urbain, il ne comporte pas de superficies suffisantes et les écosystèmes protégés ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la province. La gestion de ces espaces demeure compartimentée et à petite échelle, puis la qualité même des statuts de conservation accordés est remise en question à certains endroits. D'autre part, la plupart des agglomérations de la province semblent incapables de contrôler leur étalement urbain, malgré la présence de la CPTAQ et des outils de gestion du territoire municipaux, qui ont tous pour objectifs d'intégrer le développement durable dans l'aménagement du territoire et d'assurer la conservation des milieux naturels d'intérêt écologique. À ce titre, le Québec est la province qui accuse la croissance du territoire bâti la plus élevée au Canada de 2001 à 2011, soit 15 % en moyenne, alors qu'à l'échelle du Canada, cette croissance est plutôt de 6 %. Même les régions ayant subi une forte croissance économique, telles que Calgary, en raison de l'exploitation des sables bitumineux, ont connu une croissance de seulement 10 % de leur territoire bâti au cours de la même période. Ces chiffres illustrent aussi l'échec des fusions municipales, qui étaient censées contrôler l'étalement en réduisant la compétition pour le

développement immobilier. Non seulement la densification promise n'a pas lieu, mais l'étalement se poursuit. (Normandin, 2016, 26 mars; Statistique Canada, 2016a; Statistique Canada, 2018b)

Il est donc possible de conclure que la logique de conservation actuelle n'est pas un frein à l'urbanisation au Québec. Même si SNAP Québec (2018) convient que beaucoup de chemin a été parcouru, il demeure que les obstacles sont encore trop nombreux et qu'ils limitent la mise en place d'aires protégées à plusieurs endroits stratégiques. Les écosystèmes du sud de la province sont particulièrement laissés pour compte et ils disparaissent rapidement selon Michel Leboeuf, biologiste et directeur général de la Fiducie de conservation des écosystèmes de Lanaudière (Cousineau, 2018, 19 octobre). Certains territoires ont des superficies forestières inférieures à la cible gouvernementale de 30 %, et on continue d'autoriser le déboisement pour la construction de condo, tel que dénoncé par le maire de Saint-Jean-sur-Richelieu (Léveillé, 2018, 25 octobre; MAMOT, 2005). Pire, certaines études montrent qu'au sein même des milieux bâtis, l'espace est suffisant pour construire les habitations nécessaires pour loger la quantité de ménage prévue à long terme, mais les villes continuent d'autoriser la construction de quartiers en périphérie (Chahboub, 2012). Il semble donc y avoir un réel problème de gestion du territoire au Québec, car les outils de conservation existent, mais ils ne parviennent pas à protéger efficacement les milieux naturels de l'étalement urbain qui a lieu principalement au sud de la province.

4. CONSERVATION IDENTITAIRE

Ce chapitre vise à décrire les éléments théoriques derrière la conservation identitaire, de façon à bâtir une définition pour ce concept. Une synthèse des caractéristiques de celui-ci et de ses avantages est donc énoncée. Dans le but de mieux comprendre ce type de conservation, des exemples québécois sont présentés et un parallèle avec la protection du territoire agricole est réalisé.

4.1 Aspects théoriques

Au Québec comme ailleurs dans le monde, la conservation des milieux naturels a longtemps été l'affaire des spécialistes, qui tentaient de se battre contre le plus grand nombre pour assurer la protection des écosystèmes (Tremblay et Domon, 2005). Divers arguments ont été utilisés par le passé pour rallier les élus et les citoyens à la cause de la conservation. En effet, les considérations scientifiques et économiques ont été présentées afin de convaincre la société de l'importance de la conservation. Cependant, malgré les moyens de conservation actuels et les discours sur l'importance de protéger l'environnement, il semble que cela n'est pas suffisant pour impliquer la société dans la conservation des écosystèmes. De nouvelles pistes d'action doivent donc être envisagées et l'aspect social de la conservation est une avenue qui pourrait s'avérer intéressante, car il apparaît de plus en plus évident que l'avenir de la conservation des milieux naturels passe par la naissance d'une volonté collective d'assurer une protection à ces milieux (Tremblay et Domon, 2005). L'objectif est donc de définir le rôle de la société dans la conservation des milieux naturels, via le concept de conservation identitaire.

4.1.1 Naissance de « l'éthique de la terre »

L'idée d'impliquer la société dans la conservation de la nature n'est pas un concept nouveau. Dès 1949, Aldo Leopold, un forestier et un écologiste américain, s'interroge sur la place de la nature dans la société. Il propose alors un concept « d'éthique de la terre » dans son livre *Almanach d'un comté des sables* dans le but de favoriser la conservation des milieux naturels. Selon cet auteur, l'éthique correspond à ce qui est acceptable pour une société à une époque donnée, si bien que cette éthique est appelée à évoluer dans le temps. Historiquement, il semble que l'éthique ait d'abord encadré les comportements sociaux des individus les uns par rapport aux autres au fur et à mesure que des liens d'interdépendances se créaient entre eux. Avec la naissance des sociétés humaines est venue l'élaboration de politiques et de stratégies économiques, si bien que des mécanismes de coopération se sont développés autour de ses concepts. Ces mécanismes sont régis par une certaine éthique, à savoir ce qu'il est acceptable de faire ou non, mais historiquement, cette éthique ne s'est pas nécessairement étendue aux interactions des individus avec leur environnement. (Leopold, 1949)

En effet, l'environnement et ses ressources sont vus à travers les époques comme étant la propriété des individus qui les possèdent et la structure économique de la société est orientée vers la productivité et la croissance des richesses. Cela fausse le rapport à la nature, car celle-ci est perçue avant tout comme un objet d'assouvissement des besoins des sociétés. Il n'y a alors pas d'interrogations sur sa valeur propre et

sur les responsabilités que la société a envers elle. (Leopold, 1949) Il s'agit là du reflet de l'absence d'éthique envers elle, car il ne serait pas acceptable de traiter un individu de la même manière, sans se soucier de son intégrité et de son bien-être à long terme. À l'inverse, une éthique environnementale ou écologique se veut une façon de « limiter la liberté d'action des individus dans la lutte pour l'existence » dans le but de préserver une certaine qualité d'environnement (Leopold, 1949). Selon l'auteur, il s'agit là d'un impératif écologique pour entraîner une évolution des mentalités et pour permettre au mouvement de conservation des milieux naturels de prendre de l'ampleur. Pour Leopold (1949), la naissance d'une « éthique de la terre » permet de créer un guide, un « instinct de société » sur la manière dont il est acceptable de se comporter face à la nature, alors que ce type d'instinct est absent à l'échelle individuelle.

Il n'est toutefois pas aisé de sortir la société de son paradigme utilitariste face à la nature et ses composantes. Bien que le manifeste d'Aldo Leopold ait été publié en 1949, le développement du type d'éthique dont il traite est un travail de longue haleine, qui, encore aujourd'hui, est loin d'être achevé. Il s'agit pourtant d'un effort nécessaire, car il est difficile d'envisager la conservation à long terme d'éléments qui ont uniquement une valeur économique pour la société. (Leopold, 1949) En effet, l'éthique de l'environnement se base sur la relation d'interdépendance entre les sociétés et la nature qui les entoure et vise l'atteinte d'un équilibre entre les deux. Ce concept est repris plus récemment par Locke (2014, p. 369), qui affirme qu'il est nécessaire de protéger la nature pour le bien de l'humanité, mais aussi parce que c'est « éthiquement la bonne chose à faire ». L'idée est donc de solidifier le lien qui existe entre l'humanité et la nature via la reconnaissance que « toute relation a besoin de réciprocité pour être en bonne santé » (Locke, 2014, p. 369). La naissance d'un respect intrinsèque et d'un sentiment d'appartenance identitaire face à la nature apparaît ainsi comme étant les clés qui permettront possiblement aux mouvements de conservation des milieux naturels de prendre l'ampleur nécessaire à l'atteinte de leurs objectifs.

Pour ce faire, la société doit se reconnecter à son environnement et les relations d'interdépendance qui régissent le monde doivent être à la base de cette réunion. Cela fait, l'éthique peut alors jouer son rôle et selon Aldo Leopold (1949), cela se traduit par « l'approbation par la société des actions qui sont justes, et la désapprobation des actions qui ne le sont pas », tout simplement. « Une chose est juste lorsqu'elle tend à préserver l'intégrité, la stabilité et la beauté de la communauté biotique. Elle est injuste lorsqu'elle tend à l'inverse » ajoute Leopold (1949). Le développement d'une « éthique de la terre » est ainsi à la base d'un mouvement de conservation social visant à protéger les milieux naturels.

4.1.2 Concepts à la base de la conservation identitaire

Le manifeste d'Aldo Leopold sous-entend que le développement d'une « éthique de la terre » passe par un changement dans la façon dont la société perçoit son environnement et dans la valeur qu'elle lui accorde. Si par le passé au Québec, tous les territoires étaient disponibles pour le développement économique, des efforts sont maintenant faits pour mieux encadrer les activités d'aménagement. Ces efforts sont le reflet du changement de perception de la société envers la valeur des milieux naturels. En effet, cette valeur est aujourd'hui mieux reconnue et les milieux naturels sont une partie intégrante de l'identité territoriale de

plusieurs communautés. Cela signifie que ces milieux sont de plus en plus perçus comme une richesse irremplaçable par les citoyens, et ce sentiment d'appartenance envers les milieux naturels ouvre la porte à la naissance d'une forme « d'éthique de la terre » envers eux. (Gobin-Jobeil, 2018) Cela pourrait avoir le pouvoir d'influencer le développement du territoire, car selon cette nouvelle éthique, des actions qui étaient justes par le passé ne le sont plus nécessairement aujourd'hui aux yeux de la société. (Fourny, 2008; Leopold, 1949) Cet enjeu est particulièrement présent dans le contexte de la planification territoriale, où il est nécessaire de choisir les territoires qui seront développés, et ceux qui seront protégés. Plusieurs auteurs se sont ainsi intéressés au concept d'identité en lien avec le territoire, les paysages et les milieux naturels afin de mieux comprendre comment cela pouvait modifier l'aménagement urbain.

Dans un premier temps, l'urbaniste Kevin Lynch s'est intéressé au concept d'identité en lien avec l'environnement urbain. Lynch (1976, p. 9) affirme que l'identité fait partie des trois composantes d'une image de l'environnement, car pour être utilisable, l'image requiert d'abord « l'identification d'un objet, ce qui suppose qu'on le distingue des autres choses, qu'on le reconnaisse comme une entité séparée. Cela se nomme identité [...] dans le sens d'individualité ou d'unicité. » Selon Lynch (1976, p. 11), l'identité est influencée par un autre concept, celui de « l'imagibilité », qui se définit par la qualité grâce à laquelle un objet physique « a de grandes chances de provoquer une forte image chez n'importe quel observateur ». Plus « l'imagibilité » est forte, en raison notamment des formes ou des couleurs, plus cela renforce l'identité associée à l'image de l'environnement. L'intérêt des travaux de Lynch est qu'ils se sont beaucoup intéressés à la façon dont les citoyens percevaient leur environnement urbain. De ce fait, ce ne sont pas seulement des spécialistes qui devaient identifier les éléments marquants du territoire, mais aussi des citoyens ordinaires. Lynch a ainsi donné une grande importance à leur opinion afin de tirer des conclusions au sujet des éléments « identitaires » des milieux urbains.

L'idée d'accorder une plus grande importance au rôle des citoyens dans l'aménagement du territoire fait de plus en plus son chemin au Québec et partout dans le monde. Le fait d'impliquer les citoyens a pour but de mieux comprendre quelles sont les caractéristiques du territoire, selon eux, qui méritent une attention particulière et qu'on pourrait ainsi qualifier « d'identitaires ». Déjà en 1999, le ME avançait que les populations locales et régionales devaient être au cœur des décisions entourant les aires protégées. Le ME (1999) précise que :

« Développer une solidarité collective à l'égard des aires protégées chez les citoyens et les responsables, publics ou privés [...] constitue la façon de garantir au Québec un réseau d'aires protégées plus étendu, mieux intégré, de qualité et répondant aux aspirations de tous. Cette solidarité devrait permettre à la société québécoise tout entière de faire en sorte que les aires protégées deviennent un défi collectif et une réalisation de grande fierté. »

L'idée d'envisager la conservation des milieux naturels comme un défi collectif et surtout, comme un projet générant de la fierté a pour but de faire appel au sentiment d'appartenance de la société québécoise envers ses écosystèmes afin de favoriser leur protection. Il y a déjà plusieurs années que la province considère que les milieux naturels font partie de l'identité québécoise, notamment via la reconnaissance de certains

lieux dans le patrimoine naturel du Québec, tels que les parcs nationaux (Saint-Pierre, 2008). L'importance du sentiment d'appartenance dans les décisions d'aménagement se reflète aussi dans la définition de l'urbanisme durable du MAMOT (2012, p. 75) :

« Un urbanisme durable s'entend d'un urbanisme qui développe le caractère distinctif et le sentiment d'appartenance de la communauté, qui encourage la participation des citoyens au processus de prise de décision et qui prévoit l'utilisation d'outils assurant le suivi et la mise en œuvre des documents de planification de manière à informer en premier lieu les citoyens. »

Ces citations permettent de comprendre que l'aménagement durable passe par la reconnaissance des éléments « identitaires » québécois associés au territoire. Des concepts tels que « l'identité territoriale » et les « paysages identitaires » ont ainsi fait leur apparition dans le vocabulaire de l'aménagement du territoire. Selon le MAMOT (2012, p. 68) :

« L'identité territoriale réfère à l'appartenance des résidents à un territoire donné ou à l'identité des lieux, laquelle s'associe à l'unicité de ses caractéristiques naturelles, bâties, sociales, culturelles ou patrimoniales. L'identité territoriale des personnes va de pair avec l'identité des lieux. Sur le plan spatial, l'identité territoriale s'exprime par l'architecture et l'aménagement des constructions, par le design urbain ou par la qualité des paysages, qu'il s'agisse de paysages emblématiques ou identitaires ou de paysages du quotidien. »

Cette description rejoint celle de Fourny (2008, p. 106), qui précise que l'identité en lien avec le territoire est « le processus de construction de sens à partir d'un attribut culturel ». L'auteure ajoute que l'identité territoriale réfère au fait que le territoire est un objet spatial chargé de sens qui alimente la construction de la collectivité qui l'habite. L'identité territoriale permettrait alors la définition d'un « nous » à travers la dimension territoriale. De son côté, Trépanier (2000, p. 15) avance qu'une démarche d'aménagement urbain stratégique, « c'est d'abord une réflexion sur nos atouts et sur ce que nous sommes, plutôt que sur ce que nous devons faire pour être comme les autres. » Les paysages jouent un rôle important à ce sujet et le MAMOT (2007, p. 15) précise :

« Les paysages identitaires, quant à eux, sont ancrés dans la mémoire collective régionale et locale. Ils présentent un intérêt pour la collectivité, de par leurs composantes paysagères, culturelles, naturelles et humaines. La reconnaissance des paysages identitaires est un processus qui fait appel à la subjectivité, à la sensibilité et aux perceptions de la collectivité. Ces impressions peuvent être liées à l'expérience vécue, à l'histoire d'un lieu et de ses habitants [...] ou à l'intérêt que présente un paysage sur le plan visuel et esthétique. Par exemple, sur un territoire où se côtoient montagnes et plateaux [...], une région pourrait accorder une plus grande importance aux plateaux qui témoignent d'une vie rurale riche et diversifiée alors qu'une autre pourrait attribuer une valeur considérable à la montagne pour la diversité de son couvert forestier et le réseau de sentiers qui s'y trouve. »

Il apparaît donc que la notion de paysage est utile pour cibler les éléments identitaires d'un territoire (Sgard, 1997), car selon Di Méo, Sauvatre et Soufflet (2004), les paysages figurent parmi les symboles les plus « vivaces » de l'identité territoriale. En effet, si les spécialistes de la conservation travaillent plutôt avec des termes tels qu'écosystème, cadre écologique de référence, corridor écologique, habitat faunique, milieu humide, écosystème forestier exceptionnel, espèce menacée ou vulnérable, service écologique, etc., ceux-ci ont une faible résonance dans l'esprit collectif. À l'inverse, le terme « paysage » a une connotation plus

accessible et plus rassembleuse, ce qui s'avère souhaitable dans une optique où l'on souhaite que ce soit l'ensemble d'une population donnée qui se prononce sur les milieux naturels identitaires d'un territoire dans le but de faciliter leur conservation. Cet état des choses se reflète dans la définition de « paysage » donnée par Paquette, Poullaouec-Gonidec et Domon (2005, p. 36) qui précisent que celui-ci est :

« avant tout un concept de qualification sociale et culturelle du territoire. [...] Cette qualification implique la reconnaissance des attributs, des caractères ou des propriétés d'un territoire par un individu ou par une collectivité; étant entendu que cette reconnaissance procède d'une diversité de points de vue (ex. : esthétique, ludique, scientifique, environnemental, patrimonial, économique, etc.), fait appel à l'ensemble des sens et demeure essentiellement l'expression des valeurs (individuelles ou collectives) présentes dans un espace-temps donné. »

De plus, il apparaît que l'appréciation d'un paysage requiert que certaines de ses caractéristiques fassent l'objet d'un lien d'attachement ou de valorisations sociales et culturelles particulières (Paquette, Poullaouec-Gonidec et Domon, 2008), c'est pourquoi ceux-ci peuvent éventuellement être qualifiés « d'identitaires ». Plusieurs valeurs peuvent être accordées aux paysages, tels que les valeurs utilitaires, esthétiques, environnementales, symboliques, patrimoniales et affectives. Le sentiment identitaire qu'une société peut développer à l'égard des paysages et des milieux naturels qui les composent est donc basé sur le mélange de valeurs qu'elle y associe (Fourny, 2008). C'est pourquoi le choix des paysages identitaires passe par la consultation des citoyens d'une région donnée, car ce sont eux les seuls juges en mesure de les définir. (Paquette et al., 2008) Il va sans dire que plusieurs de ces valeurs, une fois qu'elles sont définies, favorisent la conservation des paysages dans le but de préserver les éléments à l'origine de ces valeurs. C'est pourquoi il est possible de parler de « conservation identitaire », car celle-ci vise la protection de milieux naturels bénéficiant d'une valorisation particulière aux yeux des populations consultées, ce qui en fait des « milieux naturels identitaires ».

4.2 Définition, caractéristiques et avantages de la conservation identitaire

Le concept de « conservation identitaire » en lien avec les milieux naturels n'est pas nécessairement présent dans la littérature, mais de nombreuses autres définitions en lien avec l'identité, le territoire, le patrimoine et les paysages permettent de le définir (Di Méo et al., 2004; Sgard, 1997). À la lumière de cette revue de littérature, il est possible de définir la conservation identitaire comme étant une forme de conservation avant tout basée sur une volonté sociale et populaire (Paquette et al., 2008). L'objectif derrière ce concept de conservation est toujours de préserver l'intégrité des milieux naturels, mais en fonction des priorités ciblées par les citoyens et non des spécialistes (Tremblay et Domon, 2005). Le but n'est pas d'exclure toutes considérations scientifiques en matière de conservation, mais de ne plus seulement miser sur elles. Il s'agit donc d'un concept qui implique une réflexion collective sur l'aménagement du territoire en amont des projets de développement dans le but de définir des milieux naturels identitaires ayant une grande valeur pour la société (Fourny, 2008). Il est possible d'espérer que le fait de mettre au jour cette valeur collective mènera éventuellement à la naissance d'un mouvement de conservation analogue à celui prôné par « l'éthique de la terre » d'Aldo Léopold (1949). En effet, une fois que des éléments de valeur sont ciblés, ici des milieux naturels, il est difficile éthiquement de ne pas leur accorder une certaine protection.

L'objectif derrière la conservation identitaire est aussi de créer un pouvoir d'influence collectif efficace sur les gestionnaires du territoire afin de mettre en œuvre les priorités de conservation ainsi ciblées (Fourny, 2008).

L'intérêt de la conservation identitaire réside principalement dans les aspects sociaux du concept, qui sont traditionnellement peu pris en compte dans le processus de conservation des milieux naturels (Tremblay et Domon, 2005). Dans un premier temps, le fait de cibler des milieux naturels identitaires sur un territoire donné permet de créer un projet collectif qui démocratise la conservation (Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation [MAMH], s. d.b). Cet avantage permet de mettre l'aménagement du territoire et la protection des écosystèmes à l'agenda populaire, puis d'en faire un sujet de préoccupation accessible à tous. Cet exercice permet ainsi de renforcer la fierté collective et le sentiment d'appartenance à l'égard des composantes naturelles du territoire. (Gobin-Jobeil, 2018; Trépanier, 2000) En effet, Di Méo et al. (2004) précise que ces composantes forment « un lien identitaire, sensible, émotionnel, affectif entre le sujet, les groupes sociaux et les territoires » qui fait en sorte que les gens ont à cœur leur protection (Sgard, 1997). Dans un deuxième temps, la conservation identitaire a l'avantage de mettre le pouvoir de décision en matière d'aménagement dans les mains des citoyens, car ce sont eux qui déterminent les priorités de conservation. Cette façon de procéder permet de prendre en compte des opinions, des valeurs et des considérations en lien avec la conservation des milieux naturels qui sont non disponibles autrement pour les gestionnaires du territoire. (Paquette et al., 2008) Le fait d'intégrer ces préoccupations populaires dans les décisions permet alors de faire des choix qui sont plus démocratiques (MAMOT, 2012). Finalement, comme la conservation identitaire est issue d'un mouvement collectif, la volonté de préserver les milieux naturels ciblés ne vient pas seulement des gestionnaires du territoire, mais bien de l'ensemble des citoyens, ce qui en fait un levier d'action important, notamment sur les élus (Fourny, 2008). En effet, il est possible de penser qu'il est plus facile de contourner des cibles de conservation fournies par des organismes et des spécialistes, et qui sont inconnues du public. Une fois que ces cibles sont définies collectivement, il est plus difficile politiquement de justifier une inaction et une absence de résultats, car les projets de conservation deviennent alors des projets de société (MAMH, s. d.b).

4.3 Exemples de conservation identitaire présents au Québec

Dans le but de mieux comprendre en quoi consiste la conservation identitaire, des exemples présents au Québec ont été relevés. Ceux-ci ne sont pas le reflet exact de la définition de la conservation identitaire présentée précédemment, mais ils démontrent une correspondance avec ce concept que cet essai vise à définir. Le tableau 4.1 illustre la problématique des exemples, les résultats obtenus et les motivations derrière les volontés de conservation. Certains exemples ne concernent pas la problématique de l'étalement urbain, mais bien celle de l'industrie forestière, et le concept de conservation identitaire demeure le même dans les deux cas. Le tableau 4.1 n'est pas exhaustif et il vise seulement à présenter quelques cas permettant de construire un portrait de la situation au Québec.

Tableau 4.1 Exemples de conservation identitaire au Québec

Lieu	Situation	Moyens employés	Résultats	Références	Commentaires
Forêt du Grand Coteau, à Lorraine dans les Laurentides.	Boisé de 40 099 m ² en milieu urbain menacé par le développement domiciliaire en 2011. La Ville de Lorraine souhaitait plutôt créer une réserve foncière pour le terrain et a demandé l'appui de la population pour permettre le rachat des terrains zonés résidentiels.	<ul style="list-style-type: none"> - Référendum auprès des citoyens (taux de participation de 38 %); - Entente de gré à gré (tentatives infructueuses); - Expropriation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Vote citoyen en 2011 à 72 % en faveur de la conservation du boisé, ce qui a permis sa conservation; - Taxe annuelle de 68 \$ maximum pendant 25 ans pour les citoyens; - Subvention de 500 000 \$ de la CMM; - Les avis d'expulsion totalisent une somme de 1,4 M \$. 	Champagne (2011, 5 décembre) Radio-Canada (2018, 6 juillet) Ville de Lorraine (2013)	Bien que ce soit la Ville de Lorraine qui a initié la conservation du boisé, ce sont les citoyens qui ont eu le dernier mot afin de choisir si collectivement, le boisé valait la peine d'être conservé.
Boisé des Estacades, à Trois-Rivières en Mauricie.	Le Boisé des Estacades, une forêt privée de 300 000 m ² en milieu urbain, située au bord de la rivière Saint-Maurice, est mis en vente à l'automne 2018 dans le but de construire un développement résidentiel. Un regroupement de citoyens s'oppose au projet et fait pression sur la Ville de Trois-Rivières pour conserver ce milieu naturel.	<ul style="list-style-type: none"> - Pétition ayant récolté jusqu'à maintenant 13 557 signatures; - Mobilisation citoyenne au conseil municipal. 	<ul style="list-style-type: none"> - En raison du soulèvement populaire, la Ville de Trois-Rivières envisage d'acquérir le terrain pour créer un parc public. Possibilité de négocier un projet de développement plus acceptable avec un futur acheteur du boisé, qui respecterait davantage de conditions environnementales; - La décision sera influencée par une consultation publique. 	Alarie (2018, 2 octobre) Bouchard (2018, 24 septembre) Vermot-Desroches (2018, 27 septembre)	Le syndrome du « Pas dans ma cour » ne serait pas en cause ici. La mobilisation citoyenne est d'une trop grande envergure pour cela. Le citoyen à l'origine du mouvement s'inquiète avant tout de la préservation environnementale du site. Les valeurs récréotouristique et sociale du site ont aussi été mises de l'avant.
Boisé du Souvenir, dans le quartier Laval-des-Rapides à Laval	Le Boisé du Souvenir est un boisé urbain de 10 hectares situé au cœur d'un corridor écologique qui est menacé par le passage d'un boulevard. L'intention de commencer les travaux de construction est annoncée par la Ville de Laval en 2012 pour désengorger le réseau routier. En 2013, un regroupement citoyen, les Amis du Boisé du Souvenir, s'est formé pour assurer la conservation du boisé.	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une pétition; - Rédaction d'un mémoire intitulé <i>La valeur considérable des boisés lavallois</i>; - Rencontre du regroupement avec les élus. 	<ul style="list-style-type: none"> - En août 2017, la Ville de Laval a annoncé que le Boisé du Souvenir allait obtenir un statut de conservation; - Le regroupement citoyen souhaite maintenant qu'un parc urbain soit créé à cet endroit. 	Amis du Boisé du Souvenir (s. d.) Champagne (2014, 7 juillet) St-Amour (2017, 1er août)	Les deux citoyens à l'origine de la création du regroupement souhaitaient préserver la valeur écologique du boisé, mais aussi sa valeur environnementale pour la qualité de vie de résidents du quartier, au sujet notamment de la lutte aux îlots de chaleur, de la qualité de l'aire et de la lutte au réchauffement climatique.
Parc national du Mont-Orford en Estrie	Projet de privatisation de 459 hectares du mont Orford afin de construire 1 000 unités de condo suite à un projet de loi du gouvernement provincial. Cela a mené à la mobilisation en 2006 de milliers de citoyens sous la coalition SOS Parc Orford pour protéger la montagne du développement et de la privatisation.	<ul style="list-style-type: none"> - Manifestations réunissant des milliers de personnes; - Pétition ayant récolté 86 000 signatures; - Campagne de sensibilisation; - Rachat du droit d'exploitation; - Expropriations. 	<ul style="list-style-type: none"> - Abandon du projet de privatisation par le gouvernement et rachat du droit d'exploitation de la montagne pour plusieurs M \$; - Après 4 ans de lutte citoyenne, le gouvernement réintègre les 459 hectares menacés du mont Orford au sein de la superficie du Parc national en 2010; - Agrandissement du Parc national de 40 km² par l'expropriation de propriétaires au coût de 16 M \$. 	Hamelin (2015, 4 mai) Lahaye (2007) SOS Parc Orford et Radio-Canada (2016)	La protection du mont Orford est l'une des premières et des plus importantes démonstrations au Québec de la volonté citoyenne de conserver un milieu naturel pour sa valeur inestimable pour la collectivité, sur les plans environnementaux, récréatifs, esthétiques et sociaux. Le critère de l'acceptabilité sociale face aux projets de développement au Québec est né de ce combat selon plusieurs parties prenantes.

Tableau 4.1 Exemples de conservation identitaire au Québec (suite)

Lieu	Situation	Moyens employés	Résultats	Références	Commentaires
Parc régional de la forêt Ouareau et autres zones forestières entourant des lacs à proximité de Chertsey, dans Lanaudière.	Cette forêt de 160 km ² a un statut de parc régional, mais cela ne la protège pas des coupes forestières industrielles. Le regroupement citoyen les Amis de la forêt Ouareau se bat depuis 15 ans pour faire cesser ces coupes. La situation est la même pour les autres zones forestières autour des lacs de la municipalité de Chertsey, où des coupes sont prévues depuis 2016 et sont en attente d'approbation sur 1 300 hectares.	<ul style="list-style-type: none"> - Manifestation publique de la part du regroupement citoyen; - Consultation publique à Chertsey réunissant 150 personnes; - Pétition de 1 200 signatures. 	<ul style="list-style-type: none"> - La forêt Ouareau n'a toujours pas de statut de protection plus contraignant, et jusqu'à maintenant, 40 % du couvert forestier de cette forêt aurait été coupé. - En ce qui concerne les coupes forestières autour des lacs, les discussions sont toujours en cours à savoir si elles auront lieu ou non, en raison des protestations des citoyens et de la municipalité. 	Amis de la forêt Ouareau (2018) Bégin (2016, 18 mars) Brouillette (2018, 7 novembre) Desplanques (2018, 16 juillet)	Le maire de Chertsey a précisé que la marque de commerce de sa municipalité est la beauté de la nature, d'où l'importance de la préserver. De leur côté, les résidents craignent la détérioration de la qualité de l'eau et la destruction des paysages qui sont la richesse principale de leur municipalité.
Mont-Kaaikop, touchant plusieurs municipalités dans les Laurentides.	Il y a eu planification de coupes forestières par le MFFP dans le Mont-Kaaikop en 2012. Cela a mené à la création de la Coalition Mont-Kaaikop en 2013, un OSBL composé de citoyens et d'organismes qui militent pour que le Mont obtienne un statut d'aire protégée.	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une pétition signée par 6 017 personnes en 2013; - Demande d'injonction interlocutoire pour faire cesser les coupes en 2014; - Rencontre avec la MRC pour négocier la fin des coupes forestières en 2015; - Consultation publique à l'échelle du Québec en 2016 où 1 000 personnes se sont prononcées sur l'avenir du Mont-Kaaikop. 	<ul style="list-style-type: none"> - La Coalition a obtenu l'injonction interlocutoire en 2014; - Le MFFP a suspendu sa planification de coupe sur ce territoire en décembre 2015 en attendant de trouver une entente; - La consultation publique a permis d'illustrer que 81 % des répondants souhaitent un statut d'aire protégée pour le Mont-Kaaikop et 95 % sont contre les coupes forestières; - La Coalition milite toujours pour l'obtention du statut d'aire protégée sur le Mont-Kaaikop. 	Bégin (2016, 18 mars) Brouillette (2018, 7 novembre) Coalition Mont-Kaaikop (s. d.)	L'objectif de la Coalition citoyenne est de préserver la biodiversité et la qualité exceptionnelle de l'environnement naturel du Mont-Kaaikop. La Municipalité de Sainte-Lucie-des-Laurentides, où est située une partie du Mont, reconnaît d'ailleurs qu'il s'agit d'un symbole identitaire important pour la communauté.
Paysages forestiers longeant la rivière Péribonka, à Lamarche au Saguenay-Lac-Saint-Jean.	Il y a eu planification de coupes forestières par le MFFP sur 14 km le long de la rivière Péribonka en 2018, au cœur d'un projet récréotouristique de la municipalité de Lamarche. Les projets de coupes sont récurrents dans la région depuis 2010, malgré l'opposition de plusieurs citoyens et certains élus, qui se sont rassemblés dans le Comité de sauvegarde de la rivière Péribonka, qui a pour objectif de préserver les paysages autour de la rivière sur 530 km ² . Une demande officielle a été réalisée par le Comité pour obtenir un statut d'aire protégée pour ce secteur.	<ul style="list-style-type: none"> - En 2010, 5 260 personnes ont signé une pétition pour préserver les paysages forestiers autour de la rivière Péribonka; - En 2018, il y a eu opposition aux coupes forestières lors d'une consultation publique tenue par le MFFP. 	En raison de la vive opposition populaire, le MFFP a reculé dans son projet, et aucune coupe n'est prévue dans le secteur avant 2023.	Boréalisation (s. d.) Desplanques (2018, 16 juillet) Tremblay (2012, 20 mars)	Les citoyens et la mairesse de Lamarche veulent défendre le potentiel récréotouristique associé aux paysages forestiers situés le long de la rivière Péribonka, qui représente l'avenir économique de leur municipalité. La valeur environnementale du site est également au cœur de la volonté de conservation du Comité.

Tableau 4.1 Exemples de conservation identitaire au Québec (suite)

Lieu	Situation	Moyens employés	Résultats	Références	Commentaires
Dans les « aires de protection d'altitude moyenne », soit entre 350 et 550 mètres d'altitude dans les monts Sutton, dans la MRC Brome-Missisquoi, en Montérégie.	Regroupement pour un développement durable à Sutton (RDDS), constitué au départ de 24 citoyens, se bat judiciairement contre les nouveaux règlements de zonage et de lotissement de la Ville de Sutton adoptés en juin 2015, qui permettent la construction résidentielle dans les aires de protection. 800 hectares ont ainsi vu leur protection être réduite par les nouveaux règlements.	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation citoyenne de 350 à 400 personnes lors d'une assemblée de consultation publique; - Pétition comprenant 530 signatures; - 200 citoyens ont financé la bataille judiciaire échelonnée sur trois ans contre la Ville. 	Jugement favorable de la Cour d'appel du Québec pour le Regroupement, qui force la Ville à revenir à ses règlements initiaux.	<p>Amis du Pinnacle (2015)</p> <p><i>Benoit c. Ville de Sutton</i> (2018)</p> <p>Radio-Canada (2015, 4 mai)</p> <p>Radio-Canada (2018, 12 septembre)</p> <p>RDDS (2018)</p>	Le RDDS vise à protéger l'intégrité des monts Sutton, qui ont une valeur élevée pour la communauté, par la présence de paysage faisant partie du patrimoine collectif. Le RDDS considère qu'il s'agit d'un précédent qui envoie un message à toutes les municipalités du Québec, surtout que Sutton était financé par l'UMQ dans ce dossier. Leur succès est un exemple de victoire citoyenne.
Le mont Pinnacle et ses paysages à Frelighsburg, dans la MRC Brome-Missisquoi, en Montérégie.	Plusieurs tentatives de développements immobiliers et récréotouristiques ont eu lieu sur le mont Pinnacle. En 2015, un nouveau projet est à l'étude suite à la volonté de modifier le règlement sur les usages conditionnels. Face à ces menaces, un regroupement citoyen, les Amis du mont Pinnacle, s'est formé en 2008 afin de préserver l'intégrité du mont et ses paysages. De plus, la compagnie de télécommunication Bell souhaite installer en 2016 une tour de télécommunication à proximité du mont Pinnacle, menaçant possiblement l'intégrité du paysage.	<ul style="list-style-type: none"> - Front commun avec les citoyens de Bromont et de Sutton en 2015; - Référendum en 2015 concernant le nouveau règlement sur les usages conditionnels; - Appel à l'aide public auprès des médias, de divers ministères provinciaux et fédéraux en 2016. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'instant, aucun développement n'a vu le jour sur le mont Pinnacle, dont plusieurs sections sont protégées; - Les antennes de télécommunication ont été installées en tentant de réduire le plus possible les effets négatifs sur les paysages. 	<p>Amis du Pinnacle (s. d.)</p> <p>Amis du Pinnacle (2015)</p> <p>Forcier (2015, 20 mai)</p> <p>Laflamme (2016, 22 février)</p> <p>Laflamme (2016, 28 février)</p> <p>Le Devoir (2004, 2 octobre)</p> <p>Radio-Canada (2015, 4 mai)</p>	Le mouvement citoyen est à l'œuvre pour protéger le mont Pinnacle et ses paysages en raison de leur valeur inestimable pour la communauté et les entreprises agrotouristiques locales. Cette valeur prend donc des formes environnementales, esthétiques, écologiques et sociales.
Le mont Brome, dans la ville de Bromont, dans la MRC Brome-Missisquoi, en Montérégie.	Ski Bromont souhaite développer un projet domiciliaire dans le mont Brome en 2013 en collaboration avec la Ville de Bromont. Un regroupement citoyen sous forme d'OBSL, Protégeons Bromont, se forme alors en avril 2013 pour s'opposer au projet. Ils sont soutenus par un autre regroupement citoyen, les Amis des sentiers de Bromont.	<ul style="list-style-type: none"> - Pétition comprenant plus de 4 000 signatures à l'échelle du Québec; - Mobilisation citoyenne, sensibilisation et démonstrations diverses auprès de la Ville pour bloquer le projet; - Achat des terrains visés par le développement. 	<ul style="list-style-type: none"> - En 2015, le projet de développement a été abandonné par le conseil municipal de Bromont suite aux pressions citoyennes; - Les terrains visés par le développement ont été rachetés par la Ville de Bromont officiellement en 2018, permettant ainsi de créer un parc public, le Parc des Sommets. 	<p>Amis du Pinnacle (2015)</p> <p>Laflamme (2018, 30 mars)</p> <p>Protégeons Bromont (s. d.)</p> <p>Radio-Canada (2018, 25 février)</p>	Le regroupement citoyen cherche à protéger la valeur écologique résiduelle du mont Brome et croit que cette protection est dans l'intérêt commun de tous les citoyens de Bromont ainsi que des générations futures. Le site est en effet d'une grande valeur pour les citoyens, notamment pour des activités récréatives et touristiques. Il est précisé que la montagne est « le cœur de Bromont », d'où l'importance de sa protection. Le succès de la protection du mont Brome est ainsi vu comme une importante victoire citoyenne.

4.4 Analyse des exemples de conservation identitaire

Les exemples du tableau 4.1 permettent de cibler des éléments structuraux concrets de la conservation identitaire qui a lieu actuellement au Québec, dont certains rejoignent la définition de la sous-section 4.2, mais où d'autres éléments diffèrent. D'une part, la caractéristique centrale de chaque exemple présenté correspond à l'importance du rôle des citoyens dans les moyens employés afin d'obtenir des résultats de conservation. En effet, dans tous les exemples, la volonté citoyenne a été au cœur du processus de conservation. Dans la plupart des cas, les citoyens étaient organisés dans des regroupements officiels, ce qui permettait de centraliser la mobilisation, puis de produire un message cohérent et unifié, devenant ainsi beaucoup plus efficace. D'autre part, il est possible de noter que l'attachement identitaire aux milieux naturels est au cœur de la volonté de conservation citoyenne dans chacun des exemples. Ce sentiment identitaire découle par ailleurs de plusieurs valeurs nommées par les citoyens, qu'elles soient environnementales, esthétiques, sociales, etc., ce qui confirme les éléments théoriques derrière la conservation identitaire présentés à la sous-section 4.1.2. Le RDDS (2018) précise à ce sujet :

« Le développement ne sera durable et bénéfique que s'il préserve pour l'avenir un milieu naturel et des paysages qui font partie du patrimoine collectif. [...] Une fois qu'ils auront été parsemés de résidences hétéroclites, d'éclairages nocturnes et de chemins sujets à l'érosion, il sera trop tard. »

Ces valeurs font en sorte que les gens sont prêts à se battre politiquement et même judiciairement afin de conserver les milieux naturels auxquels ils sont attachés. De plus, les exemples font ressortir l'importance de la notion de paysage, car c'est souvent de cette façon que les milieux naturels à protéger sont désignés par les citoyens. Il est ainsi davantage question de « richesse paysagère » ou de la « richesse collective des milieux naturels », que de « richesse écologique », alors que dans tous les cas, la valeur environnementale des sites était importante. Celle-ci n'était pas exclue du discours de conservation, mais elle n'était pas nécessairement à la première place.

Un autre élément qui relie ces exemples est que chacune des mobilisations envers la conservation a eu lieu en réaction à un événement, que ce soit un projet résidentiel ou des planifications de coupes forestières. Les regroupements citoyens ne se formaient donc pas en amont, mais bien en aval des projets, ce qui constitue une différence avec la définition théorique de la conservation identitaire. Dans tous les cas, cela s'avérait un obstacle majeur par la suite, car les procédures de développement étaient déjà enclenchées et ils étaient alors beaucoup plus difficiles de revenir en arrière. Cela illustre à quel point les citoyens ne sont pas suffisamment pris en compte dans les décisions d'aménagement du territoire actuellement au Québec. Les regroupements citoyens affirment qu'ils n'ont pas d'écoute de la part du milieu municipal, et ils ont l'impression que les changements de zonage et les projets de développement se font dans le dos des citoyens en raison des procédures opaques qui sont utilisées. Le cas de Sutton illustre l'ampleur de la problématique, car le RDDS (2018) précise qu'il est « devenu manifeste que des intérêts privés s'activent dans l'ombre pour tirer profit de la confusion et de la complexité juridique afin d'atteindre des objectifs préjudiciables à l'intérêt public. » De plus, les changements apportés aux règlements de Sutton allaient à

l'encontre du plan d'urbanisme adopté en 2011 suite à un processus de consultation publique, ce qui montre les limites des outils de gestion du territoire. Le RDDS (2018) va plus loin en affirmant :

« En effet, ce que recherchent leurs clients, c'est justement de bénéficier de la beauté des paysages environnants. Ce qui importe alors, c'est moins la superficie de l'emplacement convoité que la perspective offerte sur le paysage. [...] Ironiquement, on veut voir des paysages préservés sans se soucier d'entacher, en se faisant, un cadre naturel protégé, celui de sa propre municipalité. »

C'est pourquoi le concept de conservation identitaire vise à planifier le développement du territoire en collaboration avec la volonté citoyenne en amont des projets, permettant ainsi des choix démocratiques de conservation qui réduisent les contestations par la suite. Les résultats présentés au tableau 4.1 montrent également que la volonté citoyenne possède un poids non négligeable pour conserver certains milieux naturels et qu'il s'agit d'un levier d'action efficace. Sans cette mobilisation, il est possible de croire que dans certains cas, les développements résidentiels ou industriels auraient eu lieu dans les milieux naturels sans autre forme de considération (Hamelin, 2015, 4 mai). À ce sujet, le maire de Bromont précise « quand une population décide de se mettre ensemble et de dire qu'on s'en va dans telle direction, c'est difficile à arrêter » (Laflamme, 2018, 30 mars). Gérald Désourdy, qui a participé au financement du Parc des Sommets de Bromont, abonde dans le même sens :

« C'est phénoménal qu'une petite population de 9500 habitants puisse lever au-delà d'un million de dollars dans le milieu privé et qu'elle réussisse ensuite à mettre tellement de pression sur les gouvernements provincial et municipal pour lever les fonds nécessaires [à la conservation]. » (Laflamme, 2018, 30 mars).

De leur côté, les municipalités se défendent en disant qu'elles ont à cœur l'environnement, mais aussi le développement économique et social, et elles assurent qu'elles sont à l'écoute de leur population (Giroux, 2015, 4 mai). Il apparaît néanmoins que la volonté citoyenne n'est pas toujours entendue par celles-ci et qu'il s'agit d'un outil précieux pour favoriser la conservation de certains milieux naturels lorsque les gestionnaires du territoire souhaitent aller de l'avant avec le développement urbain.

4.5 Parallèle entre le sentiment d'appartenance associé au territoire agricole et aux milieux naturels

La sous-section précédente a permis d'illustrer des cas récents de conservation identitaire au Québec. Or, il apparaît que l'exploitation du lien identitaire avec le territoire a déjà été utilisée par le passé dans un autre aspect de la gestion de l'aménagement territorial au Québec. En effet, il est possible de réaliser un parallèle entre la mise en place du zonage agricole dans la province et la conservation identitaire des milieux naturels. Bien que la formule soit un peu différente dans le cas du territoire agricole, entre autres parce que les citoyens ne se sont pas mobilisés directement pour demander ce zonage et n'ont pas été consultés officiellement au cours du processus, l'importance du lien identitaire avec le territoire est au cœur des deux approches de conservation.

Ainsi, la mise en place du territoire agricole, de la CPTAQ et de la LPTAA a été rendue possible à l'époque grâce notamment au fort sentiment d'appartenance identitaire des Québécois à l'égard des milieux agricoles.

En effet, les paysages agricoles font partie de l'identité québécoise (Vivre en Ville, s. d.b), car l'histoire de la province est profondément marquée par l'agriculture et celle-ci est un élément central des racines culturelles du Québec. Il apparaît que « le Québec s'est développé, construit et érigé par l'agriculture » (Poirier, 2010, p. 8), un constat très présent dans l'esprit populaire à l'époque de la mise en œuvre du zonage agricole en 1978. La caractéristique centrale du succès du zonage agricole est donc l'appui de la population à cette décision d'aménagement, jumelé à la volonté politique de l'époque de protéger le territoire agricole. Or, le fait d'utiliser le rapport identitaire de la société envers des sections du territoire pour les conserver est un élément phare de la conservation identitaire. Par ailleurs, si l'agriculture est reconnue comme un élément identitaire fondateur du Québec, n'est-ce pas aussi le cas des milieux naturels? Larrère (2006) synthétise les pensées de plusieurs auteurs sur le sujet, et il apparaît que « la nature sauvage a dompté le colon, d'immigrants européens, elle a fait des Américains. » Les milieux naturels auraient ainsi participé aux fondements des sociétés sur le continent et seraient à l'origine de plusieurs valeurs, telles que la démocratie, la liberté et l'égalité. Les paysages naturels feraient donc également partie de l'identité québécoise.

Les divers enjeux qui ont mené à la protection du territoire agricole sont semblables à ceux des milieux naturels, surtout en ce qui concerne la lutte à l'étalement urbain. C'est pourquoi il est intéressant de comprendre comment, concrètement, la mise en place du zonage agricole a été réalisée au Québec. Chaque municipalité, en collaboration avec la CPTAQ, devait désigner, suite à des négociations, les territoires sous leur responsabilité qui allaient faire partie de la zone agricole par décret (CPTAQ, 2018). Ces territoires étaient alors exclus de tous développements urbains et économiques sans autorisation de la CPTAQ (2018). Cette façon de procéder a permis d'éviter les problèmes associés à l'expropriation déguisée, car les usages autres qu'agricoles sur les territoires ciblés conservaient un droit acquis (LPTAA). Il n'était donc pas nécessaire de dédommager financièrement les propriétaires, car ceux-ci conservaient l'usage de leur terrain. Cependant, si un an après l'adoption de la loi, le terrain était laissé sous couverture végétale, le droit acquis était perdu, et il fallait obtenir l'autorisation de la CPTAQ pour conserver un usage autre qu'agricole (CPTAQ, conversation téléphonique, 3 décembre 2018; LPTAA). Il va sans dire que ces décisions n'ont pas fait que des heureux, surtout du côté municipal, où plusieurs élus se sont plaints de perdre des revenus et du fait que la croissance économique du Québec était menacée (Radio-Canada Archives, 2018, 8 novembre), des arguments qui sont encore utilisés aujourd'hui contre la conservation des milieux naturels. La CPTAQ (2018) précise toutefois que depuis la création du zonage agricole il y a 40 ans, la nécessité de protéger les activités agricoles n'a jamais été remise en cause au Québec, notamment en raison du consensus social autour de ce système.

Le parallèle entre la protection du territoire agricole et la conservation des milieux naturels est d'autant plus intéressant, car la volonté de favoriser la participation citoyenne dans les décisions d'aménagement s'inscrit dans un contexte où les populations du monde entier ont de plus en plus à cœur la protection des milieux naturels. En effet, une étude sur la place de la nature réalisée par l'Université de *Northern British Columbia* (UNBC) et la SNAP (2018) sur plus de 2 000 Canadiens révèle que 93 % des gens croient que les aires

protégées sont nécessaires. Les deux raisons principales en faveur des aires protégées sont la protection de la faune et la préservation des beautés de la nature. Les Canadiens croient aussi que 50 % des superficies terrestres et marines au Canada et partout dans le monde ont besoin d'être protégées. Cela rejoint les résultats d'un sondage réalisé par la ZSL (2014) sur près de 7 000 personnes provenant de divers pays, tels que l'Australie, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui révèle que les gens croient que 50 % des superficies terrestres et marines devraient être protégées.

Cette volonté va bien au-delà des objectifs de conservation canadiens et québécois de 17 % du territoire, de même que des résultats actuels de la conservation. Ce sondage révèle également que les gens sondés croient que les aires protégées sont importantes, indépendamment du fait qu'ils y passent du temps ou non. Finalement, les sondés ciblent les difficultés qui selon eux empêchent l'établissement des aires protégées au Canada, soit un manque de compréhension de la valeur des aires protégées, un financement inadéquat, et fait intéressant, le fait que les gouvernements ne voient pas comme une priorité l'établissement des aires protégées. La compétition pour l'espace en lien avec le développement urbain est mentionnée, de même que le manque de soutien public envers les aires protégées. Seulement 17 % des Canadiens croient que les aires protégées coûtent trop cher. (UNBC et SNAP, 2018)

Bien que ces résultats soient un indicateur parmi d'autres, ils envoient tout de même le signal que la population accorde une grande valeur aux milieux naturels et qu'elle est prête pour davantage d'action en matière de conservation. Les gens reconnaissent la grave problématique de la perte de biodiversité et des habitats naturels, tout comme ils étaient d'accord pour mieux protéger le territoire agricole des pressions de l'étalement urbain dans les années 1970. Ces constats permettent de croire que la table est mise pour envisager un nouveau zonage de conservation identitaire au Québec, cette fois axé sur la protection des écosystèmes naturels. Il semble que la clé du succès pour ce genre de mesure est avant tout la présence d'une forte volonté sociale basée sur le lien identitaire avec le territoire, soutenue par des actions politiques.

5. OUTIL MÉTHODOLOGIQUE DE CONSERVATION IDENTITAIRE

Ce chapitre vise à présenter comment intégrer la conservation identitaire dans une démarche d'aménagement du territoire visant la protection des milieux naturels d'intérêt à l'aide d'un outil méthodologique. Pour ce faire, la portée, les objectifs et les étapes d'élaboration de la méthode sont énoncés. Différentes méthodologies existantes dans la littérature en lien avec la conservation identitaire sont décrites et analysées dans le but d'établir l'outil méthodologique visé à l'aide de la synthèse des meilleurs éléments de chaque méthode. Les étapes de l'outil sont décrites en détail et finalement, une analyse critique de la méthodologie proposée complète le chapitre.

5.1 Élaboration de l'outil méthodologique

Avant d'élaborer l'outil méthodologique de conservation identitaire, il est important de bien définir quels seront sa portée et les objectifs auxquels il devra répondre afin d'assurer son efficacité et sa pertinence. Par la suite, les étapes précises qui seront suivies pour l'élaboration de l'outil sont détaillées.

5.1.1 Portée de l'outil

La portée de l'outil méthodologique sert à circonscrire son champ d'action, de façon à se concentrer sur les éléments les plus pertinents soulevés dans les précédents chapitres. De plus, elle permet une meilleure utilisation de l'outil, en définissant dans quel contexte il est utile et applicable.

Dans un premier temps, l'outil méthodologique s'intéresse uniquement à la protection des milieux naturels terrestres et humides, excluant ainsi les milieux aquatiques et marins. En effet, cet essai vise avant tout à lutter contre l'étalement urbain pour mieux préserver les milieux naturels, or les milieux aquatiques et marins ne sont touchés que de façon indirecte par cette problématique. Dans un deuxième temps, la portée de l'application de l'outil méthodologique se concentre sur l'échelle municipale et régionale, dans le but d'obtenir une certaine précision dans le choix des milieux naturels à conserver. L'échelle provinciale est exclue, car elle se prête plus difficilement à un exercice de conservation identitaire, en raison de l'immensité du territoire à considérer, de la dilution du sentiment d'appartenance et de la difficulté de cibler des milieux naturels précis dans ces conditions. Par contre, l'outil pourrait être repris dans chaque région administrative, de façon à obtenir un portrait provincial de la conservation identitaire et être en mesure d'adopter des objectifs provinciaux spécifiques. De plus, comme l'outil méthodologique se veut un moyen de lutte à l'étalement urbain, son utilisation est pertinente surtout dans les régions au sud du Québec, là où cette problématique est présente. C'est également au sud du Québec que la population est la plus dense, facilitant ainsi la réalisation d'un exercice de conservation identitaire, qui repose principalement sur une volonté populaire. Par ailleurs, la conservation identitaire se concentre avant tout sur la valeur identitaire des milieux naturels, ce qui signifie que ce n'est pas uniquement la valeur écologique qui guide le choix des milieux à conserver. Pour cette raison, l'outil méthodologique s'applique à l'ensemble des milieux naturels d'un territoire à l'étude, indépendamment de leur valeur écologique.

5.1.2 Objectifs et contraintes de l'outil

Les objectifs de l'outil méthodologique de conservation identitaire sont désignés à partir des priorités et des constats issus des chapitres 3 et 4 de cet essai afin d'en assurer la pertinence dans le contexte actuel. De plus, les contraintes auxquelles l'outil doit répondre sont énoncées pour encadrer son efficacité.

Objectifs de l'outil méthodologique de conservation identitaire :

- Inclure les terres privées du sud du Québec dans l'analyse du territoire;
- Cibler de grandes superficies à protéger allant de 30 à 50 % du territoire à une échelle donnée;
- Utiliser la participation citoyenne afin de cibler les priorités de conservation des milieux naturels d'un territoire donné à l'aide de diverses valeurs identitaires;
- Être inclusif et représentatif dans le processus de participation citoyenne en incluant des citoyens de tout âge, toute nationalité, tout niveau de scolarité et toute réalité socio-économique;
- Éviter de biaiser l'opinion publique par l'avis d'expert sur la conservation;
- Créer un levier d'action à long terme pour que les gestionnaires territoriaux intègrent les priorités de conservation des citoyens dans l'aménagement du territoire.

Contraintes à prendre en considération pour assurer l'efficacité de l'outil :

- Être réaliste dans le contexte actuel selon les structures administratives existantes;
- Être applicable à différentes échelles territoriales;
- Permettre de cibler avec précision des milieux naturels ou des sections de territoire à conserver à l'échelle territoriale choisie.

5.1.3 Étapes d'élaboration de l'outil

Dans le but de créer l'outil méthodologique de conservation identitaire, plusieurs étapes s'enchaînant dans une suite logique ont été définies. D'abord, une revue de littérature des méthodes pertinentes est réalisée et un choix est effectué selon certains critères. Les méthodes choisies sont présentées en détail, notamment en ce qui concerne leurs étapes de réalisation et des exemples d'application. Par la suite, la façon d'adapter la méthode au contexte de la conservation identitaire est détaillée. Une analyse critique est aussi rédigée pour chaque méthode dans le but de cibler les avantages et les faiblesses de chacune. Ensuite, une revue de littérature concernant les étapes générales d'une méthodologie de conservation est effectuée pour construire le squelette de l'outil méthodologique. Une analyse synthèse finale des méthodes présentées est produite dans un tableau afin d'orienter la construction de l'outil. Pour finir, les étapes précises de l'outil méthodologique de conservation identitaire sont détaillées et analysées.

5.2 Revue de littérature des méthodologies existantes en lien avec la conservation identitaire

De prime abord, il faut savoir qu'il n'existe pas de méthodologies définies dans la littérature pour réaliser un exercice de conservation identitaire en lien avec les milieux naturels tel que présenté dans cet essai. Par contre, il existe plusieurs méthodologies élaborées dans des contextes apparentés, qui pourraient être

adaptées à la situation particulière de la conservation identitaire. Celles-ci sont décrites de façon théorique et mises en contexte par des exemples d'application réels, puis leur pertinence et les adaptations nécessaires dans un exercice spécifique de conservation identitaire sont énoncées. Chaque méthodologie est analysée de façon à cibler ses avantages et ses faiblesses, dans le but de rédiger une méthodologie synthèse s'inspirant des forces de chacune.

La sélection des méthodologies présentées s'est effectuée en fonction de plusieurs critères, afin de présenter celles qui étaient les plus pertinentes dans le contexte de la conservation identitaire, et qui allaient permettre de créer la méthodologie synthèse la plus efficace possible. Ces critères sont :

- La méthodologie théorique a déjà été appliquée, idéalement au Québec, dans des exemples concrets;
- La méthodologie permet de cibler des éléments identitaires sur un territoire à l'étude, idéalement des milieux ou des paysages naturels, que ce soit de façon directe ou indirecte;
- La méthodologie prévoit une méthode de consultation publique;
- La méthodologie et ses exemples d'application sont bien documentés, l'information est facilement accessible, et il est possible d'obtenir des précisions sur l'application de la méthode si nécessaire;
- Chaque méthode présentée possède au moins une caractéristique distinctive par rapport aux autres et apporte un avantage que les autres n'ont pas.

Toutes les méthodologies choisies ne respectent pas nécessairement ces 5 critères, mais elles en rencontrent au moins 4.

5.2.1 Méthode Lynch

Kevin Lynch est un urbaniste qui s'est intéressé à l'image que les citoyens avaient de leur milieu urbain dans certaines grandes villes américaines, telles que Boston et Los Angeles, dans les années 1970. Son objectif était « de définir une méthode abrégée pour déterminer l'image collective de n'importe quelle ville » (Lynch, 1976, p.166). Bien que cette méthode ne s'intéresse pas particulièrement aux milieux naturels d'un territoire, il est possible de l'adapter dans ce sens. En effet, le processus utilisé pour déterminer « l'image collective » du territoire demeure le même dans le cas des milieux naturels identitaires.

D'une part, la méthode Lynch consiste à faire parcourir par un expert le territoire urbain choisi pour qu'il cible les éléments frappants, les forces ainsi que les faiblesses du milieu urbain afin d'obtenir un jugement subjectif concernant l'image de la ville étudiée. D'autre part, la méthode préconise d'interroger en profondeur un petit échantillon de personnes résidant sur le territoire étudié à propos de l'image qu'elles se font de leur environnement physique grâce à un questionnaire prédéterminé. Plus précisément, Lynch demandait aux gens de décrire, de localiser, de faire des croquis et de mimer des excursions imaginaires en lien avec les éléments les plus marquants d'une ville. Il interrogeait des gens qui habitaient et travaillaient dans la zone étudiée depuis longtemps et dont, idéalement, les lieux de travail et de résidence étaient disséminés à travers toute la zone en question. Les groupes de citoyens interrogés individuellement variaient de 15 à 30 personnes pour de très grandes villes telles que Boston, Jersey City et Los Angeles. Il

s'agit d'une méthode qualitative reconnue et qui est toujours utilisée en sciences sociales aujourd'hui dans le but de connaître des valorisations individuelles et collectives (Di Méo et al. 2004). Cette approche peut être bonifiée par une méthodologie quantitative, où en plus des questions verbales, les participants doivent noter leur appréciation à l'aide d'une échelle chiffrée d'images de lieux d'intérêt préalablement sélectionnés, tels que des paysages ou des milieux naturels précis. (Paquette et al., 2008) Dans l'exercice de Lynch, les discussions verbales étaient enregistrées, puis transcrites, et cela permettait de noter des détails comme des silences et des inflexions de voix révélateurs. La synthèse des étapes de la méthode Lynch (1976) correspond à :

- 1- Analyse du territoire par des experts pour cibler les lieux identitaires;
- 2- Choix d'un groupe de citoyens représentatifs du milieu à l'étude;
- 3- Utilisation d'un questionnaire prédéterminé pour réaliser des entrevues auprès des citoyens choisis;
- 4- Synthétiser l'information obtenue pour cibler les lieux identitaires selon les citoyens;
- 5- Comparer les résultats des étapes 1 et 4 afin de définir les lieux communs ciblés par les experts et les citoyens;
- 6- Dresser le portrait final des lieux identitaires du milieu à l'étude pour orienter les décisions d'aménagement futures.

Par ailleurs, Lynch (1976) précise qu'il serait intéressant d'adapter la méthode pour l'étude des paysages. Ces conclusions sont particulièrement intéressantes dans le cas de l'étude des milieux naturels identitaires, car elles indiquent qu'il serait possible de reprendre les bases de la méthode Lynch pour cibler ces milieux. Le *Guide de gestion des paysages* produit par Paquette et al. (2008) va d'ailleurs exactement dans ce sens. Celui-ci suggère d'utiliser des approches qualitatives ou quantitatives, telles que celle développée par Lynch, puis d'analyser l'information obtenue à l'aide de grille de codage pour mieux comprendre les préférences paysagères des citoyens sondés. Il propose aussi de mettre en place des « enquêtes photographiques », où des participants choisis doivent prendre des photos « d'éléments, de lieux ou de vues qu'ils apprécient en situation d'expérience paysagère » (Paquette et al., 2008, p. 45). Cette enquête s'accompagne d'un cahier de bord pendant la prise de photo, afin que les participants notent leurs impressions, puis des entretiens subséquents ont lieu. (Paquette et al., 2008)

Ainsi, les deux approches pourraient être combinées dans un exercice de conservation identitaire. Des experts pourraient être consultés concernant un territoire d'étude choisi, afin de cibler les paysages et les milieux naturels significatifs d'un point de vue social, esthétique, environnemental, écologique, etc. En parallèle, une adaptation du questionnaire de Lynch pourrait être reprise sur des groupes de 15 à 30 personnes selon la taille du territoire à l'étude dans le but de cibler les milieux naturels identitaires. Les moyens technologiques actuels pourraient permettre de simplifier la saisie d'information, par exemple en utilisant des formulaires associés à des bases de données, ce qui est une amélioration par rapport à l'exercice de Lynch. L'utilisation de photographies des paysages et des milieux naturels d'intérêt pourrait être jumelée au questionnaire afin que les participants puissent les évaluer quantitativement. Des visites

sur le terrain en compagnie des citoyens interrogés pourraient être effectuées pour bonifier la collecte de données concernant les milieux naturels d'intérêt grâce à des enquêtes photographiques. Il serait alors intéressant de comparer les résultats obtenus des experts et des citoyens, afin de voir si une corrélation est présente tout comme dans l'exercice de Lynch.

L'Annexe 2 de cet essai comporte le questionnaire original de sept questions de Lynch et l'adaptation suivante est proposée en s'inspirant des questions d'origine (Lynch, 1976, p. 166-167) :

- 1- Que suggère immédiatement à votre esprit le mot « paysage »? Comment décririez-vous grossièrement les paysages naturels du territoire choisi au sens matériel physique du terme?
- 2- A) Donnez le trajet précis entre votre maison et votre lieu de travail. Précisez les éléments associés aux milieux naturels que vous verriez, entendriez ou sentiriez le long du chemin. On s'intéresse à la description matérielle des choses.
B) Ressentez-vous des émotions particulières à propos de certaines parties de votre trajet en lien avec certains paysages? Combien de temps cela dure-t-il? *Il est ensuite possible de reposer ces questions pour un trajet choisi, le même pour tous (pour mieux comprendre une section du territoire en particulier).*
- 3- Quels sont les paysages ou les milieux naturels qui sont les plus caractéristiques du territoire à l'étude, ceux qui sont les plus faciles à identifier et à garder en mémoire? *L'ordre dans lequel les éléments interviennent est important.*
- 4- A) Décrire plus précisément chacun de ces éléments (nommés en 3). Si vous aviez les yeux bandés pour vous y rendre, quelles indications utiliseriez-vous pour identifier avec certitude l'endroit où vous trouveriez une fois le bandeau enlevé?
B) Ressentez-vous des émotions particulières à propos de ces éléments (ceux nommés en 3)?
C) Cibler ces éléments sur une carte du territoire.
- 5- Entretien libre :
 - A) Qu'avons-nous cherché à découvrir?
 - B) Quelle importance ont pour les gens les paysages et les milieux naturels sur le territoire et dans quelle mesure influencent-ils le sentiment d'appartenance au territoire?
 - C) Pensez-vous que le territoire à l'étude est un endroit où les paysages et les milieux naturels sont une caractéristique facilement reconnaissable du territoire?
 - D) Éprouvez-vous un certain plaisir à savoir que des paysages et des milieux naturels sont présents sur le territoire, ou un certain désagrément lorsque vous constatez leur modification ou leur disparition?
 - E) Pensez-vous que le territoire à l'étude est un endroit où les paysages et les milieux naturels sont pris en considération dans les décisions d'aménagement, et dont la valeur est protégée?
 - F) Croyez-vous que ces milieux devraient bénéficier d'un statut de protection particulier?
 - G) Parmi les régions (*ou autre échelle de territoire*) que vous connaissez, quelles sont celles qui possèdent des paysages ou des milieux naturels d'intérêt? Pourquoi?

Paquette et al. (2008) précisent que l'important dans ce genre de questionnaire est d'éviter les questions qui orientent trop directement les réponses de façon à éviter de fausser les propos des participants, et aussi d'utiliser des questions de relance, qui permettent aux gens de s'exprimer plusieurs fois et de différentes manières sur le même sujet.

Lynch (1976) précise qu'il a eu un assez bon succès avec cette méthode, même s'il est toujours possible de douter de la généralité de l'image collective obtenue de cette manière, car le groupe de personnes interrogées demeure restreint, un fait qui est toujours d'actualité (Paquette et al., 2008). En effet, la méthode de collecte d'information est lourde, car elle implique de longues entrevues individuelles, ce qui fait en sorte de limiter le nombre de participants qu'il est possible d'interroger. De plus, l'échantillon de gens choisis n'est pas forcément aussi représentatif que souhaité, car il faut des volontaires et cela biaise les participants vers les classes sociales plus élevées selon Lynch (1976). Il est alors difficile d'interroger des gens qui viennent de partout dans le milieu à l'étude, en raison de ce biais social. L'utilisation de photographies a aussi le désavantage de permettre de recueillir moins d'informations qu'une visite en nature, car il s'agit d'un processus relativement artificiel, sans compter que le choix préalable des paysages limite l'identification de valorisations insoupçonnées de la part des participants et biaise le résultat. C'est pourquoi l'enquête photographique est une bonification qui limite ce biais, mais cela rend l'exercice plus fastidieux. (Paquette et al., 2008)

Le portrait obtenu par cette méthodologie est donc sommaire, mais tout de même significatif pour Lynch (1976). Malgré la longueur des entrevues, il précise que les gens étaient généralement intéressés, voir émus, par les questions. Cette méthode a l'avantage de permettre de recueillir beaucoup d'informations variées et cela favorise une étude approfondie de la valorisation des paysages, notamment en ce qui concerne les motivations à l'origine de cette valorisation (Paquette et al., 2008). Lynch (1976) affirme aussi qu'il y avait une corrélation entre les observations des experts et des citoyens quant aux éléments identitaires du milieu urbain. Il semble que malgré quelques lacunes, cette méthode permet tout de même dresser un portrait rapide, simple et relativement concluant de l'image que les citoyens ont de leur milieu sur un territoire donné, à partir d'un échantillon d'individus restreint.

5.2.2 Méthode de la consultation par consensus informé

Le Groupe de recherche appliquée sur les processus participatifs et collaboratifs (GRAPPC) a vu le jour grâce à un regroupement de partenaires, tels que le Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoyenneté, l'Université du Québec à Chicoutimi et la Fédération québécoise des municipalités. Le GRAPPC réunit une équipe de chercheurs qui sont spécialisés dans les sciences politiques, l'acceptabilité sociale, le développement durable ainsi que les processus consultatifs et collaboratifs. En 2016, le GRAPPC a construit un projet de recherche qui consiste à mettre en place des consultations par consensus informé (CCI) dans le secteur minier au sein des MRC du Québec. Cette méthodologie de consultation citoyenne a été adaptée d'une méthode américaine dans le contexte de la Loi modifiant la loi sur les mines en 2013, qui permet aux municipalités de définir des zones incompatibles avec l'activité minière sur leur territoire.

Cette forme de consultation citoyenne vise à outiller les MRC face à ces nouvelles responsabilités en orientant les décisions des élus municipaux de façon à limiter les controverses d'acceptabilité sociale.

Le concept central de la CCI est le recrutement d'un groupe de citoyens non partisans, composé de 8 à 12 personnes, qui est responsable d'émettre des recommandations aux décideurs en ce qui concerne l'aménagement du territoire. Il s'agit d'une forme de consultation citoyenne qui est considérée novatrice, car contrairement à certaines formes de consultations comme le sondage, les CCI offrent l'opportunité aux participants de s'informer et de réfléchir ensemble sur une problématique. En effet, selon leur propre logique de raisonnement, les participants décident des questions qu'ils souhaitent poser à un groupe d'experts qu'ils choisissent et qui est mandaté pour les appuyer dans leur réflexion en fonction de leurs interrogations précises. Les citoyens peuvent ensuite émettre des recommandations à partir de critères d'exclusion qu'ils définissent pour soutenir les MRC dans leur processus de prise de décision. Cette méthodologie a l'avantage de permettre de bâtir des consensus sur une question controversée et d'éclairer certains facteurs conduisant à la non-acceptabilité sociale. Ces facteurs peuvent ensuite être pris en compte dans les décisions d'aménagement pour prévenir des controverses socio-environnementales. (GRAPPC, s. d.)

La méthodologie de la CCI a récemment été mise en application dans deux MRC au Québec, la MRC des Sources (MRCS) en Estrie et la MRC de La Vallée-de-l'Or (MRCVO) en Abitibi-Témiscamingue. La présentation de ces exemples vise à mieux comprendre chacune des étapes de cette méthodologie, à préciser la façon de réaliser chacune d'elles dans une application concrète et à analyser les forces et les faiblesses de cette méthodologie. Il est également possible d'étudier dans quelle mesure la CCI est une méthodologie adaptée pour réaliser un exercice de conservation identitaire. Le comité citoyen de la MRCVO (CCMRCVO) (2017, p. 3-4) définit ainsi la CCI :

« La CCI a pour but de proposer un nouveau type de forum destiné à de nouveaux acteurs qui ne s'expriment pas dans les formes de consultations habituelles. En plus de ses vertus de formation citoyenne, ce processus favorise un regard neuf sur un problème ayant des impacts sur l'ensemble de la population et propose des recommandations basées sur des valeurs citoyennes. [...] Par ailleurs, la désignation des territoires incompatibles avec l'activité minière par la MRC encourage un climat propice au développement régional diversifié ainsi qu'à l'épanouissement et la fierté des citoyens de la région. »

L'exercice de la CCI a eu lieu dans la MRCVO à l'automne 2017 dans le but d'établir un outil d'aide à la décision pour les élus municipaux de la région. Dans un premier temps, le processus a été lancé avec sept citoyens en collaboration avec le GRAPPC et les citoyens choisis ont préalablement analysé individuellement l'information à leur disposition. Celle-ci provenait d'un guide d'information et de réponses écrites par divers intervenants. Ils ont par la suite participé à trois journées complètes d'ateliers de réflexion facilités par un animateur, au cours desquels ils se sont questionnés de façon individuelle, ainsi qu'en groupe. Ces rencontres se sont déroulées sur une période de deux mois, parfois distancées de plusieurs semaines pendant lesquelles les citoyens étaient invités à poursuivre leurs lectures et leurs recherches individuellement, lesquelles informations ont été partagées lors des rencontres suivantes. Les membres du

comité citoyen de la CCI affirment donc que le temps, l'énergie et l'effort investis, individuellement et collectivement, dans cet exercice sont significatifs pour chacun d'eux. (CCMRCVO, 2017)

Dans un deuxième temps, suite aux rencontres d'autoformation, les participants pouvaient formuler des questions à des experts en prévision d'un forum public visant à acquérir un supplément d'information. À l'occasion de ce forum qui a eu lieu sous le format de « jury citoyen », les 12 personnes-ressources sélectionnées par le comité citoyen étaient invitées à répondre aux questions, puis à échanger concernant celles-ci devant les membres du comité, des élus municipaux et des citoyens de la MRC. Ces intervenants provenaient de domaines variés, tels que l'agriculture, l'environnement, l'aménagement du territoire, l'exploitation minière et le tourisme. (CCMRCVO, 2017) À partir de toute l'information reçue, les participants de la CCI ont eu une journée de délibération supplémentaire pour les aider à formuler des recommandations éclairées. Pour finir, la CCI s'est terminée par la tenue d'une conférence de presse visant à présenter les 24 recommandations établies par le groupe de citoyens concernant les critères à utiliser pour soustraire certains territoires de la MRC des activités minières. (GRAPPC, s. d.) Le rapport synthèse des citoyens indique que :

« Les recommandations du comité accordent une importance particulière à l'harmonisation des usages et des activités sur le territoire. [...] Le comité a le souci de présenter une vision globale et d'essayer de faire le mieux possible pour le territoire et pour les citoyens. En ce sens, les valeurs qui ont fait consensus sont basées sur le sentiment d'appartenance à la région par un engagement à son avenir à long terme dans une vision de développement durable intégrant les aspects environnementaux, sociaux et économiques. La désignation claire de territoire incompatible est perçue par le comité comme un outil pour favoriser l'harmonie sociale en favorisant le dialogue en amont et en établissant des règles claires. » (CCMRCVO, 2017, p. 2).

Ces recommandations ont permis de mettre en lumière les préoccupations des citoyens, dont plusieurs sont directement en lien avec le concept de conservation identitaire. Par exemple, les participants ont mentionné l'importance d'avoir un processus de consultation inclusif pour les questions d'aménagement du territoire, la grande valeur actuelle et future des milieux naturels, notamment en raison de l'importance des services écosystémiques, particulièrement ceux associés à la qualité de l'eau. Ils ont aussi exprimé la valeur de la qualité des paysages ainsi que la forte valeur intrinsèque de certains éléments du territoire pour la communauté, pour le tourisme, le patrimoine et les activités récréatives, qui font partie de l'identité régionale de l'aveu même des participants. L'exercice de la CCI dans la MRCVO a permis d'établir des recommandations telles que :

- « Préconiser une approche qui se base avant tout sur l'établissement de la valeur des éléments du milieu naturel et en second lieu sur la prise en compte des enjeux sociaux avant d'évaluer, en troisième lieu, les retombés économiques [...];
- Définir les territoires incompatibles en fonction de la valeur actuelle, et aussi de la valeur pour le futur, des éléments du milieu naturel. Considérer l'ensemble des services écologiques de l'écosystème selon une vision systémique et globale;
- Le comité souligne que [...] certains lacs, des rivières et des milieux humides d'importance sont nécessaires pour assurer la filtration et la régulation de l'eau et il serait important de les définir comme territoires incompatibles aux activités minières qui auront des impacts majeurs sur ces milieux;

- Définir les aires protégées actuelles et projetées comme territoires incompatibles avec les activités minières afin de contribuer à l'atteinte de la cible de 12 % établie par le Québec [...];
- Définir l'ensemble des territoires des pourvoiries à droits exclusifs comme territoires incompatibles avec l'activité minière. Ajouter une zone de protection additionnelle entre ces secteurs et la limite des territoires incompatibles;
- Inclure l'ensemble des zones d'activités récréatives structurées et reconnues (ex. : forêt récréative de Val-d'Or, etc.) comme territoires incompatibles avec les activités minières. » (CCMRCVO, 2017, p. 6-10).

Ainsi, bien que la conservation identitaire ne soit pas l'objectif premier de la CCI dans la MRCVO, les résultats de l'exercice montrent qu'il s'agit d'un processus réalisable par un groupe de citoyens à travers la méthode CCI. En effet, ceux-ci ont pu cibler des milieux naturels prioritaires pour la conservation en raison, entre autres, de leurs valeurs environnementale, sociale, patrimoniale, récréative et esthétique pour la communauté, ce qui en fait un exercice de conservation identitaire. Bien qu'ils aient reçu de l'information provenant de divers intervenants externes pour les aider dans leurs choix, les participants de la CCI ont amorcé une réflexion collective et ils ont été les seuls juges des critères à prendre en compte pour cibler les territoires à conserver. Pour ce faire, ils ont utilisé leurs préoccupations spécifiques et leur sentiment d'appartenance au territoire. (Y. Leunens, rencontre d'échanges, 31 janvier 2019)

De son côté, la CCI de la MRCS a eu lieu en 2018 et elle visait aussi à connaître l'opinion des citoyens concernant les critères à utiliser pour la désignation des territoires incompatibles avec l'activité minière. Le processus utilisé est le même que dans le cas de la MRCVO, cette fois avec la participation de 9 citoyens et 24 intervenants externes ont fourni des réponses écrites ou orales aux questionnements des participants. Les intervenants provenaient de divers horizons, tels que le milieu municipal, le MDDELCC, le MERN, l'UPA, l'organisme de bassin versant de la région, le développement économique, l'exploitation minière, l'aménagement du territoire, mais il y avait aussi des experts en géologie, en hydrologie, en acceptabilité sociale, en droit ainsi qu'un comité citoyen et des représentants des Premières Nations. (Comité citoyen de la MRC des Sources [CCMRCS], 2018) La différence principale au sujet de la procédure entre les deux exemples d'application est le format du forum public, qui a été modifié pour la MRCS. Le format de « jury citoyen » a été remplacé par des ateliers d'échanges entre tous les citoyens présents suite aux réponses données par les intervenants externes afin de bonifier les échanges entre tous les participants de cette rencontre ouverte à tous (Y. Leunens, rencontre d'échanges, 31 janvier 2019).

Tout comme dans l'exercice de la MRCVO, les préoccupations des participants ayant guidé le choix des critères recommandés sont en lien avec le concept de conservation identitaire. À ce titre, le comité de citoyens de la MRCS a souligné l'importance de la participation citoyenne dans le processus de consultation et a plaidé en faveur de l'intégration de leurs recommandations dans le nouveau SAD de la MRC. Par exemple, le comité de citoyens a reconnu que les activités agricoles faisaient partie de l'identité régionale et qu'il fallait les protéger, car l'agriculture contribue au patrimoine paysager de la région. Il a aussi mis en évidence l'importance de préserver la biodiversité et le patrimoine naturel ainsi que la nécessité de créer des corridors écologiques entre les zones de conservation. Le comité a souligné que la MRCS devrait créer

une vision commune du développement du territoire à long terme et élaborer « des leviers d'influence afin de permettre de construire un rapport de force pour défendre cette vision » (CCMRCS, 2018, p. 4).

La CCI a ainsi permis de cibler deux milieux naturels identitaires pour la MRCS, soit le parc régional du Mont Ham et ses paysages exceptionnels, de même que l'étang Burbank, qui devraient être exclus du développement minier selon les participants. Le rapport de la CCI note d'ailleurs que la MRCS n'a aucune aire protégée en vertu de la LCPN et qu'il existe un manque de connaissance fine de la valeur écologique du territoire qui limite l'identification des endroits à éviter pour de futures activités minières. Des recommandations ont été émises pour bonifier la conservation sur le territoire :

- « Réaliser une étude de caractérisation écologique avec des chercheurs reconnus dans le domaine afin de déterminer les zones à prioriser pour la conservation. Comme point de départ, présenter une cartographie des grands milieux forestiers, des milieux humides d'intérêt, et des endroits fragiles afin d'identifier les endroits les plus susceptibles d'abriter des espèces vulnérables ou à grand domaine vital;
- Réaliser une étude des corridors de déplacement des espèces pour assurer un lien entre les zones de conservation, incluant les corridors "en réseau bleu" pour les corridors aquatiques, et en "réseau vert" pour les corridors de biodiversité;
- Sur la base des résultats de cette étude, amorcer un processus pour obtenir un statut de conservation en vertu de la LCPN et, par la suite, désigner ces territoires incompatibles avec l'activité minière;
- Encourager le partage d'information entre les différents organismes impliqués afin de créer des réseaux et faire des corridors pour assurer un lien entre les zones de conservation. » (CCMRCS, 2018, p. 6).

Les participants de la CCI déplorent entre autres le fait que les employés municipaux ne soient pas formés pour délimiter les milieux humides, et que ceux-ci, plus particulièrement les tourbières, jouent un rôle primordial dans la rétention et la filtration de l'eau, de même que dans la préservation de la biodiversité. Pour ces raisons, ils formulent les recommandations suivantes visant à protéger ces milieux en priorité :

- « Former les employés municipaux sur les milieux humides à partir des études effectuées, afin de prioriser la protection des milieux humides d'importance;
- Adopter un règlement pour donner une protection particulière à toutes les tourbières sur le territoire de la MRC, qu'elles soient de petite ou de grande surface, afin d'éviter qu'elles soient saccagées par tout type d'activité. » (CCMRCS, 2018, p. 17).

L'importance de l'accès à l'eau potable a aussi été ciblée en priorité dans les recommandations des citoyens. Ceux-ci souhaitent protéger les milieux naturels qui assurent le service écologique d'approvisionnement direct et indirect en eau et ceux qui présentent un potentiel d'approvisionnement futur. Le rapport de la CCI illustre également que la forêt couvre une partie importante du territoire de la MRCS, que cette forêt joue un rôle dans les activités de chasse, de trappe et de pêche qui sont accessibles dans les secteurs de forêt publique, ce qui est rare au sud du Québec et mérite d'être préservé. Une considération spécifique est accordée aux sections du territoire qui présentent un potentiel archéologique pour la Nation WabanAki et qui font ainsi partie de l'identité territoriale de la MRCS.

Tout comme pour l'exemple de la MRCVO, même si la CCI de la MRCS ne visait pas à réaliser un exercice de conservation identitaire, il apparaît que plusieurs éléments mentionnés par les participants se rattachent

à ce processus. En effet, ceux-ci ont réussi à leur tour à cibler des milieux naturels et des paysages identitaires à conserver en priorité en raison de leurs valeurs pour la communauté, que ce soit pour des raisons environnementale, patrimoniale, culturelle, écologique, récréative et historique. Les participants ont souligné l'importance de créer des leviers d'action efficaces pour réaliser la vision collective d'aménagement du territoire, ce qui est un élément clé de la conservation identitaire.

Il apparaît que la méthodologie de la CCI se divise en plusieurs étapes, qui sont synthétisées ici à partir de l'information présente sur le site du GRAPPC (s. d.) et adaptée en fonction des deux exemples présentés :

- 1- Élaboration d'une thématique de travail (par exemple, les territoires à exclure du développement minier ou urbain);
- 2- Rencontre sur le terrain avec les promoteurs, experts, citoyens et opposants;
- 3- Identification des enjeux et des acteurs : enjeux économiques, environnementaux, sociaux et légaux, positions des acteurs, rôle des municipalités et MRC;
- 4- Création du guide d'information aux participants;
- 5- Recherche de candidats pour créer le comité citoyen et entrevues de sélection pour limiter les biais;
- 6- Réalisation des ateliers de fin de semaine avec le comité citoyen pour effectuer l'autoformation;
- 7- Identification par le comité citoyen de la liste d'experts appelés à répondre aux questions des participants;
- 8- Tenue d'un forum public avec les experts invités, où ceux-ci répondent aux questions du comité citoyen, suivi par des ateliers d'échanges avec l'ensemble des citoyens présents;
- 9- Rédaction du rapport de recommandations du comité citoyen;
- 10- Tenue d'une conférence de presse pour présenter les recommandations du comité citoyen.

Bien que la méthodologie de la CCI ait été élaborée dans le contexte particulier de l'exploitation minière, il est possible de l'adapter au contexte spécifique de la conservation des milieux naturels. En effet, l'étude des cas où la méthode de la CCI a été mise en pratique révèle que certains éléments du processus s'apparentent déjà à de la conservation identitaire. Les étapes de la méthodologie pourraient demeurer les mêmes, mais plutôt que de chercher à cibler les territoires à exclure de l'activité minière, l'idée serait de cibler les milieux naturels du territoire à exclure du développement urbain. Une des chercheuses associées au projet, Yoséline Leunens, a confirmé que cette adaptation était possible et même intéressante. À ce sujet, la CCI est une méthode adaptée pour répondre aux questions de controverse sociale, c'est pourquoi elle est appropriée dans un contexte d'enjeux en lien avec l'aménagement du territoire. L'important est alors, selon elle, de définir clairement une question de départ en lien avec les territoires à exclure du développement urbain, sans nécessairement faire référence aux « territoires identitaires », qui seront ciblés par défaut au cours du processus. (Y. Leunens, rencontre d'échanges, 31 janvier 2019)

L'analyse de la méthode de la CCI révèle que celle-ci possède plusieurs avantages dans le but de réaliser un processus de conservation identitaire. D'une part, la méthodologie à employer est bien définie et elle a déjà été testée à deux reprises avec succès. La mise en pratique de la CCI montre qu'il s'agit d'un processus

relativement rapide, sur environ trois mois, ainsi que des heures de recherches individuelles. L'intérêt de cette méthode est également qu'elle permet de discuter de l'aménagement du territoire en amont des projets de développement, ce qui est un élément clé de la conservation identitaire. Le fait d'impliquer des intervenants externes choisis par les citoyens afin de répondre aux questions est utile pour intégrer des points de vue non pris en compte habituellement dans les processus de consultation (GRAPPC, s. d.). À ce sujet, les réponses apportées par les intervenants permettent d'entamer une discussion collective sur les préoccupations liées au développement du territoire. De plus, la formule de la CCI semble faciliter le processus de sélection des territoires à exclure du développement, car elle permet d'accompagner les citoyens dans l'acquisition de connaissances nécessaires à la prise de décision. Les recommandations issues de ce processus répondent donc directement aux problématiques soulevées au cours de la CCI. Dans les deux exemples présentés, les participants à la CCI ont ciblé des territoires précis à conserver en fonction de divers critères qui s'apparentent à ceux pouvant être utilisés pour effectuer de la conservation identitaire. Il est d'ailleurs impressionnant de constater la qualité des recommandations émises après six jours de consultation de la part de citoyens qui ne connaissaient pas nécessairement les enjeux de l'aménagement du territoire au départ.

D'autre part, du côté des faiblesses, le faible nombre de participants prévus pour le processus de la CCI engendre un certain biais de représentativité. Malgré la présence d'entrevues de sélection visant à limiter ces biais, il est difficile de recruter des gens bénévoles provenant de tous les horizons, de toutes les sections du territoire à l'étude et d'atteindre la parité au sein des comités citoyens. Il est également possible de critiquer le processus de recrutement, principalement réalisé via les journaux, la radio et des affiches publiques, qui pourrait avoir échoué à rejoindre une majorité de citoyens. À titre d'exemple, je suis résidente de la MRCS, et je n'ai jamais entendu parler de la CCI qui a eu lieu sur le territoire. Un changement dans le processus de recrutement, par exemple via l'utilisation de lettres envoyées par la poste, pourrait permettre de corriger une partie du problème, de l'avis même de la chargée de projet au GRAPCC. Il faut toutefois garder en tête que la formule de la CCI implique d'utiliser un groupe de participants restreint afin de pouvoir faciliter les échanges, si bien que les biais de représentation seront toujours présents dans une certaine mesure. (Y. Leunens, rencontre d'échanges, 31 janvier 2019) De plus, bien que la méthodologie actuelle permette de cibler des milieux naturels en particulier à conserver, la majorité des recommandations émises ne désigne pas nécessairement des territoires précis. Pour obtenir davantage de précisions, il serait donc utile d'inclure dans l'objectif de départ de la CCI la volonté de cibler des territoires en particulier sur une carte. Par ailleurs, une autre faiblesse de la méthodologie de la CCI est qu'elle ne prévoit pas de processus de suivi après la conférence de presse. La chargée de projet au GRAPPC recommande ainsi d'inclure une nouvelle étape à la méthode, qui consiste à faire suivre les recommandations issues du processus CCI à l'ensemble des parties prenantes concernées, qui ne sont pas seulement les élus. Il serait également nécessaire de prévoir une rencontre de suivi auprès des élus quelques mois après la conférence, pour s'assurer qu'ils ont bien l'intention de prendre en considération les recommandations émises.

Dans un autre ordre d'idée, un élément clé de la conservation identitaire est qu'elle doit être issue d'une volonté populaire, or le fait de consulter des intervenants externes au cours du processus peut influencer l'opinion des participants, même si les experts proviennent de tous les horizons. En revanche, il est possiblement illusoire de croire que les citoyens possèdent des connaissances suffisantes pour cibler des territoires d'intérêt identitaires sans aucune consultation auprès d'intervenants, un constat qui a été effectué dans le rapport de la CCI de la MRCS :

« Le travail de prise de décision requiert des ressources. Il est important de se donner le temps d'analyser les informations afin de faire la part des choses et de développer une position qui fait consensus. Il est également important de se doter des ressources financières et professionnelles pour accompagner la prise de décision. » (CCMRCS, 2018, p. 13).

De l'aveu même des participants de la CCI, il est donc nécessaire de recevoir de la formation et de s'informer sur la problématique de l'aménagement du territoire avant d'envisager de cibler des territoires à exclure du développement. La chargée de projet du GRAPPC abonde dans le même sens en jugeant que les intervenants externes sont essentiels au processus de la CCI afin de susciter des réflexions collectives et pour enrichir les recommandations finales des citoyens (Y. Leunens, rencontre d'échanges, 31 janvier 2019). Cependant, la ligne est mince entre « information » et « influence ». La lecture des recommandations des comités de citoyens dans les deux exemples présentés laisse d'ailleurs à penser que les experts ont un certain impact, car les considérations évoquées dans ces rapports comprennent des termes relativement techniques. À ce sujet, il faut laisser une certaine légitimité aux citoyens, sans sous-estimer l'impact des intervenants. Il apparaît aussi que le discours environnemental et écologique prend beaucoup de place dans les considérations des citoyens et que les recommandations vont dans le sens d'un processus de conservation traditionnel. Face à ce constat, il est possible de se questionner sur l'intégrité du processus, à savoir si celui-ci encourage exagérément la dimension environnementale en manquant d'objectivité ou si au contraire, il permet aux citoyens de mettre des mots sur leurs préoccupations environnementales bien réelles et légitimes. La chargée de projet du GRAPPC assure de son côté que l'influence des experts est contrôlée, car d'une part ce sont les participants de la CCI qui choisissent qui ils consultent. D'autre part, les intervenants sont là pour répondre aux questions, et non pas pour faire des présentations générales sur leur domaine d'expertise. Les recommandations issues du processus seraient ainsi entièrement le fruit de la réflexion des citoyens, d'où leur intérêt dans un contexte de conservation identitaire. (Y. Leunens, rencontre d'échanges, 31 janvier 2019)

5.2.3 Méthode « Pense ta ville »

La Ville de Bromont, située en Montérégie, a décidé de bâtir un plan de développement durable (DD) dès 2009. L'objectif principal était de procurer à la Ville un plan d'action « construit par et pour les citoyens » (Vachon, 2014) afin de mettre en place le développement durable sur le territoire de la ville. Pour ce faire, deux éléments en particulier devaient être respectés selon l'approche adoptée par le comité responsable du projet, soit d'une part que « chaque citoyen devait avoir la chance d'exprimer ses opinions sur l'avenir de la communauté » et d'autre part, que « les actions devaient être retenues par la collectivité et non par

les experts externes » (Vachon, 2014). Cette volonté a donné naissance à un vaste projet de consultation publique à l'échelle municipale sous l'appellation « Pense ta ville », qui visait à obtenir l'opinion de diverses parties prenantes concernant l'avenir de la ville. Si la méthodologie employée à Bromont s'intéresse avant tout à la mise en place du DD sur le territoire d'une municipalité, plusieurs éléments de la méthode s'apparentent au concept de la conservation identitaire, d'où son intérêt.

Ainsi, un comité DD a d'abord été créé dans le cadre du projet « Pense ta ville », et celui-ci était composé de citoyens influents de la communauté et des employés de la Ville responsables du projet. Ce comité a élaboré dix thématiques afin de recueillir l'opinion des citoyens sur ces sujets précis. Cette façon de faire permettait aux gens de se présenter seulement aux ateliers de consultation qui les intéressaient. Ces thèmes comprenaient « sentiers et parcs », « milieux naturels et paysages » ainsi qu'« occupation du territoire », si bien que les citoyens ont pu exprimer leur volonté quant à la conservation des milieux naturels sur le territoire de la ville de Bromont à l'occasion de ces ateliers spécifiques. Pour chaque thématique, deux ateliers d'environ deux heures ont été organisés et dirigés par un animateur compétent à l'aide de l'approche *Natural Step*. Dans un premier temps, les participants devaient s'inscrire à l'avance aux ateliers et ils recevaient un guide d'information créé par le comité DD. Ce guide contenait des objectifs d'amélioration préliminaires en lien avec le DD au sein de la ville de Bromont. Dans un deuxième temps, les citoyens pouvaient s'exprimer sur ces objectifs lors du premier atelier, en proposant des ajouts ou des modifications. Lors du deuxième atelier, les participants étaient invités à proposer des actions concrètes en lien avec les objectifs choisis par le comité DD suite au premier atelier. (J.-F. Vachon, rencontre d'échanges, 31 janvier 2019) Le plan DD final, qui comporte 35 actions choisies parmi celles proposées par les citoyens, a été adopté en septembre 2012, et depuis, l'engagement des acteurs se poursuit afin de réaliser les objectifs du plan. Un processus de suivi avec les élus a été mis en place à l'aide du comité DD et une plateforme interactive a été créée sur internet pour faciliter les échanges avec l'ensemble des parties prenantes à long terme. (Vachon, 2014)

L'approche *Natural Step* adoptée à Bromont est issue d'une organisation internationale créée dans le but de faire la promotion du DD (MAMH, s. d.a). *Natural Step* valorise la pensée systémique et intégrée, ce qui signifie qu'il faut considérer la collectivité comme un système en interrelation avec son environnement. L'intérêt de cette démarche est qu'il s'agit d'une méthode de planification stratégique à rebours. Cela implique que les collectivités doivent se projeter dans une situation future souhaitée afin d'établir leur vision en matière de DD (MAMH, s. d.a). Ensuite, il est nécessaire pour elles de réfléchir à des solutions et des actions qui feraient progresser la collectivité vers cette situation (MAMH, s. d.a). (*The Natural Step*, 2012) Cette démarche permet d'obtenir une liste d'actions stratégiques hiérarchisées selon les priorités énoncées lors de l'exercice. L'approche *Natural Step* est constituée de quatre grandes étapes itératives, l'ABCD, représentées à la figure 5.1, ce qui signifie qu'elles n'ont pas à être suivies de façon linéaire :

- « Adopter un langage commun : comprendre ce que signifie la durabilité pour la collectivité et créer une représentation commune du succès [...] »;

- Faire un bilan : analyser le présent, avec ses risques, occasions favorables, forces et faiblesses;
- Créer une vision du futur souhaité en matière de développement durable : cette vision est basée sur la raison d'être et les valeurs de la collectivité [...];
- Définir les priorités et agir : déterminer des actions qui permettent d'atteindre la vision et définir les priorités afin d'agir dès maintenant. » (MAMH, s. d.a).

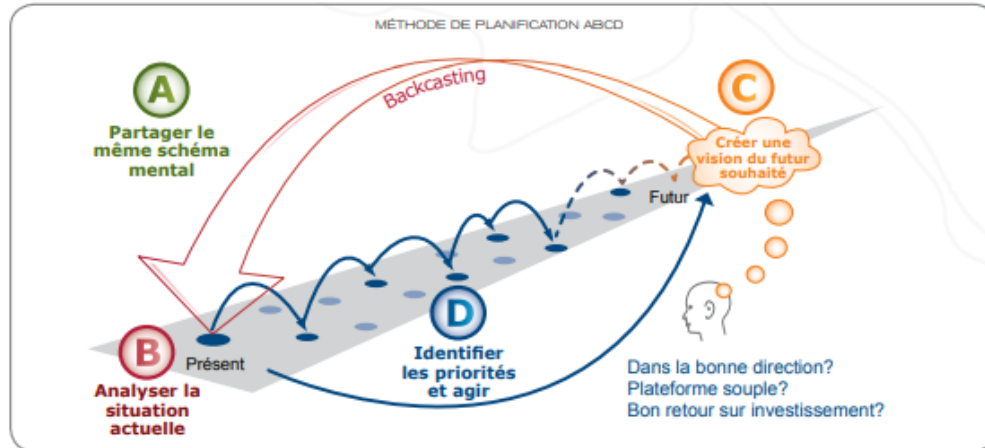


Figure 5.1 Représentation schématisée de l'approche *Natural Step* (tiré de : *The Natural Step*, 2012, p. 15)

Selon des municipalités qui utilisent déjà cette approche, trois groupes de travail peuvent être créés afin d'assurer le bon fonctionnement de la méthode, soit « un groupe citoyen visant l'émergence d'idées innovantes, un comité de développement visant l'analyse de la faisabilité de ces idées et un comité de mise en œuvre facilitant la réalisation des idées retenues » (MAMH, s. d.a). Les allers-retours entre les attentes énoncées et la réalité d'action entre les différents groupes de travail font en sorte que le processus d'élaboration du changement est en constante mutation (*The Natural Step*, 2012). *Natural Step* est donc une méthode qui permet de guider un exercice de consultation publique en axant les discussions sur la vision future de la communauté à propos de son milieu de vie, permettant ensuite de cibler plus facilement des actions à entreprendre pour réaliser cette vision. En effet, les méthodes traditionnelles de planification ont tendance à utiliser la « prévision », qui consiste à « utiliser des informations passées pour établir des tendances et à les projeter dans le futur pour planifier » (*The Natural Step*, 2012, p.11).

Or, ce processus est problématique lorsque les tendances actuelles sont à la source du problème qui a mené à l'exercice de changement. À l'inverse, l'idée de partir d'une vision du futur devient une logique plus efficace dans le cas des problématiques complexes en raison de la nécessité de développer de nouvelles façons de faire pour les résoudre (*The Natural Step*, 2012). Le fait de se projeter dans le futur est particulièrement intéressant pour un exercice de conservation identitaire, car cela permet de réfléchir aux milieux naturels que la communauté veut laisser aux prochains qui viendront s'y installer, de façon à cibler ceux qui ont réellement la plus grande valeur aux yeux des parties prenantes, indépendamment des préoccupations présentes. L'approche *Natural Step* permet donc d'intégrer davantage d'objectivité dans les actions proposées et d'obtenir un plan d'action innovant, plus axé sur les résultats que sur les moyens.

Le bilan du projet « Pense ta ville » montre que l'exercice a engendré la participation de plus de 500 personnes lors des 20 ateliers de travail, une mobilisation exceptionnelle pour un exercice de planification municipale. Chaque atelier rassemblait de 25 à 100 personnes environ et au total, plus de 1 500 actions ont été suggérées par les participants. Celles-ci ont été regroupées sous cinq grandes orientations, dont « développer le territoire de manière durable ». (Vachon, 2014) Cet aspect de la consultation est en lien avec la conservation identitaire, car il rassemble les considérations des participants concernant l'aménagement du territoire à long terme et les milieux naturels à protéger en priorité. Le plan de DD de la Ville de Bromont évoque la vision des citoyens en la matière :

- o « Les périmètres d'urbanisation et de densification urbaine ont été clairement délimités;
- o Plus de 20 % du territoire est protégé;
- o La conception et l'entretien du réseau de sentiers et de pistes cyclables permettent de minimiser l'érosion et de protéger les milieux naturels ayant la plus grande valeur écologique;
- o Les plus beaux paysages vus des sommets et des abords de la Yamaska et des lacs Gale et Bromont sont protégés et accessibles en permanence aux citoyens;
- o Le plan municipal de conservation des milieux naturels protégeant la biodiversité, les forêts matures et les milieux humides excède les objectifs gouvernementaux;
- o La municipalité est traversée de corridors fauniques établis à l'échelle de toute la région. » (Ville de Bromont, 2012, p. 53).

Cette vision collective de l'aménagement du territoire et de la conservation des milieux naturels s'exprime dans le plan DD de la Ville par des actions telles que :

- o « Revoir le plan d'urbanisme à la lumière de l'exercice "Pense ta ville" et amender la réglementation afin de faciliter la réalisation de projets écologiques;
- o Adopter un plan directeur des sentiers visant notamment à faciliter la réalisation d'un sentier des sommets, de sentiers linéaires et de zones d'interprétation le long de la Yamaska;
- o Préserver les zones sensibles et les paysages lors de la construction de projets de développement résidentiel, commercial, industriel ou récréatif;
- o Céder un terrain à un organisme de conservation ou appuyer financièrement une organisation de protection des milieux naturels ou des sentiers. » (Ville de Bromont, 2012, p. 54-56).

En bref, les étapes de la méthodologie employée pour « Pense ta ville » sont (Vachon, 2014) :

- 1- Identifier un porteur de projet à l'interne de la municipalité;
- 2- Engager des consultants externes en communication, graphisme et DD pour encadrer la démarche et assurer la participation de toutes les parties prenantes;
- 3- Créer un comité DD composé de citoyens;
- 4- Identifications des enjeux DD, définition d'une vision préliminaire du projet et identification des thématiques d'intérêt pour la consultation publique par le comité DD;
- 5- Consultation publique par thématique selon l'approche *Natural Step* : les citoyens doivent s'exprimer sur leur vision de la ville de Bromont d'ici 2030 selon la thématique choisie. Lors de chaque atelier de travail, un expert technique (biologiste, urbaniste, etc.) choisi en fonction de la thématique à l'étude est présent pour appuyer la réflexion des citoyens;
- 6- Élaboration d'un plan d'action dans lequel des moyens concrets sont définis pour atteindre les objectifs de développement durable soumis par la communauté, accompagnés d'indicateurs d'efficacité;

- 7- Présentation du plan d'action aux parties prenantes à l'occasion d'une fête citoyenne conviviale;
- 8- Suivi à long terme par le comité DD et création d'une plateforme interactive permettant une participation des parties prenantes dans le suivi à long terme du projet.

Ainsi, l'exercice « Pense ta ville » n'avait pas pour but de réaliser de la conservation identitaire, mais il a indirectement engendré des résultats allant dans ce sens. D'une part, il a réussi à créer un débat collectif rassembleur et inclusif sur l'aménagement du territoire en amont des projets de développement. D'autre part, il a mis au premier plan l'opinion des citoyens afin de choisir les objectifs à long terme pour cette thématique particulière, plutôt que de se baser uniquement sur l'opinion d'experts. L'exercice a aussi permis de cibler en priorité des paysages et des milieux naturels à conserver sur le territoire de la ville de Bromont en raison de leur valeur pour la communauté, particulièrement pour des raisons environnementale, écologique, esthétique et récréative. Il serait donc possible d'envisager d'adapter la méthode existante de « Pense ta ville » pour l'axer davantage sur la conservation identitaire, plutôt que le DD de façon générale. Toutefois, l'exercice de Bromont montre qu'une démarche de conservation identitaire pourrait s'inscrire dans une démarche plus grande de mise en place du DD.

Pour se faire, les étapes de la méthodologie seraient les mêmes, mais le concept du DD serait remplacé par celui de la conservation identitaire. Il pourrait donc y avoir la formation d'un comité de « conservation identitaire » en amont de la consultation publique composé de membres bien au fait des enjeux de conservation sur le territoire ou qui ont à cœur la protection des milieux naturels. Ce comité serait alors responsable de cibler des priorités de conservation préliminaires en amont des consultations. Seule la thématique « milieux naturels et paysages » utilisée à Bromont en lien avec la conservation pourrait être reprise, de façon à créer deux ateliers de travail. Le format des ateliers serait le même, mais ceux-ci seraient davantage orientés vers l'identification précise des milieux naturels d'intérêt et les moyens à mettre en place pour assurer leur conservation, plutôt que sur le choix d'objectifs et d'actions en lien avec le DD.

Dans un premier temps, l'analyse de la méthode « Pense ta ville » montre que celle-ci présente certains avantages par rapport aux autres méthodes illustrées précédemment. En effet, elle parvient à limiter les biais de représentativité, car un grand nombre de personnes ont participé à l'exercice de consultation, ce qui était impossible dans le contexte des méthodes Lynch et CCI. L'exercice de Bromont s'est avéré particulièrement efficace, car le format des consultations a réussi à susciter l'intérêt de la population et une forte participation. Plusieurs raisons expliquent ce succès, dont l'attachement de la population à ses milieux naturels, la campagne de communication efficace, la qualité des premières présentations du projet et l'efficacité des premiers ateliers de consultation. De plus, un bon contact avec des acteurs influents au sein des milieux touchés par les 10 thématiques abordées a favorisé la participation d'un grand nombre de personnes. (Vachon, 2014) Il s'agit donc d'un véritable exercice de réflexion collective, ce qui fait en sorte que les enjeux contenus dans le plan d'action, notamment concernant les aspects environnementaux, ne peuvent dorénavant plus être exclus du processus décisionnel de la municipalité. L'aspect collectif du plan d'action favorise donc sa mise en œuvre à long terme. Par ailleurs, un autre aspect intéressant de la

méthode « Pense ta ville » est qu'elle réussit à faire un suivi à long terme et à maintenir l'intérêt envers le projet grâce à la création d'une plateforme interactive ainsi que des comités de suivi interne et externe à la municipalité. Un rapport annuel de suivi de la mise en œuvre du plan DD et des décisions budgétaires associés à celui-ci est effectué. Cela permet aux parties prenantes du projet de faire des mises à jour sur les résultats obtenus, de se fixer de nouveaux objectifs et de garder le cap sur la vision énoncée de la ville d'ici 2030, des aspects qui sont souvent absents des plans d'action de façon générale. (Vachon, 2014)

Dans un deuxième temps, la méthode « Pense ta ville » comporte aussi quelques faiblesses. Étant donné que les ateliers de consultation rassemblent plusieurs dizaines de personnes qui ne sont pas au fait des enjeux associés aux thématiques, il est nécessaire de produire un document de travail préalable, à partir duquel tout le monde peut échanger. Or, plusieurs objectifs définis par des experts du comité DD ont déjà été ciblés dans ce document et à cela s'ajoutent les présentations des experts invités pour chaque thématique. Toutes ces informations peuvent influencer les participants de la consultation, si bien qu'il est possible de s'interroger sur l'apport réel des citoyens à l'exercice de consultation. Cependant, il s'agit sans doute d'un compromis nécessaire pour permettre de consulter le plus grand nombre de citoyens possible. Ceux-ci ne peuvent tous effectuer un processus d'autoformation aussi détaillé que dans la méthode de la CCI, c'est pourquoi il faut qu'une partie du travail ait déjà été réalisée en amont des ateliers d'échanges. Les résultats issus du processus sont toutefois influencés par l'opinion d'experts, car il apparaît que le comité DD a beaucoup de pouvoir, que ce soit pour définir les objectifs de départ, ceux pour lesquels il y aura une recherche d'action et finalement, le choix des actions finales.

D'un autre côté, le format de la consultation ouverte à tous fait en sorte qu'il est nécessaire de faire le tri parmi les centaines de propositions reçues, l'influence d'intervenants externes est alors inévitable. Cela pourrait expliquer en partie pourquoi la valeur écologique des milieux naturels semble encore être prépondérante dans l'orientation des actions choisies. Tout comme pour les exemples de CCI, il est difficile de savoir si cette préoccupation provient uniquement des citoyens ou si ceux-ci sont influencés par les experts. Il est également plus difficile de s'assurer que tout le monde a son droit de parole et que l'opinion de tous est prise en compte pour bâtir le consensus final dans des ateliers où plusieurs dizaines de personnes sont présentes, surtout que la durée des ateliers était très courte. Par ailleurs, l'étude des objectifs et des actions prévues au plan d'action montre que plusieurs d'entre eux sont relativement vagues. De ce fait, l'exercice n'a pas permis de cibler beaucoup de milieux naturels précis à conserver, mais étant donné que ce n'était pas là le but premier de la consultation, il ne faut pas conclure que cette méthode ne permettrait pas de le faire de façon plus détaillée en réorientant la question de départ.

5.2.4 Méthode « Paysages identitaires »

Le MAMOT (2007) a développé un guide d'intégration des éoliennes au territoire en fonction des contraintes présentes, de façon à favoriser l'acceptation sociale des projets éoliens. Cette méthodologie est basée sur une connaissance approfondie des caractéristiques du territoire, pour ensuite permettre de consulter la population afin que celle-ci cible les territoires sensibles qui doivent être préservés selon leurs

caractéristiques. Bien que cette méthode s'intéresse avant tout à l'implantation de projets éoliens, ses étapes présentent de l'intérêt pour un exercice de conservation identitaire. En effet, le guide fait référence à l'identification des paysages identitaires afin d'orienter les endroits où l'implantation des éoliennes est le plus propice. Pour ce faire, la méthode prévoit la production de quatre cartes d'inventaire afin de mettre en évidence les différentes composantes paysagères, naturelles, culturelles et humaines du territoire. Il est précisé de porter une attention particulière aux territoires contigus à ceux de l'étude, afin de s'assurer que les décisions prises sont en accord avec les caractéristiques des paysages voisins. (MAMOT, 2007)

D'une part, la méthode implique qu'il faut identifier les composantes des paysages du territoire à l'étude. Celles-ci correspondent aux structures géomorphologiques et paysagères (éléments géologiques, hydrologiques et reliefs), aux champs visuels à partir des corridors routiers, aux éléments distinctifs, aux points de vue disponibles et à la composition d'ensemble du paysage basée sur sa complexité. Pour ce faire, il faut diviser le territoire à l'étude en unité de paysage homogène, puis évaluer la présence de chaque composante selon qu'elle est dominante, modérée ou faible. (MAMOT, 2007) La méthode propose une grille d'observation sur le terrain, ce qui suggère qu'il s'agit d'une démarche accessible qui ne nécessite pas la participation d'un expert. D'autre part, il est nécessaire de répertorier l'ensemble des milieux naturels sur le territoire afin de réaliser la carte des composantes naturelles. Celles-ci correspondent aux aires protégées, aux milieux humides, aux habitats d'espèces menacées ou vulnérables, aux couverts forestiers rares et aux corridors de migrations de la faune, par exemple. Les deux autres cartes à réaliser sont moins pertinentes dans le contexte d'un exercice de conservation identitaire, sauf dans les cas où certains milieux naturels sont reconnus pour avoir une valeur culturelle. Les utilisations de sol associées à la carte « composantes humaines » agissent à titre indicatif, afin de souligner les périmètres d'urbanisation, les zones résidentielles, commerciales et industrielles ainsi que les réseaux récréatifs et touristiques du territoire à l'étude. La méthode suggère ensuite d'assembler toute l'information recueillie sur une même carte synthèse, de façon à avoir une vue d'ensemble des paysages sur le territoire. (MAMOT, 2007)

La deuxième étape de la méthode consiste à consulter la collectivité touchée par le projet de développement éolien de façon à cibler les paysages qui sont emblématiques et identitaires pour les citoyens. Pour ce faire, une carte des sensibilités et des contraintes est créée à partir de la carte synthèse préalablement élaborée à la première étape. À partir de celle-ci, les citoyens ont toute l'information nécessaire pour bien comprendre les caractéristiques présentes sur leur territoire, ce qui les aide à décider des paysages et des milieux naturels à préserver du développement éolien selon leurs valeurs. Ces priorités sont indiquées sur la carte synthèse, formant ainsi la carte des sensibilités et des contraintes. Les cartes d'inventaire jouent donc un rôle central dans le processus participatif. La méthode précise qu'au cours de la consultation, il est important d'expliquer l'objectif de la rencontre aux citoyens de façon à s'assurer que l'information est bien comprise. Le MAMOT ne préconise pas une méthode de consultation en particulier. Ainsi, il serait possible d'envisager un sondage, des enquêtes détaillées auprès de citoyens et d'experts ou encore « un processus participatif d'analyse des paysages », que le MAMOT (2007, p. 16) définit comme étant des « séances de travail intensives réunissant un nombre déterminé de citoyens, de représentants d'organismes, d'intervenants

municipaux et d'experts en paysage afin de discuter des paysages du territoire d'intérêt. » Le processus doit cependant inclure trois étapes, qui sont information, période de questions/réponses et consultation.

Par la suite, il est possible de créer une carte de compatibilité avec le développement éolien. Pour ce faire, le MAMOT (2007) recommande d'utiliser trois catégories de territoire, soit « compatible », « moyennement compatible (ou sous conditions) » et « non compatible ». Les secteurs qui ont été définis comme étant sensibles par les citoyens font partie de cette dernière catégorie et sont ainsi protégés d'un développement futur. Dans le cas des territoires compatibles « sous conditions », il est possible d'identifier celles-ci grâce aux cartes d'inventaire, qui précise les caractéristiques importantes à préserver. Suite à cette étape, une audience publique est organisée, où les cartes de sensibilité et de compatibilité sont présentées aux parties prenantes. Après cette section informative, les cartes sont validées par les participants, et si nécessaires, des corrections sont apportées dans la délimitation des territoires compatibles. La méthodologie prévoit ensuite la mise en œuvre de la conservation des territoires incompatibles à l'aide des outils de gestion du territoire. La synthèse des étapes de la méthodologie du MAMOT (2007) correspond à la figure 5.2.

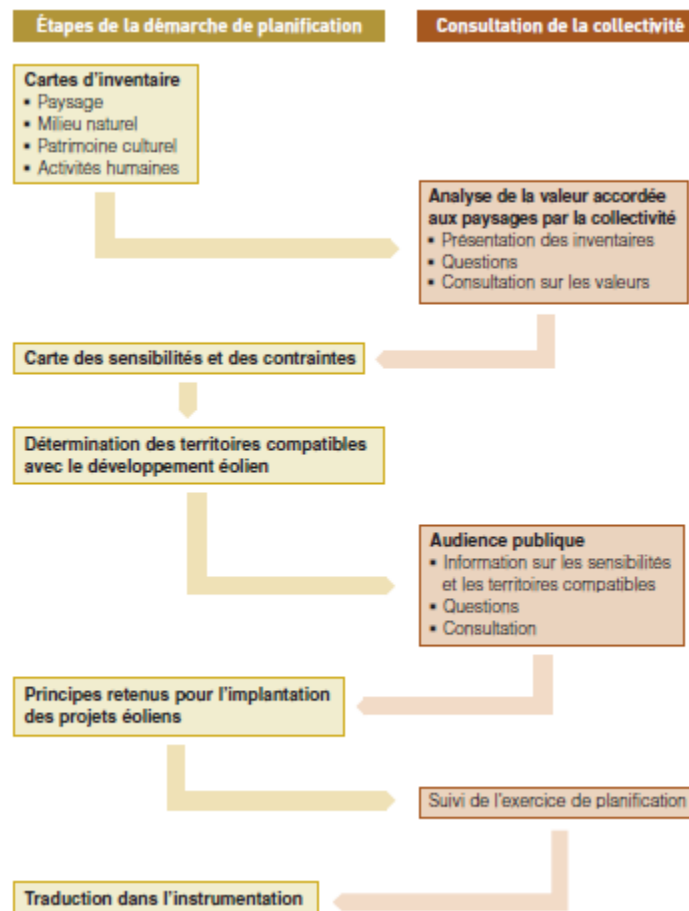


Figure 5.2 Synthèse de la méthode « Paysages identitaires » (tiré de : MAMOT, 2007, p. 33)

La méthode du MAMOT (2007) prend place dans un contexte différent de la conservation identitaire, mais tout comme pour les autres méthodes présentées, il est possible d'envisager son adaptation. En effet, plutôt

que de chercher à cibler les territoires à préserver des développements éoliens, l'idée serait plutôt d'identifier les paysages et les milieux naturels à protéger de l'étalement urbain. La méthode permet déjà de cibler des paysages identitaires, alors c'est simplement son contexte de départ qui est modifié. Il serait possible d'axer encore davantage la recherche d'informations sur la présence des milieux naturels sur le territoire à l'étude et de viser à cibler plus spécifiquement des milieux naturels à conserver.

L'avantage principal de cette méthode réside dans la précision de sa collecte de données en lien avec les paysages qui précède le processus de consultation publique. En effet, cette méthode est particulièrement axée sur l'étude des paysages, et elle oriente clairement les caractéristiques à prendre en compte dans l'évaluation de ceux-ci. Par la suite, il peut être facilitant pour les participants d'avoir en main des cartes d'inventaire précises qui illustrent les caractéristiques les plus importantes du territoire, de façon à faciliter la prise de décision. Les cartes permettent donc de faire un certain compromis entre la présence d'un expert qui influence indirectement l'opinion des gens et l'absence d'information initiale. Une carte est aussi plus conviviale que d'avoir à lire un guide d'information. Il apparaît donc que la place des experts est laissée en second plan dans cette méthode, et que ce sont principalement les participants des étapes de consultation publique qui sélectionnent les territoires compatibles avec le développement.

Toutefois, cette méthode comporte certaines lacunes. D'une part, elle suggère que la réalisation des cartes ne nécessite pas la présence d'un expert, mais la lecture des définitions associées à chacune des composantes des paysages qu'il faut définir laisse penser qu'il ne s'agit pas d'une caractérisation facile. Par exemple, la définition des unités de paysage homogène semble laisser place à l'interprétation. Ainsi, cette étape devrait possiblement être effectuée par un expert, à l'image des exemples présents dans la littérature dans le cas de la MRC de Memphrémagog et de plusieurs MRC du Bas-St-Laurent (MAMOT, 2012; Ruralys, 2008). De plus, il est possible de s'interroger sur l'influence des cartes d'inventaire sur les participants de la consultation publique. En effet, l'évaluation d'un paysage demeure un exercice subjectif et l'information de ces cartes pourrait influencer l'opinion des gens qui les consulteront. Il s'agit d'un compromis nécessaire, compte tenu de la nécessité d'informer les participants sur les caractéristiques du territoire. D'autre part, la méthode ne détaille pas le processus de consultation et il semble peu probable que ceux suggérés soient tous équivalents en termes d'efficacité. Il aurait été intéressant d'avoir des recommandations plus précises à ce sujet.

5.3 Méthodologie synthèse de conservation identitaire

Les méthodologies présentées précédemment possèdent chacune des forces ainsi que des faiblesses, et aucune d'entre elles n'a été élaborée spécifiquement dans un contexte de conservation des milieux naturels en lien avec l'étalement urbain. C'est pourquoi l'objectif de cet essai est de construire une méthode synthèse spécifiquement adaptée à ce contexte et qui est inspirée des méthodes présentées afin de produire un outil de conservation identitaire réunissant le meilleur de chacune d'elles.

5.3.1 Échelle d'application

Il faut d'abord s'interroger sur l'échelle d'application à utiliser pour l'outil méthodologique. L'enjeu principal de ce choix est de conserver l'aspect identitaire de la démarche de consultation. Selon le MAMH (s. d.b), cela signifie que le processus de consultation doit essayer de concilier les intérêts particuliers et collectifs en lien avec le projet, de façon à éviter une logique du « Pas dans ma cour », mais en étant suffisamment concret pour conserver l'intérêt des participants. Or, la taille de cette échelle identitaire est appelée à varier selon les régions. Dans le cas des quatre méthodologies présentées et leurs exemples d'application, l'échelle utilisée était soit la municipalité ou la MRC. Ces deux échelles semblent donc appropriées pour un exercice de consultation publique dans le but de cibler des éléments identitaires. Toutefois, il se pourrait que le sentiment identitaire en lien avec le territoire s'étende à la région administrative au complet, ou qu'il soit seulement associé à plusieurs MRC voisines. Il n'existe pas de recette prédéfinie pour définir la taille de l'échelle identitaire d'un territoire, car celle-ci dépend d'une multitude de facteurs historiques, sociaux et territoriaux (Y. Leunens et J.-F. Vachon, rencontre d'échanges, 31 janvier 2019).

Dans la littérature, certains auteurs semblent privilégier l'échelle locale, car c'est celle qui est associée au quotidien des citoyens et qui suscite naturellement un lien territorial plus fort (Lynch, 1976; Sgard, 1997). L'effet de proximité pourrait ainsi faciliter l'identification de lieux identitaires, mais les auteurs affirment aussi que le sentiment d'appartenance identitaire au territoire est associé à l'histoire de vie des individus. En effet, plus ceux-ci ont habité différents endroits, plus leur échelle d'appartenance territoriale est large et à l'inverse, plus les individus sont demeurés au même endroit toute leur vie, plus cette échelle est réduite. (Di Méo et al., 2004) L'application de l'outil à des échelles plus larges est cependant plus délicate, car le territoire et la base sociale qui y sont associés sont moins clairement définis. (Sgard, 1997) D'un autre côté, dans un contexte de conservation, il peut être utile de viser l'échelle d'application la plus large possible, car les enjeux associés à la conservation au Québec ne suivent pas les limites territoriales préalablement définies des MRC et des municipalités. Ainsi, certains milieux naturels identitaires pourraient se retrouver à cheval entre deux territoires et un processus de consultation sur une seule section du territoire en raison des limites administratives aurait moins d'impact que si l'ensemble du territoire concerné était visé.

Un autre obstacle se dresse quant au choix de cette échelle en raison de la structure administrative du territoire. En effet, cette structure est composée de trois échelles, soit la municipalité, la MRC, puis les directions régionales qui relèvent du gouvernement provincial. Ainsi, ce ne sont pas toutes les échelles identitaires de territoire qui possède une structure administrative, ce qui complexifie la mise en place d'un processus de conservation identitaire à ces échelles. Ceux-ci devraient être pris en charge par des organismes indépendants qui n'ont pas nécessairement les ressources pour ce faire. Pour pallier ces inconvénients, il serait pertinent d'utiliser les structures administratives existantes et de consulter les gestionnaires de territoire en place à l'échelle des municipalités et des MRC afin de définir les pôles identitaires présents sur le territoire à l'étude dans un premier temps.

Ainsi, l'application de l'outil méthodologique de conservation identitaire vise l'une des trois structures administratives existantes, mais des corrections pourraient être apportées en cours de route quant aux municipalités et/ou aux MRC incluses dans le processus suite à la définition des pôles identitaires. Par exemple, à l'échelle de la région administrative, la consultation de l'ensemble des MRC du territoire pourrait faire en sorte que le territoire régional soit divisé en trois sections de consultation identitaire distincte ou qu'à l'inverse, l'ensemble des MRC de la région juge qu'il est approprié de se regrouper pour faire l'exercice. À l'échelle de la MRC, des divisions identitaires pourraient être effectuées parmi les municipalités du territoire de celle-ci, ou encore, des municipalités voisines à la MRC pourraient être consultées à savoir si elles veulent participer au processus de consultation. Il n'y a pas de mauvaises divisions, l'important est de choisir une échelle administrative, puis de consulter l'ensemble des territoires inclus dans cette échelle, afin de définir les pôles identitaires. Par la suite, il est nécessaire de consulter les territoires voisins pour voir dans quelle mesure il est approprié de les inclure dans la démarche. Cette façon de faire permet de faciliter la mise en œuvre des recommandations issues de l'exercice, de même que le processus de suivi, car il s'insère au sein d'une structure administrative existante. L'objectif de cette façon de procéder est aussi d'obtenir une concertation entre l'ensemble des parties prenantes, en évitant d'imposer des obligations à des acteurs administratifs qui ne seraient pas impliqués dans le processus de conservation identitaire.

5.3.2 Structure de l'outil méthodologique et analyse synthèse

Comme la taille des pôles identitaires d'un territoire est variable, la méthodologie synthèse est construite indépendamment du choix de l'échelle de façon à être applicable partout. Pour ce faire, il est nécessaire de bâtir dans un premier temps un squelette méthodologique basé sur les étapes générales d'une démarche de planification stratégique afin de créer la méthode synthèse. Ces étapes sont inspirées de celles utilisées pour la construction d'une démarche de développement durable selon le MAMH (s. d.c) et des *Normes ouvertes de Conservation Measures Partnership* (2013) :

- 1- Structuration de la démarche;
- 2- Portrait, identification des parties prenantes et diagnostic;
- 3- Vision stratégique;
- 4- Plan d'action et mise en œuvre;
- 5- Suivi, évaluation et adaptation du plan d'action selon les résultats obtenus.

Dans un deuxième temps, il est nécessaire d'adapter ces étapes générales au contexte de la conservation identitaire. Pour ce faire, il est possible de choisir les étapes spécifiques de l'outil méthodologique à partir des étapes de chacune des méthodes présentées dans la section 5.2. Afin d'effectuer un choix éclairé parmi ces étapes, un tableau synthèse d'analyse a été créé pour guider la sélection des meilleures sections de chacune des méthodologies présentées. Comme un exercice de conservation identitaire se veut avant tout un processus de consultation publique axé sur la conservation, l'analyse des méthodes a été réalisée à l'aide des critères de réussite d'une participation publique définis par le MAMH (s. d.b) qui sont décrits dans le tableau 5.1.

Tableau 5.1 Définition des critères de réussite d'une participation publique (inspiré de : MAMH, s. d.b)

Critères	Descriptions
Participation précoce au processus	Les citoyens doivent être impliqués dès le début du processus, à une étape où ils peuvent encore influencer sur l'évolution du projet.
Transparence et clarté	Les objectifs, les étapes du processus ainsi que les limites de la participation publique sont expliqués dès le départ aux participants et aucune information n'est cachée. Le processus évite l'instrumentalisation et n'est pas seulement symbolique.
Partage d'information efficace	L'information fournie à la population en lien avec le projet doit être fiable, pertinente, rédigée dans un langage compréhensible par tous et facilement accessible. Le processus prend en compte que les citoyens ne sont pas des experts dans le contexte.
Équité et représentativité	Le processus de consultation mis en place veille à respecter les intérêts de tous, y compris les groupes défavorisés ou sous-représentés.
Neutralité et crédibilité	Le processus de consultation est mené par des animateurs compétents et indépendants qui se chargent d'assurer le bon déroulement de la discussion, veillent à répartir le droit de parole équitablement entre tous les intervenants et servent d'intermédiaires neutres. Les experts consultés n'influencent pas délibérément l'opinion des citoyens et s'en tiennent aux faits objectifs pour les informer.
Recherche de coopération	Le déroulement du processus devrait promouvoir la coopération et la recherche d'un consensus, plutôt que la confrontation, de façon à parvenir à une décision qui tient compte des diverses perspectives et valeurs défendues par les participants et qui rallie l'adhésion de la majorité.
Obligation de rendre compte	Le dispositif de participation doit permettre de traduire les résultats de la discussion en actions et doit prévoir un mécanisme de suivi.

Le tableau 5.2 illustre quant à lui l'évaluation de chacun de ces critères ainsi que la qualité des étapes méthodologiques inspirées du squelette théorique pour les quatre méthodologies présentées. Cette analyse est réalisée à l'aide de trois niveaux de pondération, soit + (faible), ++ (moyen) et +++ (bon) à la lumière des informations présentes dans la section 5.2. Ce système de pondération a été choisi pour sa simplicité et son aspect visuel qui permet de comparer rapidement les méthodes. Le tableau 5.2 résume également les principales forces et faiblesses de chacune des méthodologies présentées pour compléter la synthèse.

Tableau 5.2 Analyse synthèse des méthodologies à la base de l'outil de conservation identitaire

Critères	Méthodes			
	Lynch	CCI	Pense ta ville	Paysages identitaires
Participation publique				
Participation précoce au processus	+	+++	+++	+++
Transparence et clarté	++	+++	+++	+++
Partage d'information efficace	+	+++	++	+++
Équité et représentativité	+	++	+++	++
Neutralité et crédibilité	+++	++	++	++
Recherche de coopération	+	+++	+++	+++
Obligation de rendre compte	+	+	+++	++
Étapes méthodologiques				
Portrait/diagnostic	+	+++	++	+++
Vision stratégique	++	+++	+++	+++
Mise en œuvre	+	+	+++	+++
Suivi	+	+	+++	+
Forces	- Questionnaire détaillé - Collecte de données précises - Méthode reconnue en science sociale	- Qualité de l'autoformation - Précision des recommandations - Exemples au Québec	- Limite les biais sociaux - Cible des résultats attendus plutôt que des moyens de réalisation - Exemple au Québec	Caractérisation du territoire en amont de la consultation publique
Faiblesses	- Biais sociaux - Processus fastidieux - Ne prévoit pas d'étape informative - Pas d'exemple d'application au Québec	- Biais sociaux - Pas de processus de mise en œuvre et de suivi	- Influence des experts - Difficulté de recueillir en détail l'opinion de tous les participants - Temps restreint des consultations publiques	- Consultation publique peu détaillée - Pas d'exemple d'application concrète

5.3.3 Étapes de l'outil méthodologique de conservation identitaire

À la lumière des informations présentées, il est maintenant possible de construire l'outil méthodologique de conservation identitaire. Celui-ci est constitué d'étapes détaillées qui synthétisent l'ensemble des forces des quatre méthodologies présentées précédemment et qui limitent les faiblesses.

1- Choix de l'échelle d'application et identification des pôles identitaires sur le territoire

Choisir la structure administrative qui va supporter le processus de conservation identitaire, soit la région administrative, la MRC ou la municipalité. Définir à l'aide des gestionnaires de territoire en place les pôles identitaires sur le territoire choisi et veiller à consulter les territoires voisins pour évaluer dans quelle mesure il est pertinent de les inclure dans le processus.

2- Structurer la démarche de conservation identitaire

Définir ce qui motive la mise en place d'un processus de conservation identitaire, les ressources humaines et financières disponibles, les objectifs généraux de la démarche, les étapes prévues et leur échéancier.

3- Dresser un portrait et un diagnostic de la conservation sur le territoire à l'étude

Cibler les parties prenantes ainsi que les enjeux associés à la conservation et caractériser les milieux naturels du territoire en faisant appel à des experts. L'objectif est de créer une carte synthèse à l'image de celle obtenue par la méthode « Paysages identitaires ». Cette carte indique l'emplacement et décrit sommairement tous les milieux naturels du territoire, incluant ceux en terres privées et aussi les paysages naturels. Cette caractérisation a aussi pour but d'évaluer la valeur de ces milieux selon l'opinion des experts, à l'aide de la valeur écologique et des valeurs reconnues d'évaluation des paysages. Il est nécessaire de créer une carte distincte pour représenter les résultats de cette évaluation.

4- Créer un comité citoyen et amorcer un processus d'autoformation

Le comité citoyen, constitué de 10 à 15 personnes, devra être inclusif, non partisan et représentatif de la population du territoire à l'étude. L'autoformation en lien avec la problématique de la conservation se fait à l'aide d'un guide de formation neutre construit à partir du portrait et du diagnostic ainsi que de la carte synthèse établie à l'étape précédente. Les participants sont invités à effectuer leur apprentissage de façon individuelle et en groupe, lors de trois rencontres d'échanges. Ce processus est l'occasion pour le comité de définir leurs questions en lien avec la problématique et de choisir des experts qui seront mandatés pour y répondre. Les membres du comité citoyen sont invités au terme du processus d'autoformation à dresser une liste d'objectifs en lien avec la conservation et à indiquer sur la carte synthèse le portrait préliminaire des priorités de conservation des milieux naturels sur le territoire selon leurs valeurs.

5- Mettre en place une consultation publique élargie

L'objectif de cette étape est de fusionner le forum public de la CCI et l'approche *Natural Step* utilisée par « Pense ta ville ». Des ateliers de consultation en lien avec la thématique « milieux naturels » auxquels tous

les citoyens du territoire à l'étude peuvent participer sont ainsi élaborés. Les participants inscrits reçoivent alors préalablement la vision préliminaire de conservation du comité citoyen déterminée à l'étape précédente. Ces journées de consultation sont divisées en deux, où dans un premier temps, il y a une phase informative sur le projet et la thématique, puis les experts choisis par les membres du comité citoyen répondent aux questions de ceux-ci.

Dans un deuxième temps, il y a consultation de tous les citoyens présents sur leur vision d'avenir de la conservation sur le territoire selon l'approche *Natural Step*. Des tables de cinq à sept citoyens maximum, où idéalement, il y aurait au moins un membre du comité citoyen sont formées. L'objectif est d'avoir des échanges entre les citoyens « experts » qui proviennent du comité citoyen et les citoyens qui n'en font pas partie, le tout appuyé par les réponses des experts pour bonifier la discussion et prendre en considération plus de points de vue. Après discussion, chaque table doit arriver à un consensus concernant les milieux naturels et/ou les paysages naturels qu'il est prioritaire de conserver. Pour ce faire, des photographies et des diapositives peuvent être utilisées pour illustrer les paysages et les milieux naturels du territoire afin de faciliter les décisions. Les questions adaptées du questionnaire Lynch peuvent aussi être utilisées pour orienter la discussion à chaque table. La carte synthèse produite à l'étape 3 est utilisée comme support pour indiquer les priorités de conservation et il doit y avoir un responsable de la synthèse écrite à chaque table.

6- Délibération du comité citoyen pour cibler les priorités de conservation finales

Suite à l'exercice de consultation publique élargie, une synthèse de l'information récoltée à chaque table est réalisée. Les membres du comité citoyen ont eu réponse à leurs questions et ils ont une bonne idée de ce que leurs concitoyens souhaitent pour la conservation des milieux naturels sur le territoire à l'étude. Le comité définit ainsi la vision finale des citoyens pour la conservation en respectant l'objectif scientifique d'un minimum de 30 % de la superficie du territoire à l'étude, et ce, indépendamment du type de tenure (privée ou publique) des milieux ciblés. Sur une carte, ils indiquent donc les endroits à conserver, à développer sous conditions (les définir) et à développer sans restriction selon l'approche « Paysages identitaires ».

7- Comparer les résultats des cartes ciblant les priorités de conservation fournies par les citoyens et les experts, puis effectuer les choix de conservation finaux

Dans la mesure du possible, le but est de prioriser la conservation des milieux naturels ciblés à la fois par les citoyens et les experts en considérant les contraintes présentes.

8- Présenter les priorités de conservation finales lors d'une conférence de presse

Cette présentation a pour but de soumettre les résultats de la démarche à l'ensemble des parties prenantes pour évaluer s'il est nécessaire d'apporter des correctifs aux priorités de conservation ciblées.

9- Intégrer les priorités de conservation dans les outils de gestion du territoire

Cette étape est appuyée par la rédaction d'un plan d'action qui comprend des indicateurs de suivi à l'image de la méthode « Pense ta ville ». Ce plan détaille les actions qui seront entreprises pour protéger les sections de territoire ciblées pour la conservation et précise les responsabilités de chaque partie prenante, allant de la sensibilisation des propriétaires aux changements réglementaires. Plusieurs outils peuvent être utilisés à cette étape, tels que les SAD, les plans et les règlements d'urbanisme. Cette intégration au sein des outils devra possiblement être bonifiée par des efforts ciblés de conservation en terres privées et en dernier recours, des rachats de terrains. Le chapitre 6 propose des recommandations de mise en œuvre en lien avec ces outils.

10- Prévoir un processus de suivi et d'évaluation à long terme

S'inspirer de « Pense ta ville » en maintenant le comité citoyen dans le temps à l'aide des participants qui le souhaitent. Il est utile d'effectuer une à deux rencontres par année pour discuter du bilan des réalisations et s'assurer que les priorités de conservation sont bien intégrées dans les outils d'aménagement du territoire. Les indicateurs de suivi établis à l'étape précédente sont utilisés à cette fin. Il est aussi utile de créer une plateforme de suivi sur internet où le bilan annuel de réalisation est diffusé à tous les citoyens. Cette plateforme a pour but de permettre aux gens d'exprimer leurs opinions et leurs questions en lien avec le plan de conservation dans le temps, notamment lors de la mise en place de nouveaux projets de développement urbain.

5.3.4 Analyse des avantages et des limites de l'outil méthodologique

Il y a plusieurs avantages associés à l'outil méthodologique de conservation identitaire. D'abord, il s'agit d'une structure méthodologique complète, qui accompagne la réalisation du processus de conservation dans son ensemble. Cela permet d'avoir une meilleure perspective quant au processus, de mieux le planifier, et surtout, de s'assurer qu'il sera efficace en incluant des étapes de mise en œuvre et de suivi à long terme. De plus, le fait de combiner la mise en place d'un comité citoyen et des ateliers de consultation grand public permet de retirer les avantages de ces deux types de consultation. En effet, il est possible de profiter d'une part de la richesse de l'autoformation d'un petit groupe de citoyens qui permet de discuter en détail des enjeux de la problématique. D'autre part, l'aspect inclusif d'une grande consultation publique permet de prendre en compte davantage d'opinions et de susciter un plus grand consensus collectif.

L'outil prévoit aussi d'utiliser des éléments traditionnels de la consultation, qui sont le questionnaire et les photographies afin d'accompagner les discussions, mais délaisse l'aspect individuel de ces techniques pour être plus efficace dans la récolte des données et pour permettre de bonifier les échanges grâce aux discussions de groupe. L'outil méthodologique tente également d'encadrer au mieux la place des experts dans le processus afin que les résultats de l'exercice soient avant tout le reflet de la volonté populaire. Les guides d'information et la carte synthèse sont ainsi des outils dont il est possible de contrôler la neutralité. Même la carte des priorités préliminaires de conservation est réalisée par les citoyens, et non par des

experts. Par la suite, l'outil prévoit que les experts sont choisis par les citoyens uniquement et sont là pour répondre à leurs questions, sans promouvoir leurs priorités personnelles de conservation. Cela fait en sorte que l'outil permet d'atteindre un certain équilibre entre l'encadrement nécessaire pour accompagner les décisions des citoyens et le respect de leur volonté propre en lien avec la conservation des milieux naturels.

Bien que l'outil méthodologique comporte plusieurs avantages, certaines faiblesses demeurent. En effet, le fait de jumeler plusieurs étapes méthodologiques complexifie le processus, si bien que des délais et des coûts plus importants sont à prévoir. Il est nécessaire de produire de l'information primaire pour pouvoir utiliser l'outil, et bien que certaines informations soient existantes, la caractérisation du territoire est une étape longue et coûteuse, qui nécessite la participation d'experts. De plus, il est peu probable que les ressources nécessaires à l'application de l'outil méthodologique soient entièrement disponibles à l'intérieur des structures administratives. Il est nécessaire de faire appel à des animateurs et des spécialistes qui ont l'habitude de telle consultation publique afin d'encadrer la démarche, pour ainsi assurer son succès. Il faut aussi prévoir des ressources pour rédiger les guides d'information de départ et pour accompagner les citoyens dans leur synthèse d'information et l'élaboration de leurs recommandations finales. Il s'agit donc d'un processus à long terme, qui nécessite du financement. L'outil méthodologique repose aussi en grande partie sur la participation des citoyens et malgré certaines précautions, il est impossible d'exclure totalement les biais sociaux des résultats de l'exercice.

Il est également possible de s'interroger sur la précision qu'il est possible d'obtenir de cet outil quant aux milieux naturels ciblés pour la conservation. En effet, la présentation des exemples d'application des méthodologies existantes a montré que les recommandations issues des consultations publiques sont souvent vagues. Il est donc possible que malgré l'utilisation d'un support cartographique, ce soit également le cas de l'outil méthodologique de conservation identitaire, ce qui pourrait complexifier la mise en œuvre des recommandations. Par ailleurs, il n'est pas exclu que les priorités de conservation des milieux naturels des citoyens soient très différentes de celles ciblées par les experts. Il s'agirait là d'une situation complexe, car l'objectif premier de la méthode est de promouvoir les priorités de conservation des citoyens, mais il est également important d'assurer la pertinence scientifique de la conservation. Des compromis seraient à prévoir, possiblement en privilégiant à la fois les premiers choix des citoyens et des experts. Finalement, il faut être conscient que l'étape de mise en œuvre de l'outil méthodologique est une étape relativement complexe dans la réalité. C'est particulièrement le cas dans un contexte où les milieux naturels identitaires sont situés sur des terres privées. Malgré toute la bonne volonté, il est donc à envisager qu'il soit impossible de mettre en œuvre la conservation de certains milieux en raison de divers obstacles financiers et législatifs.

6. RECOMMANDATIONS

Cette section a pour objectif de présenter des recommandations générales quant à l'utilisation de l'outil méthodologique de conservation identitaire décrit au chapitre précédent. Des recommandations plus spécifiques sont également proposées pour deux parties prenantes visées par l'outil, soit les gestionnaires municipaux et la gouvernance. Ces précisions ont pour but d'accompagner les utilisateurs de l'outil méthodologique dans son application concrète afin de bonifier son efficacité. Aussi, des mesures correctives à envisager pour certaines problématiques soulevées au chapitre 3 qui touchent les paliers municipaux et gouvernementaux sont détaillées.

6.1 Recommandations quant à l'utilisation de l'outil méthodologique

Il a été possible de cibler quatre recommandations en lien avec l'utilisation de l'outil de conservation identitaire. Des éléments à considérer pour s'assurer que l'exercice demeure « identitaire », une alternative d'utilisation et des moyens de mise en œuvre, notamment pour effectuer une démarche de gestion intégrée de la conservation sont ainsi proposés.

6.1.1 Critères à considérer pour effectuer un exercice de conservation identitaire

Il est important de s'assurer que le processus de consultation publique prévu dans l'outil demeure un exercice de conservation identitaire et qu'il ne glisse pas vers une méthode de conservation traditionnelle ou une occasion de promouvoir des intérêts économiques. En effet, les mouvements de conservation issus des citoyens sont souvent accusés d'être synonyme du syndrome « Pas dans ma cour », qui pourrait être décrit comme un mouvement d'opposition à tous projets de développement à proximité du lieu de vie des citoyens. Cette opposition prendrait racine dans deux causes, soit « ceux qui se préoccupent d'une possible atteinte à la santé de la communauté, et ceux qui résistent à la modification d'un paysage ou d'un cadre de vie » et elle est associée à un comportement avant tout égoïste. (Ancil, 2013) L'objectif de la conservation identitaire n'est pas d'encourager ce syndrome, mais plutôt d'amorcer une réflexion collective sur l'aménagement du territoire à grande échelle dans le but de protéger les milieux naturels qui ont une valeur collective. À plusieurs égards, le terme « identitaire » peut être vague et il peut être facile de lui donner plusieurs significations qui pourraient procurer des résultats de consultation publique biaisés et non satisfaisants. C'est pourquoi il peut être intéressant d'utiliser des critères afin de s'assurer que les milieux naturels ciblés par l'outil sont réellement « identitaires ». À ce sujet, le mémoire de Gobeil-Jobin (2018, p. 27-28) expose les critères qui s'appliquent aux paysages selon Sgard (1997) et Di Méo et al. (2004) :

- « Le paysage devient paysage identitaire dans la mesure où il a été sanctionné par le groupe qu'il identifie [...] ;
- Le paysage identitaire se décrit à l'aide d'un ou de quelques éléments symboliques [qui sont systématiquement présents dans les représentations identitaires des citoyens consultés] ;
- Pour les habitants et le monde extérieur, le paysage identitaire désigne le territoire ;
- La dénomination du lieu ciblé dans un paysage identitaire est faite sans ambiguïté par le groupe qui se l'approprie, et ce, même si ce n'est pas son toponyme officiel ;
- Le paysage identitaire est défendu par la communauté qu'il identifie en cas de menace réelle, potentielle ou imaginaire. »

La ligne peut être mince entre les différentes formes de valorisation des milieux naturels, il faut donc s'assurer que les opinions émises sont désintéressées et qu'elles représentent fidèlement les valeurs de la collectivité sans influence externe. En effet, selon Sgard (1997) « l'identité ne se décrète pas, elle peut être malaisée à saisir, elle oblige à multiplier les sources et confronter les discours. » C'est pourquoi certains des critères présentés peuvent agir à titre de guide lors des consultations publiques.

6.1.2 Alternative d'utilisation du questionnaire Lynch modifié

L'outil de conservation identitaire proposé prévoit une phase informative pour les participants afin que ceux-ci aient une meilleure connaissance des milieux naturels présents sur leur territoire avant de pouvoir se prononcer sur ceux qu'ils souhaitent conserver en priorité. Or, la méthode Lynch ne prévoit pas une telle étape et se contente de poser directement les questions d'intérêt préalablement ciblées aux participants pour connaître les éléments identitaires d'un territoire (Lynch, 1976). Cette façon de faire a l'avantage d'éliminer totalement les biais provenant des experts, c'est pourquoi il serait intéressant de l'utiliser en parallèle à l'outil de conservation identitaire et de comparer les résultats. Il serait donc possible d'avoir un petit groupe témoin supplémentaire composé d'environ 10 personnes qui répondraient individuellement au questionnaire adapté de Lynch sans aucune information préalable lors de la consultation publique élargie. À la fin de cet exercice, les participants devraient également cibler les milieux naturels prioritaires pour la conservation sur la carte synthèse établie à l'étape du diagnostic. Par la suite, les résultats obtenus pourraient être comparés à ceux des tables où les ateliers de consultation élargie en petit groupe auraient lieu. Cela permettrait de voir si les étapes de formation des participants constituent des biais qui influencent les résultats si ceux-ci sont significativement différents des résultats obtenus par les questionnaires individuels. Cela permettrait aussi d'évaluer si la formation préalable est nécessaire, ce qui ne serait pas le cas si les résultats sont semblables entre les deux approches. Ce genre d'expérience permettrait de mieux comprendre l'efficacité de la méthode Lynch pour une problématique complexe, et de voir comment cela pourrait influencer l'outil de conservation identitaire dans le futur.

6.1.3 Utilisation de la désignation d'aire protégée « paysage humanisé »

Cet essai a montré que le concept de paysage pouvait être utilisé pour cibler des milieux naturels identitaires. Le concept a même fait son entrée dans les désignations d'aires protégées présentes dans la LCPN, via le terme « paysage humanisé » (voir tableau 2.1). Cette désignation se veut différente de celles des aires protégées traditionnelles, car elle est axée sur la protection de territoires habités et façonnés par l'activité humaine, si bien qu'elle permet le maintien de certaines activités qui sont durables. De plus, cette désignation vise la participation démocratique de la population dans le choix des paysages à préserver, de même qu'une démarche de gouvernance équitable qui implique l'ensemble des parties prenantes. Il s'agit donc de mettre en place des « modes de gestion concertés et en lien avec un réseau de conservation national » (Tremblay et Domon, 2005, p. 157). Le « paysage humanisé » est une désignation d'aire protégée qui a pour but d'éviter d'imposer une volonté centrale sur un milieu local. Ainsi, il est possible de

protéger les milieux naturels qui ont à la fois une valeur écologique et une valeur identitaire à l'aide de cette désignation, comme reflété dans l'explication de Tremblay et Domon (2005, p. 160) :

« cette préséance de la biodiversité vient spécifier qu'il s'agit d'un statut de protection de l'environnement qui s'applique à un territoire habité et présentant également un intérêt sur le plan paysager. Dans l'optique de la loi québécoise, il faut donc nécessairement qu'il y ait une valeur écologique pour qu'il y ait désignation du statut de paysage humanisé. »

Il serait donc intéressant suite à un exercice de conservation identitaire de voir dans quelle mesure il est possible d'utiliser cette nouvelle désignation d'aire protégée pour conserver certains territoires, tout en permettant des activités à faibles impacts. Pour ce faire, il est nécessaire de créer un partenariat entre le palier gouvernemental et municipal afin de construire un plan de conservation conjoint des « paysages humanisés ». Il s'agit d'une avenue à considérer, car les autres désignations d'aires protégées sont souvent très restrictives et difficiles à mettre en place en terres privées.

6.1.4 Gestion intégrée de la conservation des milieux naturels

La conservation de certaines superficies prioritaires est rarement suffisante d'un point de vue scientifique pour assurer le maintien des services écologiques. En effet, il est nécessaire d'agir à grande échelle en conservant des zones tampons à proximité des superficies protégées et des corridors écologiques entre elles. (Corridor appalachien, s. d.) Cette partie de la conservation a possiblement moins de résonance dans la volonté populaire et il s'agit d'une considération associée à la démarche traditionnelle de conservation. C'est pourquoi il est pertinent d'effectuer cette section du travail de protection suite à l'exercice de conservation identitaire. Il existe plusieurs façons de procéder, car il n'y a pas de largeur définie de zones tampons et plusieurs méthodes peuvent être employées pour définir des corridors écologiques. Ainsi, plus l'aire protégée est menacée par des impacts anthropiques, plus la zone tampon devrait être large et il est possible de faire affaire avec un expert pour la définition des corridors écologiques. (Hannah, 2008) L'important est d'avoir une vision intégrée de la conservation en considérant la protection à la fois des milieux naturels ciblés par les citoyens et les experts ainsi que celle des corridors écologiques et des zones tampons qui les entourent pour assurer l'efficacité de la conservation.

6.2 Recommandations pour le palier municipal

Il a été possible de cibler trois recommandations pour la partie prenante municipale en lien avec l'utilisation de l'outil de conservation identitaire, principalement pour guider sa mise en œuvre et la conservation des superficies ciblées. Des éléments à considérer pour bonifier les informations publiques associées à la gestion du territoire sont aussi proposés.

6.2.1 Précisions sur l'utilisation des outils de gestion du territoire

Il existe plusieurs avenues pour mettre en œuvre la protection des territoires ciblés par l'outil de conservation identitaire. Celui-ci mentionne d'utiliser les outils de gestion du territoire, mais cette utilisation s'accompagne de plusieurs considérations à la lumière des informations relevées au chapitre 3. D'une part,

les objectifs de conservation doivent être suffisamment précis dans ces outils pour créer des obligations de réalisation par le monde municipal. Il est donc nécessaire de définir clairement ce qui est permis ou non sur les territoires ciblés par la conservation identitaire et de chiffrer les objectifs. (L'Heureux, 2000) Par exemple, il serait possible d'avoir un zonage relativement contraignant pour les milieux naturels identitaires, où la destruction des milieux humides et les coupes forestières sont interdites en terres privées à moins qu'elles soient de faibles impacts et où seuls des accès récréatif, scientifique et éducatif de faibles impacts sont permis en terres publiques. D'autre part, ce zonage doit permettre une protection efficace et à long terme des milieux naturels choisis de façon à réduire l'empreinte humaine sur ceux-ci. À cela pourrait s'ajouter un zonage moins contraignant pour les zones tampons et les corridors écologiques, où un minimum de 30 % du couvert forestier devrait cependant être conservé et où certaines activités pourraient être évitées pendant les périodes de migration et de reproduction de la faune. (MAMOT, 2005)

De façon générale, il est nécessaire de donner un ton « conservation » aux outils de gestion du territoire, tels que le SAD et le plan d'urbanisme, en l'indiquant dans les orientations d'aménagement, les affectations de sol, les densités d'occupation, les tracées routiers et le périmètre d'urbanisation afin d'identifier les zones exclues de l'urbanisation. La clé de la conservation réside principalement dans les changements de zonage, qui doivent être suffisamment contraignants pour protéger les milieux naturels résiduels, sans toutefois limiter tous les usages pour éviter les poursuites pour expropriation déguisée. De plus, l'une des méthodes de protection les plus efficaces est le contrôle des ouvertures de rue. (Girard et Vachon, 2018) En effet, nul ne peut forcer une municipalité à ouvrir une rue, si bien que les milieux naturels définis dans un zonage plus ou moins contraignant de conservation pourraient être protégés en priorité de ces ouvertures pour limiter l'étalement dans des secteurs critiques.

6.2.2 Opportunité de mise en œuvre : les PRMHH

Il est intéressant de savoir que toutes les MRC du Québec ont à bâtir un PRMHH d'ici le 16 juin 2022 en vertu de la nouvelle *Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques*. Dans ce contexte, il est nécessaire de s'interroger sur les milieux naturels, et plus particulièrement les milieux humides, qui ont une grande valeur écologique pour la conservation. Ainsi, il serait utile de profiter de ce contexte favorable à la conservation à l'échelle des MRC pour effectuer des exercices de conservation identitaire, alors que le PRMHH prévoit déjà de consulter la population pour cibler les milieux humides d'intérêt. L'idée serait de non seulement considérer les milieux humides et leur valeur écologique lors de l'élaboration du PRMHH, mais aussi l'ensemble des milieux naturels du territoire et leur valeur identitaire grâce à l'outil de conservation identitaire. Il serait alors possible de cibler les milieux naturels qui ont à la fois une haute valeur écologique et une grande valeur identitaire. (MDDELCC, 2018b) Comme les PRMHH sont obligatoires, il s'agit d'une opportunité à saisir pour effectuer un exercice de conservation innovant et complet.

6.2.3 Bonification de la transparence des informations publiques sur l'aménagement du territoire

Il est nécessaire de revoir la façon dont la population est informée des changements de zonage et des projets de développement urbain en milieu municipal. En effet, le processus actuel est opaque et trop

souvent, ce n'est qu'une fois que les travaux commencent que les citoyens se font entendre alors qu'il est trop tard. (NAQ, 2007) Les avis publiés dans le journal devraient donc obligatoirement comprendre une carte de l'emplacement visé par la modification et du genre de construction qui sera permise. Il serait à envisager d'envoyer ces avis par la poste aux citoyens à des moments périodiques dans l'année et de les publier sur internet. Cette façon de faire plus transparente permettrait de réellement obtenir un consensus social autour des projets de développement urbain et leur emplacement. (Trépanier, 2000)

De plus, il serait intéressant d'envisager une recommandation du rapport du CCMRCS (2018) qui préconise de créer un comité citoyen permanent à l'échelle des MRC afin de les éclairer sur les problématiques d'aménagement du territoire. Ce comité aurait le mandat de réaliser des recherches pour obtenir l'information pertinente, puis de communiquer à la population, avec transparence, les aspects positifs et négatifs des projets de développement via des bulletins envoyés par la poste ou un site internet. Pour ce faire, le rapport du CCMRCS (2018) précise des conditions qui devraient être respectées pour assurer l'efficacité du comité, soit un financement autonome suffisant pour faire appel à des experts indépendants, une composition de membres représentant plusieurs points de vue et l'élaboration de règles d'éthique. L'idée d'avoir des bulletins d'information diffusés à tous suite aux rencontres du comité serait bénéfique pour augmenter l'acceptabilité sociale des projets et la transparence du processus de gestion du territoire.

6.3 Recommandations à la gouvernance

Il a été possible de cibler quatre recommandations pour la partie prenante de la gouvernance en lien avec la gestion des aires protégées et de l'aménagement du territoire au Québec.

6.3.1 Uniformisation des efforts de conservation en terres privées et publiques

L'étude de la conservation en terres privées révèle qu'il est nécessaire de revoir l'équilibre entre les efforts du secteur public et ceux du secteur privé sur le territoire. Le gouvernement doit davantage s'impliquer dans la conservation en terres privées, comme il l'a fait pour le territoire agricole. Pour ce faire, il doit mettre à profit l'expertise acquise par les différents partenaires du secteur privé, qui sont pour l'instant laissés à eux-mêmes (RMNP, s. d.). Toutes les données disponibles sur la conservation en terres privées devraient ainsi être centralisées avec celles concernant les aires protégées publiques. Les statuts de protection reconnus en terres privées et les contraintes à respecter devraient être clairement identifiés, comme c'est le cas pour les désignations en terres publiques. À cette fin, il serait nécessaire de modifier la législation existante, afin que les désignations d'aires protégées reconnues en terres publiques, telles que les habitats fauniques, puissent aussi être reconnues en terres privées avec l'accord du propriétaire. L'objectif est de réduire les différences entre la gestion de la conservation en terres privées et publiques de façon à créer un seul système de gestion intégré de la conservation simple et efficace. (MDDELCC, 2016)

6.3.2 Analyse des possibilités de conservation au sein du zonage agricole

Il serait intéressant pour le gouvernement d'étudier les superficies sous zonage agricole qui sont impropres à l'agriculture, ce qui correspondrait à près de la moitié des superficies concernées par ce zonage (UPA,

2017). Il serait possible d'évaluer la valeur écologique de ces sites et dans quelle mesure ils constituent des réserves d'habitats dans un contexte d'étalement urbain (CMM, 2012). Il pourrait alors être utile de transformer le zonage agricole de ces milieux naturels en aires protégées officielles, de façon à bonifier le portrait de la conservation, là où les aires protégées sont presque absentes. Comme l'utilisation de ces territoires est déjà restreinte, il serait donc possiblement plus facile d'accorder un statut de protection à ces superficies qu'à n'importe quel autre territoire en terres privées. (CPTAQ, 2018)

6.3.3 Uniformisation du contenu des SAD en lien avec les milieux naturels d'intérêt

L'étude de plusieurs schémas d'aménagement dans le cadre de la rédaction de cet essai a permis de noter qu'il y avait beaucoup de disparités dans le contenu de ceux-ci quant à l'identification des milieux naturels d'intérêt. Cela pourrait s'expliquer par le contenu des orientations gouvernementales qui encadrent l'élaboration des schémas d'aménagement, car celui-ci reste vague quant aux obligations en lien avec la conservation des milieux naturels (MAMOT, 2018). Il serait donc nécessaire d'avoir des obligations plus claires en ce sens, en précisant les milieux naturels qu'il est nécessaire de répertorier sur une carte, tels que les milieux humides et hydriques, les EFE, les aires protégées en terres privées et publiques, la présence d'espèces à statut qui seraient menacées ou vulnérables et les milieux naturels où il y a des activités récréatives, que ceux-ci soient protégés ou non. Il serait également utile d'exiger l'inclusion d'une évaluation du recouvrement forestier par municipalité, en indiquant les zones qui sont en deçà de 30 % de recouvrement, celles qui sont entre 30 et 50 % et celles qui dépassent 50 % afin de mieux encadrer le déboisement sur le territoire. (MAMOT, 2005) Ces obligations pourraient encourager les MRC à conserver des données à jour sur ces aspects de la conservation en consultant les ressources disponibles ou en réalisant leur propre caractérisation sur le terrain. Cette connaissance détaillée des milieux naturels permet par la suite de mieux planifier l'aménagement du territoire. De plus, le fait d'avoir les mêmes exigences précises pour chaque MRC permettrait de construire des cartes détaillées à l'échelle des régions administratives. Il serait alors possible de comparer les territoires des MRC entre eux et d'adapter l'aménagement du territoire en conséquence à l'échelle régionale, ce qui est plus difficile actuellement en raison de la disparité dans la façon de traiter l'information en lien avec les milieux naturels dans les SAD.

6.3.4 Changement de paradigme dans la gestion de l'aménagement du territoire au Québec

Les objectifs de conservation à long terme des milieux naturels du gouvernement provincial devraient représenter un minimum de 30 à 50 % du territoire en fonction des cibles scientifiques pour le maintien des services écologiques. Dans une optique de lutte aux changements climatiques et de préservation de la biodiversité, il est inutile de suivre les cibles politiques. Il est nécessaire d'envisager les cibles scientifiques dès maintenant, pour prendre la mesure des efforts qu'il faudra fournir pour arriver à obtenir les résultats attendus. (Locke, 2014) C'est donc un changement systémique complet qui doit être effectué dans la façon d'envisager l'aménagement du territoire au Québec, en contrôlant les sources de l'étalement, principalement le mode de financement municipal et la construction routière. Un signal politique doit ainsi être envoyé pour favoriser la conservation des milieux naturels à toutes les échelles administratives.

CONCLUSION

L'objectif de cet essai était d'étudier le potentiel du sentiment d'appartenance identitaire des gens face aux milieux naturels pour favoriser la conservation de ceux-ci dans un contexte d'étalement urbain. Pour ce faire, le portrait de la problématique de l'étalement urbain et de la conservation des milieux naturels au Québec a été réalisé. Le but de cet exercice était de définir les causes et les conséquences de l'étalement, mais aussi les faiblesses du système en place de gestion de l'aménagement du territoire. Ce portrait a permis de comprendre le cercle vicieux que représente l'étalement urbain, et aussi l'urgence d'agir face à ce phénomène en raison des impacts irréversibles qu'il cause aux écosystèmes naturels. À cela s'ajoute le constat que le système de conservation actuel des milieux naturels échoue à protéger efficacement ces milieux, là où l'étalement est le plus présent, soit au sud du Québec en terres privées.

Dans un deuxième temps, la conservation identitaire a été définie à l'aide de divers concepts présents dans la littérature, tels que « l'éthique de la terre », « l'identité territoriale » et « les paysages identitaires ». Cette définition a été appuyée par plusieurs exemples réels de conservation identitaire qui ont été réalisés grâce à une volonté citoyenne forte. Il a par la suite été possible de définir dans quelle mesure ce concept de conservation identitaire permettait de bonifier la méthode de conservation traditionnelle et quelle était sa pertinence dans le contexte de l'étalement urbain. En effet, la conservation identitaire permet d'obtenir un plus grand consensus social autour des questions d'aménagement du territoire, car elle prévoit une réflexion à ce sujet en amont des projets de développement et elle est basée en grande partie sur une volonté populaire et non seulement sur celle des experts de la conservation. Cette volonté agit comme un levier d'action sans précédent sur les gestionnaires du territoire, un élément qui a souvent fait défaut à la méthode traditionnelle de conservation. Les exemples de conservation identitaire présentés illustrent d'ailleurs comment la volonté citoyenne peut être un frein efficace contre l'étalement urbain.

Il a ensuite été possible de construire un outil méthodologique de conservation identitaire, qui permet de cibler les milieux naturels à conserver en priorité sur un territoire donné en raison de leur aspect identitaire. Cet outil est le résultat d'une combinaison de méthodes existantes de consultation publique en lien avec l'aménagement du territoire. Les exemples concrets d'application auxquels elles sont associées illustrent dans quelles mesures elles permettent de cibler les milieux naturels identitaires en fonction des valeurs de la collectivité. La combinaison de plusieurs méthodes a permis de rassembler les avantages de chacune dans l'outil grâce à une analyse synthèse basée sur des critères comparatifs neutres. L'outil méthodologique limite notamment les biais sociaux par des consultations publiques élargies, tout en conservant les bénéfices des comités citoyens, qui permettent d'amorcer des réflexions détaillées sur l'aménagement du territoire grâce à l'autoformation et la consultation d'experts ciblés. L'outil prévoit ainsi d'accompagner les participants dans leur cheminement à l'aide d'un guide d'information et d'une carte synthèse décrivant les milieux naturels du territoire à l'étude. Le fait d'utiliser un support cartographique et un questionnaire détaillés pendant les consultations publiques guide les conversations des citoyens et facilite leur choix de milieux naturels à conserver, augmentant ainsi la précision des résultats obtenus. L'outil limite les biais associés à la consultation des experts, car ceux-ci sont choisis par les participants du comité

citoyen et ils sont invités à répondre aux questions uniquement. L'outil prévoit néanmoins de prioriser la conservation des milieux naturels ciblés à la fois par les citoyens et les experts pour assurer la pertinence scientifique de la conservation. De plus, l'outil de conservation identitaire accompagne le processus de conservation en entier, incluant toutes les étapes d'une démarche de planification stratégique. Une évaluation de l'échelle d'application de l'outil méthodologique accompagne son utilisation, et il apparaît que cette échelle est variable en fonction des caractéristiques des pôles identitaires présents sur le territoire à l'étude. Il n'existe donc pas d'échelle d'application prédéfinie, celle-ci peut être au niveau de la municipalité, de la MRC, de la région administrative ou même un mélange de ces échelles. L'important est de consulter les gestionnaires du territoire à l'étude et des territoires voisins pour s'assurer d'inclure l'ensemble des citoyens concernés par l'exercice de conservation identitaire selon les pôles identitaires définis.

L'atteinte des objectifs spécifiques ciblés pour cet essai a ainsi permis d'atteindre l'objectif principal, à savoir d'établir que le sentiment d'appartenance identitaire des citoyens face aux milieux naturels favorise leur conservation. L'outil méthodologique construit pour cibler ces milieux naturels identitaires comporte toutefois quelques faiblesses, principalement la longueur, les coûts et la complexité générale des étapes associées à l'outil en raison de la combinaison de plusieurs méthodes existantes. Une autre limite importante est la mise en œuvre réelle à long terme de la vision de conservation des citoyens définie par l'outil méthodologique, car celle-ci se heurte à plusieurs obstacles financiers et législatifs. C'est pourquoi diverses recommandations ont été émises afin d'accompagner la mise en œuvre des priorités de conservation ciblées par l'outil, notamment afin d'optimiser l'utilisation des outils de gestion du territoire existants. Par ailleurs, il est recommandé que l'exercice de conservation identitaire inclue une gestion intégrée de la conservation des milieux naturels du territoire. Des modifications sont aussi suggérées pour augmenter la transparence du processus d'aménagement du territoire au Québec et bonifier la conservation en terres privées. Ainsi, la prochaine étape serait d'appliquer l'outil méthodologique théorique sur un territoire d'étude donné afin d'évaluer son efficacité sur un cas réel et d'élaborer des correctifs si nécessaire.

En terminant, un changement de paradigme complet est à envisager pour la gestion de l'aménagement du territoire au Québec. Actuellement, l'étalement urbain ne connaît pas de ralentissement malgré l'existence d'une documentation scientifique qui détaille ses effets néfastes. Pourtant, aucun des outils de contrôle disponibles n'est réellement efficace pour lutter contre la pression de la course aux revenus fonciers, au détriment de la conservation des milieux naturels et de leurs services écologiques. C'est pourquoi il faut que la gouvernance se penche sur la réduction des causes de l'étalement urbain par ses choix politiques et qu'il est nécessaire d'envisager des mesures de conservation basées sur des leviers d'action innovants. La conservation doit devenir un sujet accessible et démocratique pour les citoyens, afin qu'une éthique sociale se développe en faveur de la protection des milieux naturels. Cette pression sociale pourrait favoriser l'émission d'un signal politique fort qui permettrait de faire bouger les structures administratives, de façon à prioriser la protection des écosystèmes. Une meilleure considération de la volonté populaire de protection de certains milieux naturels grâce à l'outil de conservation identitaire pourrait ainsi contribuer à permettre au mouvement de conservation de prendre l'ampleur nécessaire à son efficacité.

RÉFÉRENCES

- Alarie, M.-E. B. (2018, 2 octobre). Boisé des Estacades : vers une consultation publique. *L'Hebdo Journal*. Repéré à <https://www.lhebdojournal.com/actualite/boise-des-estacades-vers-une-consultation-publique/>
- Anctil, G. (2013). Le syndrome du « Pas dans ma cour » : l'enfer chez les autres. *Esquisses*, 24(3). Repéré à https://www.oaq.com/esquisses/archives_en_html/participation_citoyenne/dossier/le_syndrome_du_pas_dans_ma_cour.html
- Amis de la forêt Ouareau. (2018). Page Facebook. Repéré à <https://www.facebook.com/AmisForetOuareau/>
- Amis du Boisé du Souvenir. (s. d.). Amis du Boisé du Souvenir. Repéré à http://ddesroches.profweb.ca/Pages/boise_du_souvenir.html
- Amis du Pinnacle. (s. d.). Accueil. Repéré à <http://amisdupinnacle.blogspot.com/>
- Amis du Pinnacle. (2015). Lettre au Ministre des Affaires municipales. Repéré à <https://sites.google.com/site/amisdupinnacleorg/home/nouvelles/untitledpost>
- Bégin, J.-F. (2016, 18 mars). Coupes de bois Chertsey : touche pas à ma forêt! *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/regional/201603/18/01-4962024-coupes-de-bois-chertsey-touche-pas-a-ma-foret.php>
- Benoit c. Ville de Sutton 2018 QCCA 1475
- Berteaux, D., Casajus, N., de Blois, S., Logan, T. et Périé, C. (2014). *Changements climatiques et biodiversité du Québec : vers un nouveau patrimoine naturel*. Québec, Québec : Les Presses de l'Université du Québec.
- Blondin-Provost, J.-M. (2014). *L'aménagement durable du territoire : la conservation des milieux naturels à l'agenda politique des municipalités québécoises* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais_2013/Blondin-Provost_JM__2014-02-07_.pdf
- Boréalisation. (s. d.). La rivière Péribonka. Repéré à <https://www.borealisation.org/project/la-riviere-peribonka/>
- Bouchard, M.-P. (2018, 24 septembre). Controverse autour de la vente d'un terrain vert au Cap-de-la-Madeleine. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1125764/controverse-vente-terrain-vert-cap-de-la-madeleine-estacades>
- Brouillette, E. (2018, 7 novembre). Grand rassemblement des Amis de la Forêt Ouareau pour une aire protégée. *L'Action*. Repéré à https://www.laction.com/article/2018/11/7/grand-rassemblement-des-amis-de-la-foret-ouareau-pour-une-aire-protgee?fbclid=IwAR2Xz_HdDf1i_DUGE3yzdxg2_hyHMg4VlbahUiG2f1vs83fGB0SV-QSE7sg
- Bussière, Y. et Bonnafous, A. (1993). *Transport et étalement urbain : les enjeux*. Repéré à https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/271226/filename/Transport_et_etalement_urbain.pdf
- Bussière, Y. et Dallaire, Y. (1994). Étalement urbain et motorisation : où se situe Montréal par rapport à d'autres agglomérations? *Cahiers de géographie du Québec*, 38(105), 327-343. Repéré à <https://www.erudit.org/fr/revues/cgq/1994-v38-n105-cgq2677/022453ar.pdf>
- Canards Illimités. (s. d.). Province du Québec. Repéré à <http://www.canards.ca/endroits/quebec/>

- Chace, J. F. et Walsh, J. J. (2006). Urban effects on native avifauna: a review. *Landscape and Urban Planning*, 74, 46-49. Repéré à <https://pdfs.semanticscholar.org/d59a/2df2bbadd3be09779a536e6f140e7a2fab07.pdf>
- Chahboub, K. (2012). *Le tronçon de l'autoroute 25 et l'étalement urbain* (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec). Repéré à <https://archipel.uqam.ca/4447/1/M12362.pdf>
- Champagne, V. (2011, 5 décembre). Les citoyens de Lorraine prêts à payer pour protéger leur forêt. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/541267/lorraine-referendum-foret>
- Champagne, V. (2014, 7 juillet). Cri du cœur pour préserver le dernier boisé de Laval-des-Rapides. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/674337/laval-lutte-preservation-boise-du-souvenir>
- Coalition Mont-Kaaikop. (s. d.). Accueil. Repéré à <https://www.kaaikop.com/>
- Comité de citoyens de la Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or (CCMRCVO). (2017). *Recommandations issues de la consultation par consensus informé par le comité de citoyens*. Repéré à http://www.cegepmontpetit.ca/static/uploaded/Files/Cegep/Centre%20de%20reference/GRAPPC/CCI_Recommandations_territoires_incompatibles.pdf
- Comité de citoyens de la Municipalité régionale de comté des Sources (CCMRCS). (2018). *Recommandations issues de la consultation par consensus informé par le comité de citoyens*. Repéré à http://www.cegepmontpetit.ca/static/uploaded/Files/Cegep/Centre%20de%20reference/GRAPPC/Recommandations_MRC-Des-Sources_13-juin-2018.pdf
- Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ). (2017). *Rapport annuel de gestion 2016-2017*. Repéré à http://www.cptaq.gouv.qc.ca/fileadmin/fr/publications/publications/rannuel/rap_annuel2016-2017/contenu/pdf/rapport1.pdf
- Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ). (2018). Historique. Repéré à <http://www.cptaq.gouv.qc.ca/index.php?id=28>
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). (2012). *Le territoire et les activités agricoles dans le Grand Montréal*. Repéré à http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/periodique/18_Perspective.pdf
- Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale (CRECN). (2011). *Étude comparative sur la quantité d'infrastructures nécessaires aux nouveaux développements dans la ville de Québec et à Fribourg, en Allemagne*. Repéré à <https://static1.squarespace.com/static/5596a440e4b04990388f0909/t/55ae7c7ae4b0e4c581b7fcf4/1437498490656/2011-12+Rapport+final+e%CC%81tude+infrastructures+VdeQ+Low.pdf>
- Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent. (2016). *Permis pétroliers : un obstacle à la conservation au Bas-Saint-Laurent*. Repéré à http://snapqc.org/uploads/Rapport_Permis_Petroliers_CREBSL-SNAP_2016-03-14.pdf
- Conservation Measures Partnership. (2013). *Normes ouvertes pour la pratique de la conservation*. Repéré à <http://cmp-openstandards.org/wp-content/uploads/2017/08/CMP-OS-V3-0-v-2013-05-06-French.pdf>
- Corridor appalachien. (s. d.). Stratégie de conservation et corridors naturels. Repéré à <http://www.corridorappalachien.ca/ce-qui-nous-tient-a-coeur/>
- Cousineau, M.-E. (2018, 19 octobre). La fiducie d'utilité sociale, un moyen de protéger la valeur écologique des terres. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1130711/protection-terres-fiducie-utilite-sociale>

- Cox, W. (2006). *Transport et logement à Montréal : comment le développement de la banlieue rend la métropole plus compétitive*. Repéré à https://www.iedm.org/sites/default/files/pub_files/juillet06_fr.pdf
- Desplanques, A. C. (2018, 16 juillet). Forêts pour le tourisme ou pour les scieries? *Le Journal de Montréal*. Repéré à <https://www.journaldemontreal.com/2018/07/16/forets-pour-le-tourisme-ou-pour-les-scieries>
- Di Méo, G., Sauvaitre, C. et Soufflet, F. (2004). Les paysages de l'identité (le cas du Piémont béarnais, à l'est de Pau). *Géocarrefour*, 79(2), 131-141. Repéré à <https://journals.openedition.org/geocarrefour/639#quotation>
- Dinerstein, E., Olson, D., Joshi, A., Vynne, C., Burgess, N. D., Wikramanayake, E., ...Saleem, M. (2017). An ecoregion-based approach to protecting half the terrestrial realm. *BioScience*, 67(6), 534-545. Repéré à <https://academic.oup.com/bioscience/article/67/6/534/3102935#supplementary-data>
- Dunham-Jones, E. et Williamson, J. (2009). Retrofitting suburbia: Urban design solutions for redesigning suburbs. Repéré à <https://uli.org/wp-content/uploads/2009/10/Sustainable-Suburbs-Retrofitting-Suburbia.pdf>
- Environnement et Changement climatique Canada (ECCC). (2017). *Sélection et gestion des refuges d'oiseaux migrants*. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/refuges-oiseaux-migrants/criteres-selection/gestion.html>
- Environnement et Changement climatique Canada (ECCC). (2018). *Réserves nationales de faune existantes*. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/reserves-nationales-faune/existantes.html>
- European Environment Agency (EEA). (2006). *Urban sprawl in Europe: The ignored challenge*. Repéré à https://www.eea.europa.eu/publications/eea_report_2006_10/eea_report_10_2006.pdf/view
- Forcier, G. (2015, 20 mai). Le développement immobilier inquiète aussi au mont Pinnacle. *Journal Le Guide*. Repéré à http://www.lamediatheque.tc/wp-content/uploads/GC_20150520.pdf
- Fourny, M.-C. (2008). Identité et aménagement du territoire : modes de production et figures de l'identité de territoires dans les recompositions spatiales. Dans J.-C. Nemery (dir.), *Stratégies identitaires de conservation et de valorisation du patrimoine* (p. 104-110). Repéré à <http://www.harmatheque.com.ezproxy.usherbrooke.ca/ebook/9782296043008>
- Garneau, L. (2018, 19 août). Québec agrandit son réseau d'aires protégées sur la Côte-Nord. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1118872/quebec-agrandit-son-reseau-daies-protgees-sur-la-cote-nord>
- Girard, J.-F. et Vachon, J.-F. (2018). Municipalités et conservation: adapter ses outils d'urbanisme pour mieux conserver les milieux naturels. Document confidentiel et non publié.
- Giroux, G. (2015, 4 mai). Promoteurs immobiliers : « pas sur ma montagne! », clament des citoyens des Cantons-de-l'Est. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/719041/promoteurs-immobiliers-pas-bienvenus-montagnes-cantons-de-l-est>
- Gobin-Jobeil, B. (2018). *L'émergence du discours paysager dans les processus participatifs : le cas de la consultation par consensus informé dans la MRC de La Vallée-de-l'Or* (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Chicoutimi, Chicoutimi, Québec). Repéré à https://constellation.uqac.ca/4776/1/GobeilJobin_uqac_0862N_10521.pdf
- Gouvernement du Québec. (2014). *Protection de l'environnement*. Repéré à <https://plannord.gouv.qc.ca/fr/priorites-daction/pecb/>
- Gouvernement du Québec. (2015). *Les impacts des changements climatiques*. Repéré à <https://www.faisonslepoureux.gouv.qc.ca/fr/les-changements-climatiques/les-impacts-des-changements-climatiques>

- Grand dictionnaire terminologique. (s. d.). Accueil. Repéré à <http://www.granddictionnaire.com/>
- Grimm, N. B. et al. (2008). Global change and the ecology of cities. *Science*, 319, 756-760. Repéré à http://www.public.asu.edu/~nbgrimm/USEL/web/images/pubs/2008/Grimm_etal_Science_2008.pdf
- Groupe de recherche appliquée sur les processus participatifs et collaboratifs (GRAPPC). (s. d.). Accueil. Repéré à <http://www.cegepmontpetit.ca/cegep/centres-de-reference/groupe-de-recherche-appliquee-sur-les-processus-participatifs-et-collaboratifs#approche-scientifique>
- Hamelin, J. (2015, 4 mai). L'Estrie se mobilise pour préserver trois monts. *Journal de Montréal*. Repéré à https://docs.wixstatic.com/ugd/17f05f_3fb496d5671d447494ebc2a1c6cf1140.pdf
- Hannah, L. (2008). Protected areas and climate change. *Annals of the New York Academy of Sciences*. 1134, 201-212.
- Hansen, M. et Huang, Y. (1997). Road supply and traffic in California urban areas. *Transportation Research*, 31(3), 205-218. Repéré à http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/du_vallon/documents/DC2.pdf
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2000). *La situation démographique au Québec bilan 2000 : les régions métropolitaines*. Repéré à <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs24925>
- Institut national de santé publique. (2009). *Indicateurs géographiques de l'environnement bâti et de l'environnement des services influant sur l'activité physique, l'alimentation et le poids corporel*. Repéré à https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1001_IndGeoEnvBati.pdf
- International Union for Conservation of Nature (IUCN). (2008). *Guidelines for applying protected area management categories*. Repéré à https://cmsdata.iucn.org/downloads/iucn_assignment_1.pdf
- Jones, K. R., Venter, O., Fuller, R. A., Allan, J. R., Maxwell, S. L., Negret, P. J. et Watson, J. E. M. (2018). One-third of global protected land is under intense human pressure. *Science*, 360, 788-791. Repéré à https://www.researchgate.net/profile/Pablo_Negret/publication/325206918_One-third_of_global_protected_land_is_under_intense_human_pressure/links/5afe083b458515e9a5763636/One-third-of-global-protected-land-is-under-intense-human-pressure.pdf
- Laflamme, C. (2016, 22 février). Cri d'alarme à Frelighsburg. *La Voix de l'Est*. Repéré à https://docs.wixstatic.com/ugd/17f05f_61f5f6b2471f4c4e8bfdb02a60ed24e4.pdf
- Laflamme, C. (2016, 28 février). Tour de télécommunications : Frelighsburg et Bell ont collaboré. *La Voix de l'Est*. Repéré à <https://www.lavoixdelest.ca/actualites/en-region/tour-de-telecommunications-frelighsburg-et-bell-ont-collabore-2987ac4146fc1da69aa419a3a6fcb786>
- Laflamme, C. (2018, 30 mars). Bromont officiellement propriétaire du Parc des sommets. *La Voix de l'Est*. Repéré à <https://static1.squarespace.com/static/526cdf09e4b07233cf8ac8e5/t/5ac12906562fa7a28ab13b31/1522608390677/2018-03-30+-Bromont+officiellement+propri%C3%A9taire+du+Parc+des+sommets.pdf>
- Lahaye, N. (2007). La dimension conflictuelle de la valorisation touristique d'un espace naturel protégé : le cas du Mont Orford. *Téoros*, 26(2), 46-52. Repéré à <https://journals.openedition.org/teoros/834#quotation>
- Larrère, C. (2006). Éthiques de l'environnement. *Multitudes*, 1(24), 75-84. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2006-1-page-75.htm>
- Le Devoir. (2004, 2 octobre). Cour suprême : Frelighsburg avait le droit de freiner le développement du mont Pinacle. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/65312/cour-supreme-frelighsburg-avait-le-droit-de-freiner-le-developpement-du-mont-pinacle>
- Leopold, A. (1949). *A Sand County Almanac*. Repéré à <http://rintintin.colorado.edu/~vancecd/phil3140/Leopold.pdf>

- Léveillé, J.-T. (2018, 25 octobre). Cri du coeur d'un maire pour repenser le territoire. *La Presse*. Repéré à https://www.lapresse.ca/actualites/regional/201810/25/01-5201604-cri-du-coeur-dun-maire-pour-repenser-le-territoire.php?fbclid=IwAR3RnXXmSvYlvef0rsgbdRN3HEXC1_P6r-hFkvevd1qAsj5SUiHq0p_2XDE
- L'Heureux, J. (2000). *Nature et effets d'un schéma d'aménagement et d'un plan d'urbanisme*. Repéré à https://www.usherbrooke.ca/droit/fileadmin/sites/droit/documents/RDUS/volume_31/31-12-lheureux.pdf
- Locke, H. (2014). Nature needs half: A necessary and hopeful new agenda for protected areas in North America and around the world. *The George Wright Forum*, 31(3), 359-371. Repéré à <http://www.georgewright.org/313locke.pdf>
- Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques*, Projet de loi n°132, 2017, c. 14.
- Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, RLRQ, c. C-61.01.
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, RLRQ, c. A-19.1.
- Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, RLRQ, c. P-41.1.
- Loi sur les espèces menacées ou vulnérables*, RLRQ, c. E-12.01.
- Lynch, K. (1976). *L'image de la Cité*. Paris, France : Dunod.
- MacKinnon, D., Lemieux, C. J., Beazley, K., Woodley, S., Helie, R., Perron, J., Elliott, J., Haas, C., Langlois, J., Lazaruk, H., Beechey, T. et Gray, P. (2015). Canada and Aichi Biodiversity Target 11: understanding 'other effective area-based conservation measures' in the context of the broader target. *Biodiversity and Conservation*, 24(14), 3559–3581. Repéré à http://www.ccea.org/wp-content/uploads/2015/11/P21_Canada-and-Aichi-Biodiversity-Target-11-understanding-other-effective-area-based-conservation-measures-in-the-context-of-the-broader-target.pdf
- Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (MFFP). (s. d.). *Accueil*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/>
- Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2016). *Les refuges biologiques : des forêts mûres ou surannées représentatives du patrimoine forestier du Québec*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/amenagement-durable-forets/objectifs-de-protection-et-de-mise-en-valeur-des-ressources-du-milieu-forestier/les-refuges-biologiques-des-forets-mures-ou-surannees-representatives-du-patrimoine-forestier-du-quebec/>
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). (2018). *Santé des sols*. Repéré à <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/Agroenvironnement/sol-eau/sol/Pages/Sol.aspx>
- Ministère de l'Environnement (ME). (1999). *Aires protégées au Québec : contexte, constats et enjeux pour l'avenir*. Repéré à http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/contexte/index.htm
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (s. d.a). Des modèles de démarches : The Natural Step. Repéré à <https://www.mamh.gouv.qc.ca/municipalite-durable/entreprendre-une-demarche/modeles-de-demarches/the-natural-step/>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (s. d.b). La participation publique. Repéré à <https://www.mamh.gouv.qc.ca/municipalite-durable/entreprendre-une-demarche/participation-publique/>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (s. d.c). Les étapes d'une démarche intégrée de développement durable. Repéré à <https://www.mamh.gouv.qc.ca/municipalite-durable/entreprendre-une-demarche/etapes-dune-demarche/>

- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). (2005). *Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement : la protection du territoire et des activités agricoles*. Repéré à https://www.mamot.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/amenagement_territoire/orientations_gouvernementales/orientations_aménagement_agricole_addenda.pdf
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). (2007). *Guide d'intégration des éoliennes au territoire : vers de nouveaux paysages*. Repéré à https://www.mamot.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/amenagement_territoire/orientations_gouvernementales/guide_integration_eoliennes_territoire.pdf
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). (2012). *L'urbanisme durable : enjeux, pratiques et outils d'intervention*. Repéré à https://www.mamot.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/grands_dossiers/developpement_durable/guide_urbanisme_durable.pdf
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). (2018). *La prise de décision en urbanisme*. Repéré à <https://www.mamot.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/avant-propos/>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2010). *Portrait du réseau d'aires protégées au Québec - période 2002-2009*. Repéré à http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/portrait02-09/index.htm
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2016). *Aires protégées polyvalentes : constats, recommandations, options de déploiement et réflexion sur la gouvernance*. Repéré à http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/polyvalentes/tome3-constats-recommandations.pdf
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2017). *Demande d'autorisation et de certificat d'autorisation pour des projets en milieux humides et hydriques et des projets susceptibles de modifier la qualité de l'environnement ou les habitats fauniques*. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/autorisations/formulaires/hydrique-faunique/demande-autorisation-guide.pdf>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2018a). Accueil. Repéré à <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/index.asp>
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). (2018b). *Les plans régionaux des milieux humides et hydriques*. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/milieux-humides/plans-regionaux/guide-plans-regionaux.pdf>
- Nature-Action Québec (NAQ). (2007). *Conciliation du développement urbain et de la conservation des milieux naturels de l'agglomération de Longueuil*. Repéré à http://www.afm.qc.ca/pdf-2007/NAQ06-Rapport_milieux_naturelles_Longueuil.pdf
- Noland, R. B. et Lem, L. L. (2000). *Induced travel: A review of recent literature and the implications for transportation and environmental policy*. Repéré à http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/du_vallon/documents/DC3.pdf
- Normandin, P.-A. (2016, 26 mars). Baisse de la densité au Québec. *La Presse*. Repéré à http://plus.lapresse.ca/screens/ad5b75c4-c0b3-4605-b40d-c8a09ecbc95c__7C__0.html
- Noss, R. F., Dobson, A., Baldwin, R., Beier, P., DellaSala, D., Francis, J.,... Tabor, G. (2012). Bolder thinking for conservation. *Conservation Biology*, 26, 1-4. Repéré à <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/j.1523-1739.2011.01738.x>

- Organisation des Nations Unies (ONU). (1992). *Convention sur la diversité biologique*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (2018a). 2,5 milliards de personnes de plus habiteront dans les villes d'ici 2050. Repéré à <https://www.un.org/development/desa/fr/news/population/2018-world-urbanization-prospects.html>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (2018b). World urbanization prospects: The 2018 revision, custom data acquired via website. Repéré à <https://population.un.org/wup/DataQuery/>
- Paquette, S., Poullaouec-Gonidec, P., Domon, G. (2005). *Paysages en perspective*. Repéré à https://booksscholarsportalinfo.ezproxy.usherbrooke.ca/en/read?id=/ebooks/ebooks0/gibson_crkn/2009-12-01/3/407297#page=6
- Paquette, S., Poullaouec-Gonidec, P., Domon, G. (2008). *Guide de gestion des paysages au Québec : lire, comprendre et valoriser le paysage*. Repéré à <https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/guide-gestion-paysage.pdf>
- Parcs Canada. (s. d.). *Le règlement sur les activités en mer dans le Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent*. Repéré à http://parcmarin.qc.ca/wp-content/uploads/2016/10/ParcMarin-R%C3%A8glements_v2_www-1.pdf
- Parcs Canada. (2017). *Protection et gestion des écosystèmes des parcs*. Repéré à <https://www.pc.gc.ca/fr/docs/pc/poli/princip/sec2/part2a/part2a5>
- Pimm, S. L. et Raven, P. (2000). Biodiversity: Extinction by numbers. *Nature*, 403, 843-845. Repéré à https://www.researchgate.net/publication/12610002_Biodiversity_-_Extinction_by_numbers
- Poirier, L. (2010). *De l'histoire et de la politique agricole au Québec à l'émergence d'une agriculture soutenable*. Repéré à https://gripuqam.org/wp-content/uploads/2011/02/Poirier_Agriculture.pdf
- Pressey, R. L., Cowling, R. M. et Rouget, M. (2003). Formulating conservation targets for biodiversity pattern and process in the Cape Floristic Region, South Africa. *Biological Conservation*, 112, 99-127. Repéré à <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S000632070200424X>
- Primack, R. B. (2014). *Essentials of conservation biology* (6e édition). Sunderland, MA : Sinauer Associates.
- Protégeons Bromont. (s. d.). Accueil. Repéré à <http://www.protegeonsbromont.org/>
- Radio-Canada. (2015, 4 mai). Promoteurs immobiliers : « pas sur ma montagne! », clament des citoyens des Cantons-de-l'Est. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/719041/promoteurs-immobiliers-pas-bienvenus-montagnes-cantons-de-l-est>
- Radio-Canada. (2018, 25 février). Le parc des Sommets à Bromont pourra voir le jour. *Radio-Canada*. Repéré à <https://static1.squarespace.com/static/526cdf09e4b07233cf8ac8e5/t/5a94151624a69489a7451634/1519654167155/2018-02-25+-+Le+parc+des+Sommets+%C3%A0+Bromont+pourra+voir+le+jour.pdf>
- Radio-Canada. (2018, 6 juillet). Un terrain boisé de Lorraine préservé de tout développement immobilier par la Cour suprême. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1111259/foret-grand-coteau-francois-pichette>
- Radio-Canada. (2018, 12 septembre). Victoire pour le Regroupement pour un développement durable à Sutton. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1123346/victoire-regroupement-developpement-durable-sutton-changements-zonage-lotissement-cour-appel>

- Radio-Canada Archives. (2018, 8 novembre). Il y a 40 ans, Jean Garon faisait adopter la Loi sur la protection du territoire agricole. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1134513/loi-zonage-agricole-agriculture-quebec-archives>
- Règlement sur les habitats fauniques*, RLRQ, c. C-61.1, r. 18.
- Regroupement pour un développement durable à Sutton (RDDS). (2018). Accueil. Repéré à <https://www.regrounementsutton.org/>
- Réseau de milieux naturels protégés (RMNP). (s. d.). Répertoire de milieux naturels protégés du Québec. Repéré à <https://www.repertoiredesmilieuxnaturels.qc.ca/fr/accueil#a-propos>
- Ruralys. (2008). *Caractérisation et évaluation des paysages du Bas-Saint-Laurent : un outil de connaissances et de gestion du territoire*. Repéré à http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/eole_nicolas-riou/documents/DM41.2.pdf
- Saint-Pierre, D. (2008). Identité et patrimoine : deux notions au cœur des interventions culturelles publiques du Québec et du Canada. Dans J.-C. Nemery (dir.), *Stratégies identitaires de conservation et de valorisation du patrimoine* (p. 117-118). Repéré à <http://www.harmatheque.com.ezproxy.usherbrooke.ca/ebook/9782296043008>
- Schneider, A., Friedl, M. A. et Potere, D. (2009). A new map of global urban extent from MODIS satellite data. *Environmental Research Letters*, 4, 1-11. Repéré à <http://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/4/4/044003/pdf>
- Seto, K. C., Fragkias, M., Güneralp, B. et Reilly, M. K. (2011). A meta-analysis of global urban land expansion. *PLoS ONE*, 6(8), e23777. Repéré à <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2539journal.pone.0023777.pdf>
- Seto, K. C., Güneralp, B. et Hutyra, L. R. (2012). Global forecasts of urban expansion to 2030 and direct impacts on biodiversity and carbon pools. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 109(40), 16 083-16 088. Repéré à <http://www.pnas.org/content/pnas/109/40/16083.full.pdf>
- Seto K. C., Sanchez-Rodriguez, R. et Fragkias, M. (2010). The new geography of contemporary urbanization and the environment. *Annual Review of Environment and Resources*, 35, 167-194. Repéré à <http://www.igbp.net/download/18.5831d9ad13275d51c098000263/1376382967979/Seto.ARER.2010.pdf>
- Sgard, A. (1997). *Qu'est-ce qu'un paysage identitaire?* Repéré à <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00270702/document>
- Shields, A. (2016, 25 octobre). Des aires protégées en attente... de protection. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/483026/biodiversite-des-aires-protegees-en-attente-de-protection>
- Smart Growth America. (s. d.). *Measuring sprawl and its impacts*. Repéré à <https://www.smartgrowthamerica.org/app/legacy/documents/MeasuringSprawl.PDF>
- Smart Growth America. (2014). *Measuring Sprawl 2014*. Repéré à <https://www.smartgrowthamerica.org/app/legacy/documents/measuring-sprawl-2014.pdf>
- Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). (2018). Aider les Canadiens à répondre à leurs besoins en matière de logement. Repéré à <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/about-cmhc/cmhc-story>

- Société pour la nature et les parcs (SNAP) Québec. (2018). En route pour 2020 : sortir le Québec de la congestion. Repéré à <http://snapqc.org/communiqués/en-route-pour-2020-sortir-le-quebec-de-la-congestion>
- SOS Parc Orford et Radio-Canada. (2016). 10 ans plus tard, la saga du Mont-Orford : l'héritage. Repéré à <http://sosparcorford.ca/10-ans-plus-tard-un-documentaire-de-Radio-Canada>
- Soulé, M. E. et Sanjayan, M. A. (1998). Conservation targets: Do they help? *Science*, 279(5359), 2 060-2 061. Repéré à https://www.researchgate.net/publication/6098781_Ecology_-_Conservation_targets_Do_they_help
- St-Amour, S. (2017, 1^{er} août). Le bois du Souvenir protégé et conservé. *Courrier Laval*. Repéré à <https://courrierlaval.com/le-bois-du-souvenir-protège-et-conservé/>
- Statistique Canada. (2005). *Bulletin d'analyse : régions rurales et petites villes du Canada*. Repéré à http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/autoroute30_15-jean-leman/documents/DB21.pdf
- Statistique Canada. (2008). *Des routes et des jeux : dépenses des administrations publiques en infrastructures au Canada de 1961 à 2005*. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11-624-m/11-624-m2008019-fra.pdf?st=4qVNMJC4>
- Statistique Canada. (2016a). *Étude : le paysage changeant des régions métropolitaines du Canada, 1971 à 2011*. Repéré à https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/160322/dq160322a-fra.pdf?st=V4mY6_Fm
- Statistique Canada. (2016b). *Section 3 : comptes et statistiques écosystémiques, selon la région métropolitaine de recensement*. Repéré à https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/16-201-x/2016000/section_3-fra.htm
- Statistique Canada. (2018a). *Recensement de 2006 : portrait de la population canadienne en 2006, dynamique de la population infraprovinciale*. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-550/p15-fra.cfm#footnote3>
- Statistique Canada. (2018b). *Tableau 38-10-0280-01 : couverture terrestre et utilisation des terres pour certaines régions géographiques*. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=3810028001>
- Svancara, L. K., Brannon, J. R., Scott, M., Groves, C. R., Noss, R. F. et Pressey, R. L. (2005). Policy-driven versus evidence-based conservation: A review of political targets and biological needs. *BioScience*, 55(11), 989-995. Repéré à <https://academic.oup.com/bioscience/article/55/11/989/220923>
- The Natural Step. (2012). *Guide élémentaire de durabilité step by Natural Step*. Repéré à <http://www.naturalstep.ca/sites/default/files/sustainability-primer-fr.pdf>
- Tremblay, F. et Domon, G. (2005). Le statut de paysage humanisé au Québec. Dans S. Paquette, P. Poullaouec-Gonidec et G. Domon (dir.), *Paysages en perspective* (p. 153-174). Repéré à https://booksscholarsportalinfo.ezproxy.usherbrooke.ca/en/read?id=/ebooks/ebooks0/gibson_crkn/2009-12-01/3/407297#page=6
- Tremblay, I. (2012, 20 mars). Protégeons la rivière Péribonka. *le Quotidien*. Repéré à <https://www.lequotidien.com/actualités/protégeons-la-rivière-peribonka-2262718fa5c26550be707acc4cd7423c>
- Trépanier, M.-O. (2000). *Le nouvel urbanisme doit mieux intégrer les gens, les activités et les équipements*. Repéré à <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs18165>
- Union des municipalités du Québec (UMQ). (2012). Livre blanc municipal : l'avenir a un lieu. Repéré à <https://umq.qc.ca/publications/livre-blanc-municipal/>

- Union des producteurs agricoles (UPA). (2017). *Terres agricoles sous pression : état de la situation*. Repéré à <https://www.upa.qc.ca/wp-content/uploads/filebase/fr/communiques/2017-10-FICHE-TERRES-AGRICOLES-SOUS-PRESSION-DANS-LA-CMM.pdf>
- United Nations Environment Programme (UNEP). (s. d.). Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. Repéré à <https://www.cbd.int/sp/targets/>
- United Nations Environment World Conservation Monitoring Centre (UNE – WCMC). (2018). The lag effect in the world database on protected areas. Repéré à <https://www.protectedplanet.net/c/the-lag-effect-in-the-world-database-on-protected-areas>
- Université de Northern British Columbia (UNBC) et Société pour la nature et les parcs (SNAP). (2018). *Étude Canadienne sur la place de la nature*. Repéré à [http://snapqc.org/uploads/SpaceForNature_SurveyReport_FRE_FINAL\(1\).pdf](http://snapqc.org/uploads/SpaceForNature_SurveyReport_FRE_FINAL(1).pdf)
- Vachon, J.-F. (2014). Démarche territoriale de développement durable « Pense ta ville » à Bromont. Repéré à <http://demarchesterritorialesdedeveloppementdurable.org/bromont-quebec/>
- Vaillancourt, A. (2008). *Les stationnements écologiques : une solution à l'imperméabilisation des surfaces?* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à <https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais2008/AudreeVaillancourt.pdf>
- Vermot-Desroches, P. (2018, 27 septembre). Boisé des Estacades : « c'est à nous d'y voir ». *le Nouvelliste*. Repéré à <https://www.lenouvelliste.ca/actualites/trois-rivieres/boise-des-estacades-cest-a-nous-dy-voir-08ee50008533a92fa8b7158c2ec397ab>
- Ville de Bromont. (2012). *Plan de développement durable*. Repéré à http://www.bromont.net/wp-content/uploads/2018/05/03_PlanDD-Final-Bromont.pdf
- Ville de Lorraine. (2013). *La ville protège l'intégralité de la forêt du Grand Coteau*. Repéré à http://www.ville.lorraine.qc.ca/client_file/upload/document/communication/12%20Fevrier%20-%20La%20Ville%20protege%20l-integralite%20de%20la%20foret%20du%20Grand%20Coteau.pdf
- Vivre en Ville. (s. d.a). Étalement urbain. Repéré à <http://collectivitesviables.org/articles/etalement-urbain.aspx>
- Vivre en Ville. (s. d.b). Protection du territoire et des activités agricoles. Repéré à <http://collectivitesviables.org/articles/protection-du-territoire-et-des-activites-agricoles.aspx>
- Vivre en Ville. (2013). Deux poids, deux mesures : comment les règles de financement des réseaux de transport stimulent l'étalement urbain. Repéré à <https://vivreenville.org/2poids2mesures/>
- Zoological Society of London (ZSL). (2014). Planet's protected areas fall short of public's expectations. Repéré à <https://www.zsl.org/conservation/news/planet%E2%80%99s-protected-areas-fall-short-of-public%E2%80%99s-expectations>

ANNEXE 1 : LES SIX CATÉGORIES DE CONSERVATION DE L'IUCN (tiré de : MDDELCC, 2018a)

Catégories	Descriptions
1a	Aire protégée administrée principalement pour la science et la protection de la nature. Espace terrestre ou marin, comportant des écosystèmes, des éléments géologiques ou physiographiques ou encore des espèces remarquables ou représentatives, administré principalement à des fins de recherche scientifique et de surveillance continue de l'environnement.
2	Aire protégée administrée principalement pour la protection des écosystèmes et aux fins de récréation. Zone naturelle, terrestre ou marine, désignée : (a) pour protéger l'intégrité écologique d'un ou plusieurs écosystèmes pour le bien des générations actuelles et futures; (b) pour exclure toute exploitation ou occupation incompatible avec les objectifs de la désignation; (c) pour offrir des possibilités de visite, à des fins scientifiques, éducatives, spirituelles, récréatives ou touristiques, tout en respectant le milieu naturel et la culture des communautés locales.
3	Aire protégée administrée principalement dans le but de préserver des éléments naturels spécifiques. Aire caractérisée par un ou plusieurs éléments naturels ou naturels et culturels particuliers d'importance exceptionnelle ou unique, méritant d'être protégée du fait de sa rareté, de sa représentativité, de ses qualités esthétiques ou de son importance culturelle intrinsèque.
4	Aire protégée administrée principalement aux fins de conservation par l'aménagement. Aire terrestre ou marine dont la gestion fait l'objet d'une intervention active, de façon à garantir le maintien des habitats ou à répondre aux besoins d'espèces particulières.
5	Aire protégée administrée principalement dans le but d'assurer la conservation de paysages terrestres ou marins et à des fins récréatives. Zone terrestre englobant parfois la côte et la mer, dont le paysage possède des qualités esthétiques, écologiques ou culturelles particulières, résultant de l'interaction ancienne de l'homme et de la nature, et présentant souvent une grande diversité biologique. Le maintien de l'intégrité de cette interaction traditionnelle est essentiel à la protection, au maintien et à l'évolution d'une telle aire.
6	Aire protégée administrée principalement aux fins d'utilisation durable des écosystèmes naturels. Aire comportant des systèmes naturels, en grande partie non modifiés, gérée de façon à assurer la protection et le maintien à long terme de la diversité biologique, tout en garantissant la durabilité des fonctions et des produits naturels nécessaires au bien-être de la communauté.
Sans catégorie	Aire protégée dont la catégorie UICN est présentement en évaluation.

ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE ORIGINAL DE LA MÉTHODE LYNCH

Cette annexe rapporte les sept questions originales du questionnaire créé par Kevin Lynch afin de cibler les éléments identitaires d'un milieu urbain (Lynch, 1976, p.166-167) :

1. « Que suggère immédiatement à votre esprit le mot « Boston »? Comment décririez-vous grossièrement Boston au sens matériel physique du terme?
2. Dessinez un plan rapide de Boston (choisir une section en particulier), avec ses principales particularités. *L'ordre dans lequel les éléments interviennent est important.*
3. A) Donnez le trajet précis entre la maison et votre lieu de travail. Précisez les éléments que vous verriez, entendriez ou sentiriez le long du chemin. On s'intéresse à la description matérielle des choses.
B) Ressentez-vous des émotions particulières à propos de certaines parties de votre trajet? Combien de temps cela dure-t-il? *Il faut ensuite reposer ces questions pour un trajet choisi, le même pour tous (pour mieux comprendre une section en particulier).*
4. Quels sont les éléments du centre de Boston qui sont les plus caractéristiques, ceux qui sont les plus faciles à identifier et à garder en mémoire?
5. A) Décrire plus précisément chacun de ces éléments (nommés en 4). Si vous aviez les yeux bandés pour vous y rendre, quelles indications utiliseriez-vous pour identifier avec certitude l'endroit où vous vous trouveriez une fois le bandeau enlevé?
B) Ressentez-vous des émotions particulières à propos de ces éléments (ceux nommés en 4)
C) Cibler ces éléments sur le plan de la question 2?
6. Indiquer la direction du nord sur le plan de la question 2.
7. Entretien libre :
A) Qu'avons-nous cherché à découvrir?
B) Quelle importance ont pour les gens l'orientation et la possibilité de reconnaître les éléments de la ville?
C) Éprouvez-vous un certain plaisir à savoir où vous vous trouvez ou bien vers où vous vous dirigez, ou un certain désagrément dans le cas contraire?
D) Pensez-vous que Boston est une ville où l'on trouve facilement son chemin, dont on identifie facilement les parties?
E) Parmi les villes que vous connaissez quelles sont celles qui possèdent une bonne orientation? Pourquoi? »